

Gazette officielle du Québec

Partie 2 Lois et règlements

130^e année
2 décembre 1998
N^o 49

Sommaire

Table des matières
Règlements et autres actes
Projets de règlement
Conseil du trésor
Décisions
Décrets
Index

Dépôt légal — 1^{er} trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 1998

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

Table des matières

Page

Règlements et autres actes

1423-98	Programme d'aide financière aux entreprises ovines	6147
1424-98	Aide financière aux études (Mod.)	6149
	Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Intérêts	6150
	Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999	6155
	Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999	6187
	Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Utilisation de l'expérience	6188
	Concours pour les Prix du Québec dans le domaine scientifique	6195

Projets de règlement

Enlèvement des déchets solides		6199
--------------------------------------	--	------

Conseil du trésor

192648	Régime de retraite des fonctionnaires, Loi sur le... — Partage et cession des droits accumulés (Mod.)	6201
192649	Régime de retraite des enseignants, Loi sur le... — Partage et cession des droits accumulés (Mod.)	6203

Décisions

6891	Producteurs de bois — Côte-du-Sud — Division en groupes	6205
6894	Producteurs de bois — Mauricie — Part du marché	6206

Décrets

1416-98	Supplément de 1 440 000 \$ à un contrat intervenu entre le curateur public et Le Groupe Mallette Maheu	6209
1419-98	Service de sécurité du lieutenant-gouverneur	6209
1421-98	Acquisition temporaire de certains actifs de Dominion Bridge inc. par Investissement-Québec ...	6210
1422-98	Entente sur la prestation des services policiers autochtones dans la communauté mohawk d'Akwesasne	6210
1425-98	Modification du décret 1549-95 du 29 novembre 1995 en faveur d'Usine de Triage Lachenaie inc. pour la réalisation du projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Lachenaie sur le territoire de la Ville de Lachenaie	6211

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 1423-98, 17 novembre 1998

Loi sur la Société de financement agricole
(L.R.Q., c. S-11.0101)

Programme d'aide financière aux entreprises ovines

CONCERNANT le Programme d'aide financière aux entreprises ovines

ATTENDU QU'en vertu de l'article 13 de la Loi sur la Société de financement agricole (L.R.Q., c. S-11.0101), la Société a pour objet de favoriser le développement économique du secteur bio-alimentaire au Québec en facilitant l'accès au financement des entreprises agricoles de niveau primaire;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 14 de cette loi, la Société accorde une aide financière dans le cadre de programmes;

ATTENDU QUE l'article 34 de cette loi prévoit que le gouvernement peut, par règlement, prescrire toute mesure nécessaire à sa mise en application et qu'en vertu du paragraphe 1^o du premier alinéa de cet article, il peut notamment établir des programmes d'aide financière destinés à favoriser le développement économique des entreprises agricoles de niveau primaire et en déterminer les conditions, critères et limites d'application;

ATTENDU QUE le paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 34 de cette loi permet au gouvernement d'établir, par règlement, des critères servant à déterminer les entreprises ou catégories d'entreprises qui peuvent recevoir une aide financière, lesquels peuvent varier en fonction notamment des personnes qui la composent, de leur âge, de leur occupation, de leurs qualifications ou des intérêts qu'elles ont dans l'entreprise;

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir un programme d'aide financière pour les entreprises ovines;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de règlement peut être édicté sans avoir fait l'objet de la publication prévue à l'article 8 de cette loi lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que l'urgence de la situation l'impose;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 18 de cette loi, un règlement peut entrer en vigueur dès la date de sa publi-

cation à la *Gazette officielle du Québec* lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que l'urgence de la situation l'impose;

ATTENDU QU'en vertu des articles 13 et 18 de cette loi, le motif justifiant l'absence de publication préalable et une telle entrée en vigueur doit être publié avec le règlement;

ATTENDU QUE, de l'avis du gouvernement, l'urgence due aux circonstances suivantes justifie l'absence de la publication préalable et une telle entrée en vigueur:

— cette mesure répond à une demande des producteurs concernés;

— les difficultés financières auxquelles font face les entreprises ovines;

— la diminution du cheptel ovin compromet la capacité concurrentielle du secteur;

— un certain nombre d'entreprises ovines risquent d'abandonner la production;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter le présent règlement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

QUE le Programme d'aide financière aux entreprises ovines, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

Programme d'aide financière aux entreprises ovines

Loi sur la Société de financement agricole
(L.R.Q., c. S-11.0101, a. 34)

SECTION I OBJECTIF DU PROGRAMME

1. Le présent programme vise à permettre à la Société de financement agricole d'appuyer financièrement les entreprises ovines qui ont subi des pertes dans le cadre du Programme de lutte contre la tremblante du mouton admi-

nistré par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au moyen d'une contribution spéciale au paiement de l'intérêt sur des prêts consentis en vertu du Programme de financement de l'agriculture édicté par le décret 699-95 du 24 mai 1995 et modifié par le décret 692-98 du 27 mai 1998.

SECTION II INTERPRÉTATION

2. Aux fins du présent programme, on entend par:

« emprunteur »: l'entreprise ovine qui obtient un prêt;

« entreprise ovine »: une entité formée d'une ou de plusieurs personnes, qui s'adonne à l'élevage d'agneaux ou de moutons;

« prêt »: un prêt accordé en vertu du Programme de financement de l'agriculture;

« prêteur »: une personne autorisée à agir comme prêteur en vertu du Programme de financement de l'agriculture.

SECTION III DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3. L'aide financière qui peut être accordée en vertu du présent programme l'est sous forme d'une contribution spéciale au paiement de l'intérêt.

Cette aide financière peut être accordée par la Société à une entreprise ovine qui répond aux exigences du présent programme et aux exigences particulières qu'elle détermine conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés au paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 16 de la Loi sur la Société de financement agricole (L.R.Q., S-11.0101).

4. Pour être recevable, une demande d'aide financière doit être présentée par écrit à la Société au plus tard le 31 mars 1999 et être accompagnée des renseignements et documents requis par la Société en vertu de l'article 22 de la loi.

5. Pour être admissible à une aide financière, une entreprise ovine doit démontrer qu'une partie de son troupeau a été abattue entre le 1^{er} janvier 1997 et le 27 octobre 1998 et que, de ce fait, la perte de revenus menace la continuité de ses activités agricoles.

6. L'entreprise ovine doit, pendant toute la durée de la contribution spéciale au paiement de l'intérêt, satisfaire aux conditions qui l'ont rendue admissible au prêt consenti en vertu du Programme de financement de l'agriculture.

SECTION IV CONTRIBUTION SPÉCIALE AU PAIEMENT DE L'INTÉRÊT

7. La Société peut, dans le cadre de l'objectif visé à l'article 1, verser à une entreprise ovine une contribution spéciale au paiement de l'intérêt sur un prêt accordé en vertu du Programme de financement de l'agriculture, jusqu'à concurrence d'un capital de prêt de 100 000 \$.

8. Cette contribution spéciale au paiement de l'intérêt s'applique sur le prêt ou la partie du prêt accordé pour l'une ou l'autre des fins suivantes:

1^o l'achat d'agneaux ou de moutons;

2^o la restructuration financière de l'entreprise ovine.

9. La Société contribue au paiement de l'intérêt sur un prêt en payant un montant équivalent à la totalité de l'intérêt payable au prêteur sur le solde en principal dû et non échu d'un prêt contracté à compter du 2 décembre 1998.

La contribution spéciale au paiement de l'intérêt se calcule sur la base du taux d'intérêt réel d'un prêt d'un terme d'un an accordé en vertu du Programme de financement de l'agriculture.

Toutefois, lorsque le prêteur est une caisse d'épargne et de crédit régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1) et que le terme du prêt est de 24, 36, 48 ou de 60 mois, la contribution spéciale au paiement de l'intérêt se calcule sur la base du taux d'intérêt applicable à un prêt fermé d'un terme d'un an garanti par une première hypothèque sur une résidence unifamiliale de la fédération à laquelle est affiliée cette caisse.

Aux fins du présent article, on entend par « taux d'intérêt réel » le taux d'intérêt apparaissant à l'acte de prêt ainsi que tout ajustement apporté à ce taux à l'expiration du terme d'un an.

10. La contribution spéciale au paiement de l'intérêt visée à l'article 9 s'applique sur une période maximale de 3 ans à compter de la date du premier déboursement du prêt.

Elle est versée par la Société à l'emprunteur, par chèque émis à l'ordre conjoint du prêteur et de l'emprunteur.

11. Lorsque le terme choisi n'est pas d'un an et que le taux d'intérêt hypothécaire pour ce terme est égal ou supérieur au taux d'intérêt hypothécaire applicable à un prêt d'un terme d'un an, la contribution au paiement de

l'intérêt se calcule sur la base du taux d'intérêt hypothécaire applicable à un prêt d'un terme d'un an tel que défini au Programme de financement de l'agriculture. Elle est égale à celle prévue au premier alinéa de l'article 9, et ce, sans ajustement pour la durée du terme choisi.

12. Lorsque le terme choisi n'est pas d'un an et que le taux d'intérêt hypothécaire pour ce terme est inférieur au taux d'intérêt hypothécaire applicable à un prêt d'un terme d'un an, la contribution spéciale au paiement de l'intérêt se calcule sur la base du taux d'intérêt hypothécaire applicable à un prêt d'un terme d'un an tel que défini au Programme de financement de l'agriculture. Elle est égale à celle prévue au premier alinéa de l'article 9, déduction faite de la différence entre le taux d'intérêt hypothécaire applicable à un prêt d'un terme d'un an et le taux d'intérêt hypothécaire du terme choisi, et ce, sans ajustement pour la durée de ce terme.

Malgré le premier alinéa, lorsque le prêteur est une personne à qui est dû tout ou partie du prix de vente d'intérêts dans une entreprise agricole, d'actions non votantes ou de parts privilégiées, selon le cas, la contribution spéciale au paiement de l'intérêt se calcule selon les dispositions du deuxième alinéa de l'article 9. Elle est égale à celle prévue au premier alinéa de cet article, et ce, sans ajustement pour la durée du terme choisi.

SECTION V DISPOSITIONS DIVERSES

13. Une contribution spéciale au paiement de l'intérêt ne peut être calculée sur tout montant d'arrâges en capital et en intérêt, de même que sur tout frais dû sur un prêt.

14. Tout versement de contribution spéciale au paiement de l'intérêt est suspendu s'il subsiste des arrâges en capital, intérêt ou frais.

Toutefois, la Société effectue le ou les versements ainsi suspendus lorsque l'emprunteur acquitte en totalité ces arrâges et frais à l'aide de ces versements.

15. Tout montant de contribution spéciale au paiement de l'intérêt versé en trop est déduit du ou des versements subséquents à défaut d'être remboursé entre-temps.

16. Tout versement de contribution spéciale au paiement de l'intérêt doit être appliqué en réduction de tout versement échü sur le prêt pour lequel il est payé.

17. Lorsqu'en application du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 16 de la loi, la Société exige comme condition d'un prêt qu'une entreprise produise

ses états financiers et que cette dernière fait défaut de les produire dans les délais fixés, ou qu'elle en produit qui sont insatisfaisants, le versement de toute contribution spéciale au paiement de l'intérêt payable à l'égard de ce prêt est suspendu jusqu'à la production d'états financiers satisfaisants.

SECTION VI DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

18. L'entreprise ovine à qui est accordée une aide financière en vertu du présent programme ne peut obtenir, sur un prêt ou une partie de prêt sur laquelle s'applique cette aide financière, une aide financière prévue au Programme de protection contre la hausse des taux d'intérêt édicté par le décret 699-95 du 24 mai 1995 et modifié par le décret 693-98 du 27 mai 1998 et au Programme d'aide à l'établissement, au développement et à la formation édicté par le décret 699-95 du 24 mai 1995 et modifié par le décret 694-98 du 27 mai 1998 pendant toute la période où elle bénéficie de cette aide, à l'exception d'une subvention de capital.

Après cette période, l'aide financière prévue au Programme de protection contre la hausse des taux d'intérêt et au Programme d'aide à l'établissement, au développement et à la formation s'applique uniquement pour le reste de la période pour laquelle elle était initialement applicable.

19. Le présent programme entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

31197

Gouvernement du Québec

Décret 1424-98, 19 novembre 1998

Loi sur l'aide financière aux études
(L.R.Q., c. A-13.3)

Aide financière aux études — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études

ATTENDU QU'en vertu de l'article 57 de la Loi sur l'aide financière aux études (L.R.Q., c. A-13.3), tel que modifié par l'article 11 du chapitre 79 des lois de 1996 et par l'article 12 du chapitre 90 des lois de 1997, le gouvernement peut édicter des règlements aux fins de l'application de cette loi;

ATTENDU QUE le gouvernement, par le décret 844-90 du 20 juin 1990, a édicté le Règlement sur l'aide financière aux études;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier de nouveau le Règlement sur l'aide financière aux études;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de règlement peut être édicté sans avoir fait l'objet de la publication prévue à l'article 8 de cette loi lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que l'urgence de la situation l'impose;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 18 de cette loi, un règlement peut entrer en vigueur dès la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que l'urgence de la situation l'impose;

ATTENDU QU'en vertu des articles 13 et 18 de cette loi, le motif justifiant l'absence de publication préalable et une telle entrée en vigueur doit être publié avec le règlement;

ATTENDU QUE, de l'avis du gouvernement, l'urgence due aux circonstances suivantes justifie l'absence de publication préalable et une telle entrée en vigueur:

— les modifications apportées au Règlement sur l'aide financière aux études permettront, aux fins du calcul de l'aide financière accordée sous forme de bourse, de ne pas tenir compte des revenus gagnés à l'occasion d'un scrutin par certains membres du personnel électoral;

— les modifications apportées au Règlement sur l'aide financière aux études devant s'appliquer pour l'année d'attribution 1998-1999, les délais afférents à la publication préalable et à l'entrée en vigueur du règlement ne permettraient pas de tenir compte de ces modifications en temps utile;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Éducation:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études, ci-annexé, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

Règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études *

Loi sur l'aide financière aux études
(L.R.Q., c. A-13.3, a. 57; 1997, c. 90, a. 12)

1. L'annexe II du Règlement sur l'aide financière aux études est modifiée par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Pour l'application du paragraphe 1^o du premier alinéa, il n'est pas tenu compte des revenus gagnés à l'occasion d'un scrutin, comme recenseur, comme membre du personnel du scrutin ou, à la condition d'être désigné par procuration, comme représentant d'un candidat. ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

31210

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

Intérêts

Avis est donné par les présentes que la Commission de la santé et de la sécurité du travail a adopté le texte définitif du « Règlement sur les intérêts » qui apparaît ci-dessous.

Ce règlement a été prépublié, conformément à la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), à la page 5427 de la *Gazette officielle du Québec* du 30 septembre 1998 avec avis qu'à l'expiration d'un délai de 45 jours, la Commission de la santé et de la sécurité du travail pourrait en adopter le texte final.

*Le président du conseil d'administration et chef
de la direction de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,*
TREFFLÉ LACOMBE

* Les dernières modifications au Règlement sur l'aide financière aux études, édicté par le décret 844-90 du 20 juin 1990 (1990, *G.O.* 2, 2452), ont été apportées par le règlement édicté par le décret 484-98 du 8 avril 1998 (1998, *G.O.* 2, 2144). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau de modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 1998, à jour au 1^{er} septembre 1998.

Règlement sur les intérêts

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 454, al. 1^{er}, par. 15^o)

CHAPITRE I DÉCLARATION D'OBJET

1. Le présent règlement a pour objet de déterminer les cas, les conditions et les modalités suivant lesquels la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou un employeur sont tenus au paiement d'intérêts ainsi que les règles permettant de fixer les taux de ces intérêts.

CHAPITRE II DÉFINITIONS

2. Dans le présent règlement, on entend par:

«salaires assurables»: salaires bruts pris en considération, conformément aux articles 289 ou 289.1 de la loi, jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable établi conformément à l'article 66 de cette loi;

«trimestre»: l'une des périodes suivantes:

1^o la période commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 mars;

2^o la période commençant le 1^{er} avril et se terminant le 30 juin;

3^o la période commençant le 1^{er} juillet et se terminant le 30 septembre;

4^o la période commençant le 1^{er} octobre et se terminant le 31 décembre.

CHAPITRE III INTÉRÊTS APPLICABLES AUX COTISATIONS DES ANNÉES DE COTISATION 1999 ET SUIVANTES

SECTION I CHAMP D'APPLICATION

3. Les normes relatives aux intérêts prévues dans le présent chapitre s'appliquent aux cotisations des années de cotisation 1999 et suivantes.

SECTION II INTÉRÊTS EN CAS DE DÉFAUT

4. Un employeur qui ne fournit pas les renseignements ou les documents requis par la section II du chapitre IX de la loi ou qui est en défaut de payer une cotisa-

tion dans le délai imparti, est tenu de payer des intérêts à la Commission.

Ces intérêts sont déterminés de la manière suivante:

1^o à défaut par l'employeur de fournir à la Commission les renseignements requis par l'article 290 de la loi, l'intérêt porte, pour chaque jour de retard, sur la cotisation établie sur la base des salaires assurables déclarés tardivement ou évalués conformément à l'article 307 de la loi, y compris sur la pénalité prévue à l'article 319 de cette loi;

2^o à défaut par l'employeur de transmettre dans le délai imparti, pour une année de cotisation, l'état visé aux articles 292 ou 294 de la loi, l'intérêt porte, pour chaque jour de retard, sur la cotisation établie sur la base des salaires assurables déclarés tardivement ou évalués conformément à l'article 307 de la loi, y compris sur la pénalité prévue à l'article 319 de cette loi;

3^o à défaut par l'employeur de payer sa cotisation dans le délai imparti, l'intérêt porte sur le solde impayé de la cotisation indiquée à l'avis de cotisation et se calcule à compter du jour qui suit celui de l'émission de cet avis jusqu'au 20^e jour du mois suivant. Pour chaque mois subséquent, si le défaut persiste, l'intérêt porte sur le solde impayé au 21^e jour de ce mois subséquent et se calcule depuis le 21^e jour du mois qui le précède jusqu'au 20^e jour de ce mois subséquent.

5. Lorsque la Commission a cotisé un employeur sur la base des salaires assurables évalués conformément à l'article 307 de la loi, qu'elle lui a imposé des intérêts conformément aux paragraphes 1^o ou 2^o du deuxième alinéa de l'article 4 et qu'elle rajuste cette cotisation conformément au troisième alinéa de cet article 307, l'intérêt auquel cet employeur demeure tenu pour chaque jour de retard, est alors déterminé conformément au deuxième alinéa de l'article 4 mais dans ce cas, il porte sur la cotisation établie à partir des salaires assurables déclarés tardivement ainsi que sur la pénalité prévue à l'article 319 de cette loi.

SECTION III INTÉRÊTS EN CAS DE NOUVELLE DÉTERMINATION OU D'AJUSTEMENT DE LA COTISATION D'UN EMPLOYEUR

6. La Commission ou l'employeur, selon le cas, sont tenus au paiement d'intérêts dans les situations suivantes:

1^o lorsque la Commission ajuste le montant de la cotisation de l'année précédente de l'employeur conformément à l'article 306 de la loi;

2° lorsque la Commission procède, conformément au Règlement sur l'ajustement rétrospectif de la cotisation adopté par la Commission par sa résolution A-85-98 du 17 septembre 1998 (1998, *G.O.* 2, page 5470), à un ajustement de la cotisation de l'employeur;

3° lorsque la Commission fixe à nouveau la cotisation de l'employeur conformément au Règlement sur la nouvelle détermination de la classification, de la cotisation d'un employeur et de l'imputation du coût des prestations*.

7. L'intérêt payable porte sur la différence entre le montant de la cotisation annuelle déterminé à la suite de la nouvelle fixation ou de l'ajustement visés à l'article 6 et celui déterminé lorsque cette cotisation a été fixée ou ajustée la dernière fois.

8. Lorsque l'employeur est tenu de verser des intérêts en vertu de la présente section, ces intérêts sont calculés à compter du jour qui suit celui de l'émission du premier avis relatif à cette cotisation annuelle jusqu'à la date d'émission de l'avis relatif à ce nouveau calcul ou à cet ajustement.

Lorsque cet employeur est en défaut de fournir à la Commission les renseignements requis en vertu de l'article 290 de la loi dans le délai imparti, les intérêts relatifs à l'année de cotisation pour laquelle il est ainsi en défaut sont calculés à compter du 61^e jour qui suit l'embauche du premier travailleur jusqu'à la date d'émission de l'avis relatif à ce nouveau calcul ou à cet ajustement.

Lorsque cet employeur est en défaut de transmettre dans le délai imparti l'état prévu aux articles 292 et 294 de la loi pour une année de cotisation, les intérêts relatifs à cette année de cotisation sont calculés à compter du 15 mars de cette année de cotisation jusqu'à la date d'émission de l'avis relatif à ce nouveau calcul ou à cet ajustement.

9. Lorsque la Commission est tenue de verser des intérêts à un employeur en vertu de la présente section, ces intérêts sont calculés à compter du 21^e jour du mois qui suit celui de la mise à la poste du premier avis relatif à cette cotisation annuelle jusqu'à la date d'émission de l'avis relatif à ce nouveau calcul ou à cet ajustement.

Lorsque cet employeur est en défaut de fournir à la Commission les renseignements requis en vertu de l'article 290 de la loi dans le délai imparti, les intérêts relatifs à l'année de cotisation pour laquelle il est ainsi

en défaut sont calculés à compter du 21^e jour du mois qui suit celui du 60^e jour qui suit l'embauche du premier travailleur.

Lorsque cet employeur est en défaut de transmettre, dans le délai imparti, l'état prévu aux articles 292 et 294 de la loi pour une année de cotisation, les intérêts relatifs à cette année de cotisation sont calculés à compter du 21 avril de l'année de cotisation.

SECTION IV INTÉRÊTS POUR ÉCHELONNEMENT DU PAIEMENT DE LA COTISATION

10. L'employeur qui convient avec la Commission de modalités particulières de paiement de sa cotisation en vertu de l'article 315 de la loi doit lui payer des intérêts.

L'intérêt porte sur le solde impayé de cette cotisation à l'échéance et se calcule à compter du jour qui suit celui de l'émission de l'avis de cotisation jusqu'au 20^e jour du mois suivant. Pour chaque mois subséquent, l'intérêt porte sur le solde impayé au 21^e jour de ce mois subséquent et se calcule depuis le 21^e jour du mois qui le précède jusqu'au 20^e jour de ce mois subséquent.

SECTION V DÉTERMINATION DU TAUX D'INTÉRÊT

11. Le taux d'intérêt applicable aux fins de la section III est déterminé pour chaque trimestre d'une année civile, selon les règles suivantes:

1° en établissant la moyenne arithmétique du taux de base des prêts bancaires aux entreprises, tel que publié par la Banque du Canada le dernier mercredi de chacun des mois compris dans la période de trois mois se terminant le deuxième mois du trimestre précédent;

2° en arrondissant le résultat obtenu au paragraphe 1° à l'entier le plus près, la demie étant arrondie à l'entier inférieur.

12. Le taux d'intérêt applicable aux fins des sections II et IV est celui déterminé en vertu de l'article 11 majoré de deux points de pourcentage.

13. Aux fins du calcul de l'intérêt, les taux déterminés conformément aux articles 11 et 12 sont répartis quotidiennement. Les taux ainsi déterminés entrent en vigueur le premier jour du trimestre.

* Ce règlement est publié à l'état de projet à la *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, numéro 29, 15 juillet 1998, page 3931.

CHAPITRE IV INTÉRÊTS APPLICABLES AUX COTISATIONS DES ANNÉES DE COTISATION ANTÉRIEURES À L'ANNÉE DE COTISATION 1999

SECTION I CHAMP D'APPLICATION

14. Les normes relatives aux intérêts prévues dans le présent chapitre permettent de déterminer les intérêts payables à compter du 1^{er} janvier 1999 et se rapportant à la cotisation d'une année de cotisation antérieure à 1999.

SECTION II INTÉRÊTS APPLICABLES À TOUS LES EMPLOYEURS

15. Lorsque la différence entre les salaires assurables effectivement payés pour une année par un employeur et l'estimation qu'il a fournie pour la même année conformément à l'article 292 de la loi est supérieure à un montant qui correspond à 25 % de cette estimation, la Commission lui impose des intérêts sur la différence entre le montant de la cotisation qu'il aurait dû payer et celui qu'il a payé, à compter du 15 mars de l'année pour laquelle l'estimation insuffisante a été produite ou, le cas échéant, à compter du 61^e jour suivant le début des activités d'un employeur visé à l'article 290 de cette loi.

Cependant, lorsque l'employeur corrige son estimation insuffisante avant le 31 octobre de l'année pour laquelle celle-ci a été produite et qu'il paie à la Commission la différence entre le montant de la cotisation qu'il aurait dû payer pour cette année et celui qu'il a payé, la Commission prend en compte la nouvelle estimation aux fins de déterminer le pourcentage visé dans le premier alinéa.

16. L'employeur qui convient avec la Commission de modalités particulières de paiement de sa cotisation en vertu de l'article 315 de la loi doit lui payer des intérêts.

L'intérêt porte sur le solde impayé de cette cotisation à l'échéance et se calcule à compter du jour qui suit celui de l'émission de l'avis de cotisation jusqu'au 20^e jour du mois suivant. Pour chaque mois subséquent, l'intérêt porte sur le solde impayé au 21^e jour de ce mois subséquent et se calcule depuis le 21^e jour du mois qui le précède jusqu'au 20^e jour de ce mois subséquent.

17. La Commission paie des intérêts si une décision rendue par la Commission conformément au Règlement sur la nouvelle détermination de la classification, de la cotisation d'un employeur et de l'imputation du coût des prestations ou à la suite d'une demande faite en vertu de

l'article 358 de la loi, ou par la Commission des lésions professionnelles, concernant la classification d'un employeur, entraîne un remboursement à l'employeur.

Le taux d'intérêt alors applicable correspond, pour chaque trimestre, au taux d'intérêt des obligations d'épargne du Québec en vigueur le premier jour du troisième mois du trimestre précédent.

18. Un employeur qui ne fournit pas les documents requis par la section II du chapitre IX de la loi ou qui est en défaut de payer une cotisation dans le délai imparti, est tenu de payer des intérêts à la Commission.

Ces intérêts sont déterminés de la manière suivante:

1^o à défaut par l'employeur de fournir à la Commission les renseignements requis par l'article 290 de la loi, l'intérêt porte, pour chaque jour de retard, sur la cotisation établie sur la base des salaires assurables déclarés tardivement ou évalués conformément à l'article 307 de la loi, y compris sur la pénalité prévue à l'article 319 de cette loi;

2^o à défaut par l'employeur de transmettre dans le délai imparti, pour une année de cotisation, l'état visé aux articles 292 ou 294 de la loi, l'intérêt porte, pour chaque jour de retard, sur la cotisation établie sur la base des salaires assurables déclarés tardivement ou évalués conformément à l'article 307 de la loi, y compris sur la pénalité prévue à l'article 319 de cette loi;

3^o à défaut par l'employeur de payer sa cotisation dans le délai imparti, l'intérêt porte sur le solde impayé de l'avis de cotisation échu et se calcule du jour qui suit celui de l'émission de cet avis jusqu'au 20^e jour du mois suivant. Pour chaque mois subséquent, si le défaut persiste, l'intérêt porte sur le solde impayé au 21^e jour de ce mois subséquent et se calcule depuis le 21^e jour du mois qui le précède jusqu'au 20^e jour de ce mois subséquent.

19. Le taux applicable dans les cas visés aux articles 15, 16 et 18 est celui déterminé conformément à l'article 11 majoré de deux points de pourcentage.

SECTION III INTÉRÊT DONT EST AUGMENTÉ L'AJUSTEMENT RÉTROSPECTIF DE LA COTISATION

§1. Intérêt dont est augmenté l'ajustement rétrospectif de la cotisation d'une année postérieure à 1993, mais antérieure à 1999

20. La présente sous-section s'applique à l'ajustement rétrospectif d'une cotisation annuelle faite à compter de l'année de cotisation 1994, ou à la nouvelle déter-

mination de cette cotisation ajustée faite conformément au Règlement sur la nouvelle détermination de la classification, de la cotisation d'un employeur et de l'imputation du coût des prestations.

21. Le taux d'intérêt applicable se détermine pour chaque trimestre d'une année civile, selon les règles suivantes:

1° en établissant la moyenne arithmétique du taux de base des prêts bancaires aux entreprises tel que publié par la Banque du Canada le dernier mercredi de chacun des mois compris dans la période de trois mois se terminant le deuxième mois du trimestre précédent;

2° en arrondissant le résultat obtenu au paragraphe 1° à l'entier le plus près, la demie étant arrondie à l'entier inférieur.

Aux fins du calcul de l'intérêt, ce taux est réparti quotidiennement. Le taux d'intérêt ainsi déterminé entre en vigueur le premier jour du trimestre.

22. L'intérêt dont est augmenté l'ajustement rétrospectif de la cotisation annuelle d'un employeur est déterminé en effectuant les opérations suivantes:

1° calculer l'intérêt sur la cotisation ajustée rétrospectivement pour la période du 1^{er} juillet de l'année de cotisation jusqu'à la date du calcul de l'ajustement rétrospectif;

2° calculer l'intérêt sur les paiements de cotisation effectués par l'employeur pour l'année de cotisation, y compris, le cas échéant, le paiement de l'ajustement provisoire de la cotisation et de l'intérêt dont il est augmenté et, dans la proportion fixée ci-après, sur les intérêts d'échelonnement de paiement de cotisation convenus en application de la loi, et ce, à compter de la date de chaque paiement de cotisation ou d'intérêts jusqu'à la date du calcul de l'ajustement rétrospectif:

taux d'intérêt en vigueur pour le trimestre

taux d'intérêt en vigueur pour le trimestre majoré
de 2 points de pourcentage

Les intérêts imposés à l'employeur en vertu des articles 309, 319 et 320 de la loi ainsi que la pénalité et la somme prévues respectivement aux articles 319 et 321 de celle-ci, tels qu'ils se lisaient le 31 décembre 1998, ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'intérêt sur les paiements de cotisation. Cependant, les intérêts d'échelonnement sont ajoutés à l'intérêt calculé conformément au présent paragraphe dans la proportion suivante:

taux d'intérêt en vigueur pour le trimestre

taux d'intérêt en vigueur pour le trimestre majoré
de 2 points de pourcentage

3° calculer l'intérêt sur les sommes créditées à l'employeur par la Commission pour l'année de cotisation, y compris, le cas échéant, l'ajustement provisoire de la cotisation et l'intérêt dont il est augmenté, et ce, à compter de la date de l'avis de cotisation sur lequel apparaît la somme créditée jusqu'à la date du calcul de l'ajustement rétrospectif;

4° faire la différence entre les résultats obtenus aux paragraphes 2° et 3°;

5° établir l'intérêt dont est augmenté l'ajustement rétrospectif en faisant la différence entre le résultat obtenu au paragraphe 1° et le résultat obtenu au paragraphe 4° en tenant compte, s'il y a lieu, de l'intérêt dont est augmenté l'ajustement provisoire conformément à l'article 23.

23. Lors de l'ajustement provisoire de la cotisation annuelle de l'employeur, la Commission augmente cet ajustement d'un intérêt déterminé en effectuant les opérations prévues à l'article 22 en tenant compte toutefois de la date du calcul de l'ajustement provisoire.

§2. Nouvelle détermination de l'ajustement de la cotisation d'une année antérieure à 1994

24. La présente sous-section s'applique à la nouvelle détermination, faite conformément au Règlement sur la nouvelle détermination de la classification, de la cotisation d'un employeur et de l'imputation du coût des prestations, d'une cotisation annuelle antérieure au 1^{er} janvier 1994 ajustée rétrospectivement.

25. Le taux d'intérêt applicable pour une année est celui fixé suivant le premier alinéa de l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31) en vigueur le 30 septembre de l'année précédente.

26. Aux fins du calcul, ce taux est réparti quotidiennement et demeure le même pour chaque jour de l'année.

27. Aux fins de la présente sous-section, les intérêts ne sont pas capitalisés.

28. L'intérêt dont est augmenté l'ajustement rétrospectif de la cotisation annuelle d'un employeur à la suite d'un nouveau calcul de cet ajustement est déterminé en effectuant les opérations suivantes:

1^o calculer l'intérêt sur la cotisation ajustée rétrospectivement pour la période du 1^{er} juillet de l'année de cotisation jusqu'à la date du nouveau calcul de l'ajustement rétrospectif;

2^o calculer l'intérêt sur les paiements de cotisation effectués par l'employeur pour l'année de cotisation, y compris, le cas échéant, le paiement de l'ajustement provisoire de la cotisation, de l'ajustement rétrospectif, et, le cas échéant, d'un nouveau calcul de cet ajustement, et ce, à compter de la date de chaque paiement jusqu'à la date du calcul visé au présent alinéa.

Les intérêts imposés à l'employeur en vertu de la section II, en vertu des articles 309, 315, 319 et 320 de la loi tels qu'ils se lisaient le 31 décembre 1998, et la somme prévue à l'article 321 de la loi tel qu'il se lisait à cette date, ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'intérêt sur les paiements de cotisation. Cependant, les intérêts d'échelonnement sont ajoutés à l'intérêt calculé conformément au présent paragraphe;

3^o calculer l'intérêt sur les sommes créditées à l'employeur par la Commission pour l'année de cotisation, y compris, le cas échéant, l'ajustement provisoire de la cotisation, l'ajustement rétrospectif et, le cas échéant, un nouveau calcul de cet ajustement, et ce, à compter de la date de l'avis de cotisation sur lequel apparaît la somme, jusqu'à la date du calcul visé au présent alinéa;

4^o faire la différence entre les résultats obtenus aux paragraphes 2^o et 3^o;

5^o établir l'intérêt dont est augmenté l'ajustement rétrospectif à la suite de ce nouveau calcul en faisant la différence entre le résultat obtenu au paragraphe 1^o et le résultat obtenu au paragraphe 4^o en tenant compte, s'il y a lieu, de l'intérêt dont est augmenté l'ajustement provisoire, l'ajustement rétrospectif ou un nouveau calcul de cet ajustement, déterminé conformément au Règlement sur l'intérêt dont est augmenté l'ajustement rétrospectif de la cotisation tel qu'il se lisait le 31 décembre 1998 ou en vertu du présent règlement.

CHAPITRE V CAPITALISATION DE L'INTÉRÊT

29. Sous réserve de l'article 27, les intérêts prévus au présent règlement se capitalisent quotidiennement.

CHAPITRE VI DISPOSITION FINALE

30. Le présent règlement remplace le Règlement sur l'intérêt dont est augmenté l'ajustement rétrospectif approuvé par le Décret 1635-90 du 28 février 1990 et le

Règlement sur la détermination du taux d'intérêt applicable aux fins de l'article 323 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles approuvé par le Décret 1715-93 du 1^{er} décembre 1993.

31. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

31205

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999

Avis est donné par les présentes que la Commission de la santé et de la sécurité du travail a adopté le texte définitif du « Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999 » qui apparaît ci-dessous.

Ce règlement a été prépublié, conformément à la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), à la page 5263 de la *Gazette officielle du Québec* du 23 septembre 1998 avec avis qu'à l'expiration d'un délai de 45 jours, la Commission de la santé et de la sécurité du travail pourrait en adopter le texte final.

En vertu de l'article 63 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, le « Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999 » prend effet le 1^{er} janvier 1999.

*Le président du conseil d'administration et chef
de la direction de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,*
TREFFLÉ LACOMBE

Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 63)

1. Aux fins de l'établissement de l'indemnité de remplacement du revenu à compter de la quinzième journée, le revenu brut du travailleur est pris en considération jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable de 50 500 \$ pour l'année 1999.

2. Aux fins du calcul du revenu net retenu, les situations familiales sont déterminées de la façon suivante:

1^o Travailleur avec conjoint à charge:

- a) Travailleur avec conjoint;
- b) Travailleur avec conjoint et 1 personne à charge;
- c) Travailleur avec conjoint et 2 personnes à charge;
- d) Travailleur avec conjoint et 3 personnes à charge;
- e) Travailleur avec conjoint et 4 personnes à charge et plus.

2^o Travailleur avec conjoint non à charge:

- a) Travailleur sans personne à charge;
- b) Travailleur avec 1 personne à charge;

- c) Travailleur avec 2 personnes à charge;
- d) Travailleur avec 3 personnes à charge;
- e) Travailleur avec 4 personnes à charge et plus.

3^o Célibataire ou famille monoparentale:

- a) Travailleur sans personne à charge;
- b) Travailleur avec 1 personne à charge;
- c) Travailleur avec 2 personnes à charge;
- d) Travailleur avec 3 personnes à charge;
- e) Travailleur avec 4 personnes à charge et plus.

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

**Revenu brut
Annuel**

**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
100	87,57	87,57	87,57	87,57	87,57
200	175,14	175,14	175,14	175,14	175,14
300	262,71	262,71	262,71	262,71	262,71
400	350,28	350,28	350,28	350,28	350,28
500	437,85	437,85	437,85	437,85	437,85
600	525,42	525,42	525,42	525,42	525,42
700	612,99	612,99	612,99	612,99	612,99
800	700,56	700,56	700,56	700,56	700,56
900	788,13	788,13	788,13	788,13	788,13
1 000	875,70	875,70	875,70	875,70	875,70
1 100	963,27	963,27	963,27	963,27	963,27
1 200	1 050,84	1 050,84	1 050,84	1 050,84	1 050,84
1 300	1 138,41	1 138,41	1 138,41	1 138,41	1 138,41
1 400	1 225,98	1 225,98	1 225,98	1 225,98	1 225,98
1 500	1 313,55	1 313,55	1 313,55	1 313,55	1 313,55
1 600	1 401,12	1 401,12	1 401,12	1 401,12	1 401,12
1 700	1 488,69	1 488,69	1 488,69	1 488,69	1 488,69
1 800	1 576,26	1 576,26	1 576,26	1 576,26	1 576,26
1 900	1 663,83	1 663,83	1 663,83	1 663,83	1 663,83
2 000	1 751,40	1 751,40	1 751,40	1 751,40	1 751,40
2 100	1 838,97	1 838,97	1 838,97	1 838,97	1 838,97
2 200	1 926,54	1 926,54	1 926,54	1 926,54	1 926,54
2 300	2 014,11	2 014,11	2 014,11	2 014,11	2 014,11
2 400	2 101,68	2 101,68	2 101,68	2 101,68	2 101,68
2 500	2 189,25	2 189,25	2 189,25	2 189,25	2 189,25
2 600	2 276,82	2 276,82	2 276,82	2 276,82	2 276,82
2 700	2 364,39	2 364,39	2 364,39	2 364,39	2 364,39
2 800	2 451,96	2 451,96	2 451,96	2 451,96	2 451,96
2 900	2 539,53	2 539,53	2 539,53	2 539,53	2 539,53
3 000	2 627,10	2 627,10	2 627,10	2 627,10	2 627,10
3 100	2 714,67	2 714,67	2 714,67	2 714,67	2 714,67

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
3 200	2 802,24	2 802,24	2 802,24	2 802,24	2 802,24
3 300	2 889,81	2 889,81	2 889,81	2 889,81	2 889,81
3 400	2 977,38	2 977,38	2 977,38	2 977,38	2 977,38
3 500	3 064,95	3 064,95	3 064,95	3 064,95	3 064,95
3 600	3 149,37	3 149,37	3 149,37	3 149,37	3 149,37
3 700	3 233,79	3 233,79	3 233,79	3 233,79	3 233,79
3 800	3 318,21	3 318,21	3 318,21	3 318,21	3 318,21
3 900	3 402,63	3 402,63	3 402,63	3 402,63	3 402,63
4 000	3 487,05	3 487,05	3 487,05	3 487,05	3 487,05
4 100	3 571,47	3 571,47	3 571,47	3 571,47	3 571,47
4 200	3 655,89	3 655,89	3 655,89	3 655,89	3 655,89
4 300	3 740,31	3 740,31	3 740,31	3 740,31	3 740,31
4 400	3 824,73	3 824,73	3 824,73	3 824,73	3 824,73
4 500	3 909,15	3 909,15	3 909,15	3 909,15	3 909,15
4 600	3 993,57	3 993,57	3 993,57	3 993,57	3 993,57
4 700	4 077,99	4 077,99	4 077,99	4 077,99	4 077,99
4 800	4 162,41	4 162,41	4 162,41	4 162,41	4 162,41
4 900	4 246,83	4 246,83	4 246,83	4 246,83	4 246,83
5 000	4 331,25	4 331,25	4 331,25	4 331,25	4 331,25
5 100	4 415,67	4 415,67	4 415,67	4 415,67	4 415,67
5 200	4 500,09	4 500,09	4 500,09	4 500,09	4 500,09
5 300	4 584,51	4 584,51	4 584,51	4 584,51	4 584,51
5 400	4 668,93	4 668,93	4 668,93	4 668,93	4 668,93
5 500	4 753,35	4 753,35	4 753,35	4 753,35	4 753,35
5 600	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77
5 700	4 922,19	4 922,19	4 922,19	4 922,19	4 922,19
5 800	5 006,61	5 006,61	5 006,61	5 006,61	5 006,61
5 900	5 091,03	5 091,03	5 091,03	5 091,03	5 091,03
6 000	5 175,45	5 175,45	5 175,45	5 175,45	5 175,45
6 100	5 259,87	5 259,87	5 259,87	5 259,87	5 259,87
6 200	5 344,29	5 344,29	5 344,29	5 344,29	5 344,29
6 300	5 428,71	5 428,71	5 428,71	5 428,71	5 428,71
6 400	5 513,13	5 513,13	5 513,13	5 513,13	5 513,13
6 500	5 597,55	5 597,55	5 597,55	5 597,55	5 597,55
6 600	5 681,97	5 681,97	5 681,97	5 681,97	5 681,97
6 700	5 766,39	5 766,39	5 766,39	5 766,39	5 766,39
6 800	5 850,81	5 850,81	5 850,81	5 850,81	5 850,81
6 900	5 935,23	5 935,23	5 935,23	5 935,23	5 935,23
7 000	6 019,65	6 019,65	6 019,65	6 019,65	6 019,65
7 100	6 104,07	6 104,07	6 104,07	6 104,07	6 104,07
7 200	6 188,49	6 188,49	6 188,49	6 188,49	6 188,49
7 300	6 272,91	6 272,91	6 272,91	6 272,91	6 272,91
7 400	6 357,33	6 357,33	6 357,33	6 357,33	6 357,33
7 500	6 441,75	6 441,75	6 441,75	6 441,75	6 441,75
7 600	6 526,17	6 526,17	6 526,17	6 526,17	6 526,17
7 700	6 610,59	6 610,59	6 610,59	6 610,59	6 610,59
7 800	6 695,01	6 695,01	6 695,01	6 695,01	6 695,01
7 900	6 779,43	6 779,43	6 779,43	6 779,43	6 779,43
8 000	6 863,85	6 863,85	6 863,85	6 863,85	6 863,85

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
8 100	6 948,27	6 948,27	6 948,27	6 948,27	6 948,27
8 200	7 032,69	7 032,69	7 032,69	7 032,69	7 032,69
8 300	7 117,11	7 117,11	7 117,11	7 117,11	7 117,11
8 400	7 201,53	7 201,53	7 201,53	7 201,53	7 201,53
8 500	7 285,95	7 285,95	7 285,95	7 285,95	7 285,95
8 600	7 370,37	7 370,37	7 370,37	7 370,37	7 370,37
8 700	7 454,79	7 454,79	7 454,79	7 454,79	7 454,79
8 800	7 539,21	7 539,21	7 539,21	7 539,21	7 539,21
8 900	7 623,63	7 623,63	7 623,63	7 623,63	7 623,63
9 000	7 708,05	7 708,05	7 708,05	7 708,05	7 708,05
9 100	7 792,47	7 792,47	7 792,47	7 792,47	7 792,47
9 200	7 876,89	7 876,89	7 876,89	7 876,89	7 876,89
9 300	7 961,31	7 961,31	7 961,31	7 961,31	7 961,31
9 400	8 045,73	8 045,73	8 045,73	8 045,73	8 045,73
9 500	8 130,15	8 130,15	8 130,15	8 130,15	8 130,15
9 600	8 214,57	8 214,57	8 214,57	8 214,57	8 214,57
9 700	8 298,99	8 298,99	8 298,99	8 298,99	8 298,99
9 800	8 383,41	8 383,41	8 383,41	8 383,41	8 383,41
9 900	8 467,83	8 467,83	8 467,83	8 467,83	8 467,83
10 000	8 552,25	8 552,25	8 552,25	8 552,25	8 552,25
10 100	8 636,67	8 636,67	8 636,67	8 636,67	8 636,67
10 200	8 721,09	8 721,09	8 721,09	8 721,09	8 721,09
10 300	8 805,51	8 805,51	8 805,51	8 805,51	8 805,51
10 400	8 889,93	8 889,93	8 889,93	8 889,93	8 889,93
10 500	8 974,35	8 974,35	8 974,35	8 974,35	8 974,35
10 600	9 058,77	9 058,77	9 058,77	9 058,77	9 058,77
10 700	9 143,19	9 143,19	9 143,19	9 143,19	9 143,19
10 800	9 227,61	9 227,61	9 227,61	9 227,61	9 227,61
10 900	9 312,03	9 312,03	9 312,03	9 312,03	9 312,03
11 000	9 396,45	9 396,45	9 396,45	9 396,45	9 396,45
11 100	9 480,87	9 480,87	9 480,87	9 480,87	9 480,87
11 200	9 565,29	9 565,29	9 565,29	9 565,29	9 565,29
11 300	9 649,71	9 649,71	9 649,71	9 649,71	9 649,71
11 400	9 734,13	9 734,13	9 734,13	9 734,13	9 734,13
11 500	9 818,55	9 818,55	9 818,55	9 818,55	9 818,55
11 600	9 902,97	9 902,97	9 902,97	9 902,97	9 902,97
11 700	9 987,39	9 987,39	9 987,39	9 987,39	9 987,39
11 800	10 071,81	10 071,81	10 071,81	10 071,81	10 071,81
11 900	10 156,23	10 156,23	10 156,23	10 156,23	10 156,23
12 000	10 240,65	10 240,65	10 240,65	10 240,65	10 240,65
12 100	10 325,07	10 325,07	10 325,07	10 325,07	10 325,07
12 200	10 409,49	10 409,49	10 409,49	10 409,49	10 409,49
12 300	10 493,91	10 493,91	10 493,91	10 493,91	10 493,91
12 400	10 578,33	10 578,33	10 578,33	10 578,33	10 578,33
12 500	10 662,75	10 662,75	10 662,75	10 662,75	10 662,75
12 600	10 747,17	10 747,17	10 747,17	10 747,17	10 747,17
12 700	10 831,59	10 831,59	10 831,59	10 831,59	10 831,59
12 800	10 916,01	10 916,01	10 916,01	10 916,01	10 916,01
12 900	11 000,43	11 000,43	11 000,43	11 000,43	11 000,43

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
13 000	11 084,85	11 084,85	11 084,85	11 084,85	11 084,85
13 100	11 169,27	11 169,27	11 169,27	11 169,27	11 169,27
13 200	11 253,69	11 253,69	11 253,69	11 253,69	11 253,69
13 300	11 338,11	11 338,11	11 338,11	11 338,11	11 338,11
13 400	11 422,53	11 422,53	11 422,53	11 422,53	11 422,53
13 500	11 506,95	11 506,95	11 506,95	11 506,95	11 506,95
13 600	11 585,84	11 585,84	11 585,84	11 585,84	11 585,84
13 700	11 658,27	11 658,27	11 658,27	11 658,27	11 658,27
13 800	11 730,71	11 730,71	11 730,71	11 730,71	11 730,71
13 900	11 803,15	11 803,15	11 803,15	11 803,15	11 803,15
14 000	11 875,13	11 875,13	11 875,13	11 875,13	11 875,13
14 100	11 947,06	11 947,06	11 947,06	11 947,06	11 947,06
14 200	12 018,99	12 018,99	12 018,99	12 018,99	12 018,99
14 300	12 090,91	12 090,91	12 090,91	12 090,91	12 090,91
14 400	12 162,84	12 162,84	12 162,84	12 162,84	12 162,84
14 500	12 234,76	12 234,76	12 234,76	12 234,76	12 234,76
14 600	12 306,69	12 306,69	12 306,69	12 306,69	12 306,69
14 700	12 378,61	12 378,61	12 378,61	12 378,61	12 378,61
14 800	12 450,54	12 450,54	12 450,54	12 450,54	12 450,54
14 900	12 522,46	12 522,46	12 522,46	12 522,46	12 522,46
15 000	12 594,39	12 594,39	12 594,39	12 594,39	12 594,39
15 100	12 666,32	12 666,32	12 666,32	12 666,32	12 666,32
15 200	12 738,24	12 738,24	12 738,24	12 738,24	12 738,24
15 300	12 810,17	12 810,17	12 810,17	12 810,17	12 810,17
15 400	12 882,09	12 882,09	12 882,09	12 882,09	12 882,09
15 500	12 954,02	12 954,02	12 954,02	12 954,02	12 954,02
15 600	13 025,94	13 025,94	13 025,94	13 025,94	13 025,94
15 700	13 097,87	13 097,87	13 097,87	13 097,87	13 097,87
15 800	13 169,79	13 169,79	13 169,79	13 169,79	13 169,79
15 900	13 241,72	13 241,72	13 241,72	13 241,72	13 241,72
16 000	13 313,65	13 313,65	13 313,65	13 313,65	13 313,65
16 100	13 385,57	13 385,57	13 385,57	13 385,57	13 385,57
16 200	13 457,50	13 457,50	13 457,50	13 457,50	13 457,50
16 300	13 529,42	13 529,42	13 529,42	13 529,42	13 529,42
16 400	13 601,35	13 601,35	13 601,35	13 601,35	13 601,35
16 500	13 673,27	13 673,27	13 673,27	13 673,27	13 673,27
16 600	13 745,20	13 745,20	13 745,20	13 745,20	13 745,20
16 700	13 817,12	13 817,12	13 817,12	13 817,12	13 817,12
16 800	13 889,05	13 889,05	13 889,05	13 889,05	13 889,05
16 900	13 960,98	13 960,98	13 960,98	13 960,98	13 960,98
17 000	14 032,90	14 032,90	14 032,90	14 032,90	14 032,90
17 100	14 104,83	14 104,83	14 104,83	14 104,83	14 104,83
17 200	14 176,75	14 176,75	14 176,75	14 176,75	14 176,75
17 300	14 248,68	14 248,68	14 248,68	14 248,68	14 248,68
17 400	14 320,60	14 320,60	14 320,60	14 320,60	14 320,60
17 500	14 392,53	14 392,53	14 392,53	14 392,53	14 392,53
17 600	14 464,46	14 464,46	14 464,46	14 464,46	14 464,46
17 700	14 536,38	14 536,38	14 536,38	14 536,38	14 536,38
17 800	14 608,31	14 608,31	14 608,31	14 608,31	14 608,31

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
17 900	14 680,23	14 680,23	14 680,23	14 680,23	14 680,23
18 000	14 752,16	14 752,16	14 752,16	14 752,16	14 752,16
18 100	14 824,08	14 824,08	14 824,08	14 824,08	14 824,08
18 200	14 896,01	14 896,01	14 896,01	14 896,01	14 896,01
18 300	14 967,93	14 967,93	14 967,93	14 967,93	14 967,93
18 400	15 039,86	15 039,86	15 039,86	15 039,86	15 039,86
18 500	15 111,79	15 111,79	15 111,79	15 111,79	15 111,79
18 600	15 183,71	15 183,71	15 183,71	15 183,71	15 183,71
18 700	15 255,64	15 255,64	15 255,64	15 255,64	15 255,64
18 800	15 327,56	15 327,56	15 327,56	15 327,56	15 327,56
18 900	15 399,49	15 399,49	15 399,49	15 399,49	15 399,49
19 000	15 466,90	15 471,41	15 471,41	15 471,41	15 471,41
19 100	15 520,77	15 543,34	15 543,34	15 543,34	15 543,34
19 200	15 574,64	15 615,26	15 615,26	15 615,26	15 615,26
19 300	15 628,51	15 687,19	15 687,19	15 687,19	15 687,19
19 400	15 682,39	15 759,12	15 759,12	15 759,12	15 759,12
19 500	15 736,26	15 831,04	15 831,04	15 831,04	15 831,04
19 600	15 790,13	15 902,97	15 902,97	15 902,97	15 902,97
19 700	15 844,00	15 974,89	15 974,89	15 974,89	15 974,89
19 800	15 897,87	16 046,82	16 046,82	16 046,82	16 046,82
19 900	15 951,74	16 118,74	16 118,74	16 118,74	16 118,74
20 000	16 005,61	16 190,67	16 190,67	16 190,67	16 190,67
20 100	16 059,49	16 262,59	16 262,59	16 262,59	16 262,59
20 200	16 113,36	16 334,52	16 334,52	16 334,52	16 334,52
20 300	16 167,23	16 406,45	16 406,45	16 406,45	16 406,45
20 400	16 221,10	16 478,37	16 478,37	16 478,37	16 478,37
20 500	16 274,97	16 550,30	16 550,30	16 550,30	16 550,30
20 600	16 328,84	16 622,22	16 622,22	16 622,22	16 622,22
20 700	16 382,72	16 694,15	16 694,15	16 694,15	16 694,15
20 800	16 436,59	16 766,07	16 766,07	16 766,07	16 766,07
20 900	16 490,46	16 838,00	16 838,00	16 838,00	16 838,00
21 000	16 544,33	16 909,92	16 909,92	16 909,92	16 909,92
21 100	16 598,20	16 981,85	16 981,85	16 981,85	16 981,85
21 200	16 652,07	17 053,78	17 053,78	17 053,78	17 053,78
21 300	16 705,95	17 125,70	17 125,70	17 125,70	17 125,70
21 400	16 759,82	17 197,63	17 197,63	17 197,63	17 197,63
21 500	16 813,69	17 269,55	17 269,55	17 269,55	17 269,55
21 600	16 867,56	17 341,48	17 341,48	17 341,48	17 341,48
21 700	16 921,43	17 413,40	17 413,40	17 413,40	17 413,40
21 800	16 975,30	17 485,33	17 485,33	17 485,33	17 485,33
21 900	17 029,17	17 557,25	17 557,25	17 557,25	17 557,25
22 000	17 083,05	17 629,18	17 629,18	17 629,18	17 629,18
22 100	17 136,92	17 701,11	17 701,11	17 701,11	17 701,11
22 200	17 190,79	17 773,03	17 773,03	17 773,03	17 773,03
22 300	17 244,66	17 844,96	17 844,96	17 844,96	17 844,96
22 400	17 298,53	17 916,88	17 916,88	17 916,88	17 916,88
22 500	17 352,40	17 988,81	17 988,81	17 988,81	17 988,81
22 600	17 406,28	18 060,73	18 060,73	18 060,73	18 060,73
22 700	17 460,15	18 132,66	18 132,66	18 132,66	18 132,66

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
22 800	17 514,02	18 204,58	18 204,58	18 204,58	18 204,58
22 900	17 567,89	18 276,51	18 276,51	18 276,51	18 276,51
23 000	17 621,76	18 348,44	18 348,44	18 348,44	18 348,44
23 100	17 675,63	18 420,36	18 420,36	18 420,36	18 420,36
23 200	17 729,50	18 492,29	18 492,29	18 492,29	18 492,29
23 300	17 783,38	18 564,21	18 564,21	18 564,21	18 564,21
23 400	17 837,25	18 636,14	18 636,14	18 636,14	18 636,14
23 500	17 891,12	18 708,06	18 708,06	18 708,06	18 708,06
23 600	17 944,99	18 779,99	18 779,99	18 779,99	18 779,99
23 700	17 998,86	18 851,91	18 851,91	18 851,91	18 851,91
23 800	18 052,73	18 923,84	18 923,84	18 923,84	18 923,84
23 900	18 106,61	18 995,77	18 995,77	18 995,77	18 995,77
24 000	18 160,48	19 067,69	19 067,69	19 067,69	19 067,69
24 100	18 214,35	19 139,62	19 139,62	19 139,62	19 139,62
24 200	18 268,22	19 211,54	19 211,54	19 211,54	19 211,54
24 300	18 322,09	19 283,47	19 283,47	19 283,47	19 283,47
24 400	18 375,96	19 355,39	19 355,39	19 355,39	19 355,39
24 500	18 429,84	19 427,32	19 427,32	19 427,32	19 427,32
24 600	18 483,71	19 499,24	19 499,24	19 499,24	19 499,24
24 700	18 537,58	19 571,17	19 571,17	19 571,17	19 571,17
24 800	18 591,45	19 643,10	19 643,10	19 643,10	19 643,10
24 900	18 645,32	19 715,02	19 715,02	19 715,02	19 715,02
25 000	18 699,19	19 786,95	19 786,95	19 786,95	19 786,95
25 100	18 750,36	19 858,87	19 858,87	19 858,87	19 858,87
25 200	18 801,52	19 930,80	19 930,80	19 930,80	19 930,80
25 300	18 852,68	20 002,72	20 002,72	20 002,72	20 002,72
25 400	18 903,85	20 074,65	20 074,65	20 074,65	20 074,65
25 500	18 955,01	20 146,57	20 146,57	20 146,57	20 146,57
25 600	19 006,17	20 218,50	20 218,50	20 218,50	20 218,50
25 700	19 057,34	20 290,43	20 290,43	20 290,43	20 290,43
25 800	19 108,50	20 362,35	20 362,35	20 362,35	20 362,35
25 900	19 159,66	20 434,28	20 434,28	20 434,28	20 434,28
26 000	19 210,83	20 506,20	20 506,20	20 506,20	20 506,20
26 100	19 261,99	20 578,13	20 578,13	20 578,13	20 578,13
26 200	19 313,15	20 650,05	20 650,05	20 650,05	20 650,05
26 300	19 364,32	20 721,98	20 721,98	20 721,98	20 721,98
26 400	19 415,48	20 793,90	20 793,90	20 793,90	20 793,90
26 500	19 466,64	20 865,83	20 865,83	20 865,83	20 865,83
26 600	19 517,81	20 937,76	20 937,76	20 937,76	20 937,76
26 700	19 568,97	21 009,68	21 009,68	21 009,68	21 009,68
26 800	19 620,14	21 081,61	21 081,61	21 081,61	21 081,61
26 900	19 671,30	21 153,53	21 153,53	21 153,53	21 153,53
27 000	19 722,46	21 225,46	21 225,46	21 225,46	21 225,46
27 100	19 773,63	21 297,38	21 297,38	21 297,38	21 297,38
27 200	19 824,79	21 369,31	21 369,31	21 369,31	21 369,31
27 300	19 875,95	21 441,23	21 441,23	21 441,23	21 441,23
27 400	19 927,12	21 513,16	21 513,16	21 513,16	21 513,16
27 500	19 978,28	21 585,09	21 585,09	21 585,09	21 585,09
27 600	20 029,44	21 657,01	21 657,01	21 657,01	21 657,01

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
27 700	20 080,61	21 728,94	21 728,94	21 728,94	21 728,94
27 800	20 131,77	21 800,86	21 800,86	21 800,86	21 800,86
27 900	20 182,93	21 872,79	21 872,79	21 872,79	21 872,79
28 000	20 234,10	21 944,71	21 944,71	21 944,71	21 944,71
28 100	20 285,26	22 016,64	22 016,64	22 016,64	22 016,64
28 200	20 336,42	22 088,56	22 088,56	22 088,56	22 088,56
28 300	20 387,59	22 156,88	22 160,49	22 160,49	22 160,49
28 400	20 438,75	22 202,63	22 232,42	22 232,42	22 232,42
28 500	20 489,91	22 248,37	22 304,34	22 304,34	22 304,34
28 600	20 541,08	22 294,12	22 376,27	22 376,27	22 376,27
28 700	20 592,24	22 339,87	22 448,19	22 448,19	22 448,19
28 800	20 643,40	22 385,62	22 520,12	22 520,12	22 520,12
28 900	20 694,57	22 431,36	22 592,04	22 592,04	22 592,04
29 000	20 745,73	22 477,11	22 663,97	22 663,97	22 663,97
29 100	20 796,89	22 522,86	22 735,89	22 735,89	22 735,89
29 200	20 848,06	22 568,60	22 807,82	22 807,82	22 807,82
29 300	20 899,22	22 614,35	22 879,75	22 879,75	22 879,75
29 400	20 950,39	22 660,10	22 951,67	22 951,67	22 951,67
29 500	21 001,55	22 705,85	23 023,60	23 023,60	23 023,60
29 600	21 052,04	22 750,92	23 094,85	23 094,85	23 094,85
29 700	21 096,44	22 789,90	23 160,01	23 160,01	23 160,01
29 800	21 140,84	22 828,88	23 225,17	23 225,17	23 225,17
29 900	21 185,24	22 867,87	23 290,33	23 290,33	23 290,33
30 000	21 229,64	22 906,85	23 355,49	23 355,49	23 355,49
30 100	21 274,04	22 945,84	23 420,66	23 420,66	23 420,66
30 200	21 318,44	22 984,82	23 483,11	23 485,82	23 485,82
30 300	21 362,84	23 023,80	23 522,09	23 550,98	23 550,98
30 400	21 407,24	23 062,79	23 561,08	23 616,14	23 616,14
30 500	21 451,64	23 101,77	23 600,06	23 681,30	23 681,30
30 600	21 496,04	23 140,75	23 639,05	23 746,47	23 746,47
30 700	21 540,44	23 179,74	23 678,03	23 811,63	23 811,63
30 800	21 584,84	23 218,72	23 717,01	23 876,79	23 876,79
30 900	21 629,24	23 257,71	23 756,00	23 941,95	23 941,95
31 000	21 673,64	23 296,69	23 794,98	24 007,11	24 007,11
31 100	21 718,04	23 335,67	23 833,96	24 072,28	24 072,28
31 200	21 762,44	23 374,66	23 872,95	24 137,44	24 137,44
31 300	21 806,84	23 413,64	23 911,93	24 202,60	24 202,60
31 400	21 851,24	23 452,62	23 950,92	24 267,76	24 267,76
31 500	21 895,64	23 491,61	23 989,90	24 332,93	24 332,93
31 600	21 940,04	23 530,59	24 028,88	24 398,09	24 398,09
31 700	21 984,44	23 569,58	24 067,87	24 463,25	24 463,25
31 800	22 028,84	23 608,56	24 106,85	24 528,41	24 528,41
31 900	22 073,24	23 647,54	24 145,83	24 593,57	24 593,57
32 000	22 117,63	23 686,53	24 184,82	24 658,74	24 658,74
32 100	22 162,03	23 725,51	24 223,80	24 722,09	24 723,90
32 200	22 206,43	23 764,50	24 262,79	24 761,08	24 789,06
32 300	22 250,83	23 803,48	24 301,77	24 800,06	24 854,22
32 400	22 295,23	23 842,46	24 340,75	24 839,04	24 919,38
32 500	22 339,63	23 881,45	24 379,74	24 878,03	24 984,55

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
32 600	22 384,03	23 920,43	24 418,72	24 917,01	25 049,71
32 700	22 428,43	23 959,41	24 457,70	24 955,99	25 114,87
32 800	22 472,83	23 998,40	24 496,69	24 994,98	25 180,03
32 900	22 517,23	24 037,38	24 535,67	25 033,96	25 245,19
33 000	22 561,63	24 076,37	24 574,66	25 072,95	25 310,36
33 100	22 606,03	24 115,35	24 613,64	25 111,93	25 375,52
33 200	22 650,43	24 154,33	24 652,62	25 150,91	25 440,68
33 300	22 694,83	24 193,32	24 691,61	25 189,90	25 505,84
33 400	22 739,23	24 232,30	24 730,59	25 228,88	25 571,00
33 500	22 783,63	24 271,28	24 769,57	25 267,86	25 636,17
33 600	22 828,03	24 310,27	24 808,56	25 306,85	25 701,33
33 700	22 872,43	24 349,25	24 847,54	25 345,83	25 766,49
33 800	22 916,83	24 388,24	24 886,53	25 384,82	25 831,65
33 900	22 961,23	24 427,22	24 925,51	25 423,80	25 896,81
34 000	23 005,63	24 466,20	24 964,49	25 462,78	25 961,07
34 100	23 050,03	24 505,19	25 003,48	25 501,77	26 000,06
34 200	23 094,43	24 544,17	25 042,46	25 540,75	26 039,04
34 300	23 138,83	24 583,15	25 081,44	25 579,73	26 078,03
34 400	23 183,23	24 622,14	25 120,43	25 618,72	26 117,01
34 500	23 227,63	24 661,12	25 159,41	25 657,70	26 155,99
34 600	23 272,03	24 700,11	25 198,40	25 696,69	26 194,98
34 700	23 316,43	24 739,09	25 237,38	25 735,67	26 233,96
34 800	23 360,83	24 778,07	25 276,36	25 774,65	26 272,94
34 900	23 405,23	24 817,06	25 315,35	25 813,64	26 311,93
35 000	23 449,63	24 856,04	25 354,33	25 852,62	26 350,91
35 100	23 494,03	24 895,02	25 393,31	25 891,60	26 389,90
35 200	23 538,43	24 934,01	25 432,30	25 930,59	26 428,88
35 300	23 582,83	24 972,99	25 471,28	25 969,57	26 467,86
35 400	23 627,23	25 011,98	25 510,27	26 008,56	26 506,85
35 500	23 671,63	25 050,96	25 549,25	26 047,54	26 545,83
35 600	23 716,03	25 089,94	25 588,23	26 086,52	26 584,81
35 700	23 760,43	25 128,93	25 627,22	26 125,51	26 623,80
35 800	23 804,83	25 167,91	25 666,20	26 164,49	26 662,78
35 900	23 849,23	25 206,89	25 705,18	26 203,48	26 701,77
36 000	23 893,63	25 245,88	25 744,17	26 242,46	26 740,75
36 100	23 938,03	25 284,86	25 783,15	26 281,44	26 779,73
36 200	23 982,43	25 323,85	25 822,14	26 320,43	26 818,72
36 300	24 026,83	25 362,83	25 861,12	26 359,41	26 857,70
36 400	24 071,23	25 401,81	25 900,10	26 398,39	26 896,68
36 500	24 115,63	25 440,80	25 939,09	26 437,38	26 935,67
36 600	24 160,03	25 479,78	25 978,07	26 476,36	26 974,65
36 700	24 204,43	25 518,76	26 017,05	26 515,35	27 013,64
36 800	24 248,83	25 557,75	26 056,04	26 554,33	27 052,62
36 900	24 293,23	25 596,73	26 095,02	26 593,31	27 091,60
37 000	24 337,63	25 635,72	26 134,01	26 632,30	27 130,59
37 100	24 382,03	25 674,70	26 172,99	26 671,28	27 169,57
37 200	24 426,43	25 713,68	26 211,97	26 710,26	27 208,55
37 300	24 470,83	25 752,67	26 250,96	26 749,25	27 247,54
37 400	24 515,23	25 791,65	26 289,94	26 788,23	27 286,52

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
37 500	24 562,34	25 833,34	26 331,63	26 829,92	27 328,21
37 600	24 609,44	25 875,02	26 373,31	26 871,60	27 369,90
37 700	24 656,54	25 916,71	26 415,00	26 913,29	27 411,58
37 800	24 703,64	25 958,40	26 456,69	26 954,98	27 453,27
37 900	24 750,75	26 000,08	26 498,37	26 996,66	27 494,95
38 000	24 797,85	26 041,77	26 540,06	27 038,35	27 536,64
38 100	24 844,95	26 083,46	26 581,75	27 080,04	27 578,33
38 200	24 892,06	26 125,14	26 623,43	27 121,72	27 620,01
38 300	24 939,16	26 166,83	26 665,12	27 163,41	27 661,70
38 400	24 986,26	26 208,52	26 706,81	27 205,10	27 703,39
38 500	25 033,36	26 250,20	26 748,49	27 246,78	27 745,07
38 600	25 080,47	26 291,89	26 790,18	27 288,47	27 786,76
38 700	25 127,57	26 333,58	26 831,87	27 330,16	27 828,45
38 800	25 174,67	26 375,26	26 873,55	27 371,84	27 870,13
38 900	25 221,78	26 416,95	26 915,24	27 413,53	27 911,82
39 000	25 269,33	26 459,09	26 957,38	27 455,67	27 953,96
39 100	25 319,03	26 503,37	27 001,66	27 499,95	27 998,24
39 200	25 368,73	26 547,65	27 045,94	27 544,23	28 042,52
39 300	25 418,42	26 591,93	27 090,22	27 588,52	28 086,81
39 400	25 468,12	26 636,22	27 134,51	27 632,80	28 131,09
39 500	25 517,82	26 680,50	27 178,79	27 677,08	28 175,37
39 600	25 567,52	26 724,78	27 223,07	27 721,36	28 219,65
39 700	25 617,22	26 769,07	27 267,36	27 765,65	28 263,94
39 800	25 666,92	26 813,35	27 311,64	27 809,93	28 308,22
39 900	25 716,62	26 857,63	27 355,92	27 854,21	28 352,50
40 000	25 766,32	26 901,91	27 400,20	27 898,49	28 396,78
40 100	25 816,02	26 946,20	27 444,49	27 942,78	28 441,07
40 200	25 865,71	26 990,48	27 488,77	27 987,06	28 485,35
40 300	25 915,41	27 034,76	27 533,05	28 031,34	28 529,63
40 400	25 965,11	27 079,04	27 577,33	28 075,62	28 573,92
40 500	26 014,81	27 123,33	27 621,62	28 119,91	28 618,20
40 600	26 064,51	27 167,61	27 665,90	28 164,19	28 662,48
40 700	26 114,21	27 211,89	27 710,18	28 208,47	28 706,76
40 800	26 163,91	27 256,17	27 754,47	28 252,76	28 751,05
40 900	26 213,61	27 300,46	27 798,75	28 297,04	28 795,33
41 000	26 263,31	27 344,74	27 843,03	28 341,32	28 839,61
41 100	26 313,00	27 389,02	27 887,31	28 385,60	28 883,89
41 200	26 362,70	27 433,31	27 931,60	28 429,89	28 928,18
41 300	26 412,40	27 477,59	27 975,88	28 474,17	28 972,46
41 400	26 462,10	27 521,87	28 020,16	28 518,45	29 016,74
41 500	26 511,80	27 566,15	28 064,44	28 562,73	29 061,02
41 600	26 561,50	27 610,44	28 108,73	28 607,02	29 105,31
41 700	26 611,20	27 654,72	28 153,01	28 651,30	29 149,59
41 800	26 660,90	27 699,00	28 197,29	28 695,58	29 193,87
41 900	26 710,60	27 743,28	28 241,57	28 739,87	29 238,16
42 000	26 760,29	27 787,57	28 285,86	28 784,15	29 282,44
42 100	26 809,99	27 831,85	28 330,14	28 828,43	29 326,72
42 200	26 859,69	27 876,13	28 374,42	28 872,71	29 371,00
42 300	26 909,39	27 920,42	28 418,71	28 917,00	29 415,29

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
42 400	26 959,09	27 964,70	28 462,99	28 961,28	29 459,57
42 500	27 008,79	28 008,98	28 507,27	29 005,56	29 503,85
42 600	27 058,49	28 053,26	28 551,55	29 049,84	29 548,13
42 700	27 108,19	28 097,55	28 595,84	29 094,13	29 592,42
42 800	27 157,89	28 141,83	28 640,12	29 138,41	29 636,70
42 900	27 207,58	28 186,11	28 684,40	29 182,69	29 680,98
43 000	27 257,28	28 230,39	28 728,68	29 226,98	29 725,27
43 100	27 306,98	28 274,68	28 772,97	29 271,26	29 769,55
43 200	27 356,68	28 318,96	28 817,25	29 315,54	29 813,83
43 300	27 406,38	28 363,24	28 861,53	29 359,82	29 858,11
43 400	27 456,08	28 407,53	28 905,82	29 404,11	29 902,40
43 500	27 505,78	28 451,81	28 950,10	29 448,39	29 946,68
43 600	27 555,48	28 496,09	28 994,38	29 492,67	29 990,96
43 700	27 605,18	28 540,37	29 038,66	29 536,95	30 035,24
43 800	27 654,87	28 584,66	29 082,95	29 581,24	30 079,53
43 900	27 704,57	28 628,94	29 127,23	29 625,52	30 123,81
44 000	27 754,27	28 673,22	29 171,51	29 669,80	30 168,09
44 100	27 803,97	28 717,50	29 215,79	29 714,08	30 212,38
44 200	27 853,67	28 761,79	29 260,08	29 758,37	30 256,66
44 300	27 903,37	28 806,07	29 304,36	29 802,65	30 300,94
44 400	27 953,07	28 850,35	29 348,64	29 846,93	30 345,22
44 500	28 002,77	28 894,63	29 392,93	29 891,22	30 389,51
44 600	28 052,47	28 938,92	29 437,21	29 935,50	30 433,79
44 700	28 102,16	28 983,20	29 481,49	29 979,78	30 478,07
44 800	28 151,86	29 027,48	29 525,77	30 024,06	30 522,35
44 900	28 201,56	29 071,77	29 570,06	30 068,35	30 566,64
45 000	28 251,26	29 116,05	29 614,34	30 112,63	30 610,92
45 100	28 300,96	29 160,33	29 658,62	30 156,91	30 655,20
45 200	28 350,66	29 204,61	29 702,90	30 201,19	30 699,48
45 300	28 400,36	29 248,90	29 747,19	30 245,48	30 743,77
45 400	28 450,06	29 293,18	29 791,47	30 289,76	30 788,05
45 500	28 499,76	29 337,46	29 835,75	30 334,04	30 832,33
45 600	28 549,46	29 381,74	29 880,03	30 378,33	30 876,62
45 700	28 599,15	29 426,03	29 924,32	30 422,61	30 920,90
45 800	28 648,85	29 470,31	29 968,60	30 466,89	30 965,18
45 900	28 698,55	29 514,59	30 012,88	30 511,17	31 009,46
46 000	28 748,25	29 558,88	30 057,17	30 555,46	31 053,75
46 100	28 797,95	29 603,16	30 101,45	30 599,74	31 098,03
46 200	28 847,65	29 647,44	30 145,73	30 644,02	31 142,31
46 300	28 897,35	29 691,72	30 190,01	30 688,30	31 186,59
46 400	28 947,05	29 736,01	30 234,30	30 732,59	31 230,88
46 500	28 996,75	29 780,29	30 278,58	30 776,87	31 275,16
46 600	29 046,44	29 824,57	30 322,86	30 821,15	31 319,44
46 700	29 096,14	29 868,85	30 367,14	30 865,43	31 363,73
46 800	29 145,84	29 913,14	30 411,43	30 909,72	31 408,01
46 900	29 195,54	29 957,42	30 455,71	30 954,00	31 452,29
47 000	29 245,24	30 001,70	30 499,99	30 998,28	31 496,57
47 100	29 294,94	30 045,98	30 544,28	31 042,57	31 540,86
47 200	29 344,64	30 090,27	30 588,56	31 086,85	31 585,14

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
47 300	29 394,34	30 134,55	30 632,84	31 131,13	31 629,42
47 400	29 444,04	30 178,83	30 677,12	31 175,41	31 673,70
47 500	29 493,73	30 223,12	30 721,41	31 219,70	31 717,99
47 600	29 543,43	30 267,40	30 765,69	31 263,98	31 762,27
47 700	29 593,13	30 311,68	30 809,97	31 308,26	31 806,55
47 800	29 642,83	30 355,96	30 854,25	31 352,54	31 850,84
47 900	29 692,53	30 400,25	30 898,54	31 396,83	31 895,12
48 000	29 742,23	30 444,53	30 942,82	31 441,11	31 939,40
48 100	29 791,93	30 488,81	30 987,10	31 485,39	31 983,68
48 200	29 841,63	30 533,09	31 031,39	31 529,68	32 027,97
48 300	29 891,33	30 577,38	31 075,67	31 573,96	32 072,25
48 400	29 941,02	30 621,66	31 119,95	31 618,24	32 116,53
48 500	29 990,72	30 665,94	31 164,23	31 662,52	32 160,81
48 600	30 040,42	30 710,23	31 208,52	31 706,81	32 205,10
48 700	30 090,12	30 754,51	31 252,80	31 751,09	32 249,38
48 800	30 139,82	30 798,79	31 297,08	31 795,37	32 293,66
48 900	30 189,52	30 843,07	31 341,36	31 839,65	32 337,94
49 000	30 239,22	30 887,36	31 385,65	31 883,94	32 382,23
49 100	30 288,92	30 931,64	31 429,93	31 928,22	32 426,51
49 200	30 338,62	30 975,92	31 474,21	31 972,50	32 470,79
49 300	30 388,31	31 020,20	31 518,49	32 016,79	32 515,08
49 400	30 438,01	31 064,49	31 562,78	32 061,07	32 559,36
49 500	30 487,71	31 108,77	31 607,06	32 105,35	32 603,64
49 600	30 537,41	31 153,05	31 651,34	32 149,63	32 647,92
49 700	30 587,11	31 197,34	31 695,63	32 193,92	32 692,21
49 800	30 636,81	31 241,62	31 739,91	32 238,20	32 736,49
49 900	30 686,51	31 285,90	31 784,19	32 282,48	32 780,77
50 000	30 736,21	31 330,18	31 828,47	32 326,76	32 825,05
50 100	30 783,20	31 371,76	31 870,05	32 368,34	32 866,63
50 200	30 830,19	31 413,33	31 911,62	32 409,91	32 908,20
50 300	30 877,18	31 454,91	31 953,20	32 451,49	32 949,78
50 400	30 924,17	31 496,48	31 994,77	32 493,06	32 991,35
50 500	30 971,16	31 538,06	32 036,35	32 534,64	33 032,93

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
100	87,57	87,57	87,57	87,57	87,57
200	175,14	175,14	175,14	175,14	175,14
300	262,71	262,71	262,71	262,71	262,71
400	350,28	350,28	350,28	350,28	350,28
500	437,85	437,85	437,85	437,85	437,85
600	525,42	525,42	525,42	525,42	525,42
700	612,99	612,99	612,99	612,99	612,99
800	700,56	700,56	700,56	700,56	700,56

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
900	788,13	788,13	788,13	788,13	788,13
1 000	875,70	875,70	875,70	875,70	875,70
1 100	963,27	963,27	963,27	963,27	963,27
1 200	1 050,84	1 050,84	1 050,84	1 050,84	1 050,84
1 300	1 138,41	1 138,41	1 138,41	1 138,41	1 138,41
1 400	1 225,98	1 225,98	1 225,98	1 225,98	1 225,98
1 500	1 313,55	1 313,55	1 313,55	1 313,55	1 313,55
1 600	1 401,12	1 401,12	1 401,12	1 401,12	1 401,12
1 700	1 488,69	1 488,69	1 488,69	1 488,69	1 488,69
1 800	1 576,26	1 576,26	1 576,26	1 576,26	1 576,26
1 900	1 663,83	1 663,83	1 663,83	1 663,83	1 663,83
2 000	1 751,40	1 751,40	1 751,40	1 751,40	1 751,40
2 100	1 838,97	1 838,97	1 838,97	1 838,97	1 838,97
2 200	1 926,54	1 926,54	1 926,54	1 926,54	1 926,54
2 300	2 014,11	2 014,11	2 014,11	2 014,11	2 014,11
2 400	2 101,68	2 101,68	2 101,68	2 101,68	2 101,68
2 500	2 189,25	2 189,25	2 189,25	2 189,25	2 189,25
2 600	2 276,82	2 276,82	2 276,82	2 276,82	2 276,82
2 700	2 364,39	2 364,39	2 364,39	2 364,39	2 364,39
2 800	2 451,96	2 451,96	2 451,96	2 451,96	2 451,96
2 900	2 539,53	2 539,53	2 539,53	2 539,53	2 539,53
3 000	2 627,10	2 627,10	2 627,10	2 627,10	2 627,10
3 100	2 714,67	2 714,67	2 714,67	2 714,67	2 714,67
3 200	2 802,24	2 802,24	2 802,24	2 802,24	2 802,24
3 300	2 889,81	2 889,81	2 889,81	2 889,81	2 889,81
3 400	2 977,38	2 977,38	2 977,38	2 977,38	2 977,38
3 500	3 064,95	3 064,95	3 064,95	3 064,95	3 064,95
3 600	3 149,37	3 149,37	3 149,37	3 149,37	3 149,37
3 700	3 233,79	3 233,79	3 233,79	3 233,79	3 233,79
3 800	3 318,21	3 318,21	3 318,21	3 318,21	3 318,21
3 900	3 402,63	3 402,63	3 402,63	3 402,63	3 402,63
4 000	3 487,05	3 487,05	3 487,05	3 487,05	3 487,05
4 100	3 571,47	3 571,47	3 571,47	3 571,47	3 571,47
4 200	3 655,89	3 655,89	3 655,89	3 655,89	3 655,89
4 300	3 740,31	3 740,31	3 740,31	3 740,31	3 740,31
4 400	3 824,73	3 824,73	3 824,73	3 824,73	3 824,73
4 500	3 909,15	3 909,15	3 909,15	3 909,15	3 909,15
4 600	3 993,57	3 993,57	3 993,57	3 993,57	3 993,57
4 700	4 077,99	4 077,99	4 077,99	4 077,99	4 077,99
4 800	4 162,41	4 162,41	4 162,41	4 162,41	4 162,41
4 900	4 246,83	4 246,83	4 246,83	4 246,83	4 246,83
5 000	4 331,25	4 331,25	4 331,25	4 331,25	4 331,25
5 100	4 415,67	4 415,67	4 415,67	4 415,67	4 415,67
5 200	4 500,09	4 500,09	4 500,09	4 500,09	4 500,09
5 300	4 584,51	4 584,51	4 584,51	4 584,51	4 584,51
5 400	4 668,93	4 668,93	4 668,93	4 668,93	4 668,93
5 500	4 753,35	4 753,35	4 753,35	4 753,35	4 753,35
5 600	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77
5 700	4 922,19	4 922,19	4 922,19	4 922,19	4 922,19

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
5 800	5 006,61	5 006,61	5 006,61	5 006,61	5 006,61
5 900	5 091,03	5 091,03	5 091,03	5 091,03	5 091,03
6 000	5 175,45	5 175,45	5 175,45	5 175,45	5 175,45
6 100	5 259,87	5 259,87	5 259,87	5 259,87	5 259,87
6 200	5 344,29	5 344,29	5 344,29	5 344,29	5 344,29
6 300	5 428,71	5 428,71	5 428,71	5 428,71	5 428,71
6 400	5 513,13	5 513,13	5 513,13	5 513,13	5 513,13
6 500	5 597,55	5 597,55	5 597,55	5 597,55	5 597,55
6 600	5 681,97	5 681,97	5 681,97	5 681,97	5 681,97
6 700	5 766,39	5 766,39	5 766,39	5 766,39	5 766,39
6 800	5 850,81	5 850,81	5 850,81	5 850,81	5 850,81
6 900	5 935,23	5 935,23	5 935,23	5 935,23	5 935,23
7 000	6 019,65	6 019,65	6 019,65	6 019,65	6 019,65
7 100	6 104,07	6 104,07	6 104,07	6 104,07	6 104,07
7 200	6 188,49	6 188,49	6 188,49	6 188,49	6 188,49
7 300	6 269,38	6 269,38	6 269,38	6 269,38	6 269,38
7 400	6 341,30	6 341,30	6 341,30	6 341,30	6 341,30
7 500	6 413,23	6 413,23	6 413,23	6 413,23	6 413,23
7 600	6 485,15	6 485,15	6 485,15	6 485,15	6 485,15
7 700	6 557,08	6 557,08	6 557,08	6 557,08	6 557,08
7 800	6 629,00	6 629,00	6 629,00	6 629,00	6 629,00
7 900	6 700,93	6 700,93	6 700,93	6 700,93	6 700,93
8 000	6 772,86	6 772,86	6 772,86	6 772,86	6 772,86
8 100	6 844,78	6 844,78	6 844,78	6 844,78	6 844,78
8 200	6 916,71	6 916,71	6 916,71	6 916,71	6 916,71
8 300	6 988,63	6 988,63	6 988,63	6 988,63	6 988,63
8 400	7 060,56	7 060,56	7 060,56	7 060,56	7 060,56
8 500	7 132,48	7 132,48	7 132,48	7 132,48	7 132,48
8 600	7 204,41	7 204,41	7 204,41	7 204,41	7 204,41
8 700	7 276,33	7 276,33	7 276,33	7 276,33	7 276,33
8 800	7 348,26	7 348,26	7 348,26	7 348,26	7 348,26
8 900	7 420,19	7 420,19	7 420,19	7 420,19	7 420,19
9 000	7 492,11	7 492,11	7 492,11	7 492,11	7 492,11
9 100	7 564,04	7 564,04	7 564,04	7 564,04	7 564,04
9 200	7 635,96	7 635,96	7 635,96	7 635,96	7 635,96
9 300	7 707,89	7 707,89	7 707,89	7 707,89	7 707,89
9 400	7 779,81	7 779,81	7 779,81	7 779,81	7 779,81
9 500	7 849,48	7 851,74	7 851,74	7 851,74	7 851,74
9 600	7 903,35	7 923,66	7 923,66	7 923,66	7 923,66
9 700	7 957,23	7 995,59	7 995,59	7 995,59	7 995,59
9 800	8 011,10	8 067,52	8 067,52	8 067,52	8 067,52
9 900	8 064,97	8 139,44	8 139,44	8 139,44	8 139,44
10 000	8 118,84	8 211,37	8 211,37	8 211,37	8 211,37
10 100	8 172,71	8 283,29	8 283,29	8 283,29	8 283,29
10 200	8 226,58	8 355,22	8 355,22	8 355,22	8 355,22
10 300	8 280,45	8 427,14	8 427,14	8 427,14	8 427,14
10 400	8 334,33	8 499,07	8 499,07	8 499,07	8 499,07
10 500	8 388,20	8 570,99	8 570,99	8 570,99	8 570,99
10 600	8 442,07	8 642,92	8 642,92	8 642,92	8 642,92

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
10 700	8 495,94	8 714,85	8 714,85	8 714,85	8 714,85
10 800	8 549,81	8 786,77	8 786,77	8 786,77	8 786,77
10 900	8 603,68	8 858,70	8 858,70	8 858,70	8 858,70
11 000	8 657,56	8 930,62	8 930,62	8 930,62	8 930,62
11 100	8 711,43	9 002,55	9 002,55	9 002,55	9 002,55
11 200	8 765,30	9 074,47	9 074,47	9 074,47	9 074,47
11 300	8 819,17	9 146,40	9 146,40	9 146,40	9 146,40
11 400	8 873,04	9 218,32	9 218,32	9 218,32	9 218,32
11 500	8 926,91	9 290,25	9 290,25	9 290,25	9 290,25
11 600	8 980,78	9 362,18	9 362,18	9 362,18	9 362,18
11 700	9 034,66	9 434,10	9 434,10	9 434,10	9 434,10
11 800	9 088,53	9 506,03	9 506,03	9 506,03	9 506,03
11 900	9 142,40	9 577,95	9 577,95	9 577,95	9 577,95
12 000	9 196,27	9 649,88	9 649,88	9 649,88	9 649,88
12 100	9 250,14	9 721,80	9 721,80	9 721,80	9 721,80
12 200	9 304,01	9 793,73	9 793,73	9 793,73	9 793,73
12 300	9 357,89	9 865,65	9 865,65	9 865,65	9 865,65
12 400	9 411,76	9 937,58	9 937,58	9 937,58	9 937,58
12 500	9 465,63	10 009,51	10 009,51	10 009,51	10 009,51
12 600	9 519,50	10 081,43	10 081,43	10 081,43	10 081,43
12 700	9 573,37	10 153,36	10 153,36	10 153,36	10 153,36
12 800	9 627,24	10 225,28	10 225,28	10 225,28	10 225,28
12 900	9 681,11	10 297,21	10 297,21	10 297,21	10 297,21
13 000	9 734,99	10 369,13	10 369,13	10 369,13	10 369,13
13 100	9 788,86	10 441,06	10 441,06	10 441,06	10 441,06
13 200	9 842,73	10 512,98	10 512,98	10 512,98	10 512,98
13 300	9 896,60	10 584,91	10 584,91	10 584,91	10 584,91
13 400	9 950,47	10 656,84	10 656,84	10 656,84	10 656,84
13 500	10 004,34	10 728,76	10 728,76	10 728,76	10 728,76
13 600	10 058,22	10 800,69	10 800,69	10 800,69	10 800,69
13 700	10 112,09	10 872,61	10 872,61	10 872,61	10 872,61
13 800	10 165,96	10 944,54	10 944,54	10 944,54	10 944,54
13 900	10 219,83	11 016,46	11 016,46	11 016,46	11 016,46
14 000	10 273,70	11 088,39	11 088,39	11 088,39	11 088,39
14 100	10 327,57	11 160,31	11 160,31	11 160,31	11 160,31
14 200	10 381,45	11 232,24	11 232,24	11 232,24	11 232,24
14 300	10 435,32	11 304,17	11 304,17	11 304,17	11 304,17
14 400	10 489,19	11 376,09	11 376,09	11 376,09	11 376,09
14 500	10 543,06	11 448,02	11 448,02	11 448,02	11 448,02
14 600	10 596,93	11 519,94	11 519,94	11 519,94	11 519,94
14 700	10 650,80	11 591,87	11 591,87	11 591,87	11 591,87
14 800	10 704,67	11 663,79	11 663,79	11 663,79	11 663,79
14 900	10 758,55	11 735,72	11 735,72	11 735,72	11 735,72
15 000	10 812,42	11 807,64	11 807,64	11 807,64	11 807,64
15 100	10 866,29	11 879,57	11 879,57	11 879,57	11 879,57
15 200	10 920,16	11 951,50	11 951,50	11 951,50	11 951,50
15 300	10 974,03	12 023,42	12 023,42	12 023,42	12 023,42
15 400	11 027,90	12 095,35	12 095,35	12 095,35	12 095,35
15 500	11 081,78	12 167,27	12 167,27	12 167,27	12 167,27

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
15 600	11 135,65	12 211,67	12 239,20	12 239,20	12 239,20
15 700	11 189,52	12 260,12	12 311,12	12 311,12	12 311,12
15 800	11 243,39	12 308,58	12 383,05	12 383,05	12 383,05
15 900	11 297,26	12 357,03	12 454,97	12 454,97	12 454,97
16 000	11 351,13	12 405,49	12 526,90	12 526,90	12 526,90
16 100	11 405,00	12 453,94	12 598,83	12 598,83	12 598,83
16 200	11 458,88	12 502,40	12 670,75	12 670,75	12 670,75
16 300	11 512,75	12 550,85	12 742,68	12 742,68	12 742,68
16 400	11 566,62	12 599,31	12 814,60	12 814,60	12 814,60
16 500	11 620,49	12 647,76	12 886,53	12 886,53	12 886,53
16 600	11 674,36	12 696,22	12 958,45	12 958,45	12 958,45
16 700	11 728,23	12 744,67	13 030,38	13 030,38	13 030,38
16 800	11 782,11	12 793,13	13 102,30	13 102,30	13 102,30
16 900	11 835,98	12 841,59	13 174,23	13 174,23	13 174,23
17 000	11 889,85	12 890,04	13 246,16	13 246,16	13 246,16
17 100	11 943,72	12 938,50	13 318,08	13 318,08	13 318,08
17 200	11 997,59	12 986,95	13 390,01	13 390,01	13 390,01
17 300	12 051,46	13 035,41	13 461,93	13 461,93	13 461,93
17 400	12 105,34	13 083,86	13 533,86	13 533,86	13 533,86
17 500	12 159,21	13 132,32	13 605,78	13 605,78	13 605,78
17 600	12 213,08	13 180,77	13 677,71	13 677,71	13 677,71
17 700	12 266,95	13 229,23	13 727,52	13 749,63	13 749,63
17 800	12 320,82	13 277,68	13 775,97	13 821,56	13 821,56
17 900	12 374,69	13 326,14	13 824,43	13 893,49	13 893,49
18 000	12 428,56	13 374,59	13 872,88	13 965,41	13 965,41
18 100	12 482,44	13 423,05	13 921,34	14 037,34	14 037,34
18 200	12 536,31	13 471,50	13 969,80	14 109,26	14 109,26
18 300	12 590,18	13 519,96	14 018,25	14 181,19	14 181,19
18 400	12 644,05	13 568,42	14 066,71	14 253,11	14 253,11
18 500	12 697,92	13 616,87	14 115,16	14 325,04	14 325,04
18 600	12 751,79	13 665,33	14 163,62	14 396,96	14 396,96
18 700	12 805,67	13 713,78	14 212,07	14 468,89	14 468,89
18 800	12 859,54	13 762,24	14 260,53	14 540,82	14 540,82
18 900	12 913,41	13 810,69	14 308,98	14 612,74	14 612,74
19 000	12 967,28	13 859,15	14 357,44	14 684,67	14 684,67
19 100	13 021,15	13 907,60	14 405,89	14 756,59	14 756,59
19 200	13 075,02	13 956,06	14 454,35	14 828,52	14 828,52
19 300	13 128,89	14 004,51	14 502,80	14 900,44	14 900,44
19 400	13 182,77	14 052,97	14 551,26	14 972,37	14 972,37
19 500	13 236,64	14 101,42	14 599,71	15 044,30	15 044,30
19 600	13 290,51	14 150,88	14 648,17	15 116,22	15 116,22
19 700	13 344,38	14 199,34	14 697,62	15 188,14	15 188,14
19 800	13 398,25	14 248,80	14 746,08	15 260,06	15 260,06
19 900	13 452,12	14 297,26	14 795,53	15 331,98	15 331,98
20 000	13 505,99	14 346,72	14 844,99	15 403,90	15 403,90
20 100	13 559,86	14 396,18	14 893,44	15 475,82	15 475,82
20 200	13 613,73	14 445,64	14 942,90	15 547,74	15 547,74
20 300	13 667,60	14 495,10	14 991,35	15 619,66	15 619,66
20 400	13 721,47	14 544,56	15 040,81	15 691,58	15 691,58

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
20 500	13 780,69	14 591,31	15 089,60	15 587,89	15 768,89
20 600	13 835,07	14 640,28	15 138,57	15 636,86	15 841,32
20 700	13 889,45	14 689,25	15 187,54	15 685,83	15 913,76
20 800	13 943,84	14 738,21	15 236,50	15 734,79	15 986,20
20 900	13 998,22	14 787,18	15 285,47	15 783,76	16 058,63
21 000	14 052,60	14 836,15	15 334,44	15 832,73	16 131,07
21 100	14 106,98	14 885,11	15 383,40	15 881,69	16 203,50
21 200	14 161,37	14 934,08	15 432,37	15 930,66	16 275,94
21 300	14 215,75	14 983,04	15 481,33	15 979,63	16 348,38
21 400	14 270,13	15 032,01	15 530,30	16 028,59	16 420,81
21 500	14 324,51	15 080,98	15 579,27	16 077,56	16 493,25
21 600	14 378,90	15 129,94	15 628,23	16 126,52	16 565,69
21 700	14 433,28	15 178,91	15 677,20	16 175,49	16 638,12
21 800	14 487,66	15 227,88	15 726,17	16 224,46	16 710,56
21 900	14 542,04	15 276,84	15 775,13	16 273,42	16 771,71
22 000	14 596,43	15 325,81	15 824,10	16 322,39	16 820,68
22 100	14 650,81	15 374,78	15 873,07	16 371,36	16 869,65
22 200	14 705,19	15 423,74	15 922,03	16 420,32	16 918,61
22 300	14 759,58	15 472,71	15 971,00	16 469,29	16 967,58
22 400	14 813,96	15 521,67	16 019,96	16 518,26	17 016,55
22 500	14 868,34	15 570,64	16 068,93	16 567,22	17 065,51
22 600	14 922,72	15 619,61	16 117,90	16 616,19	17 114,48
22 700	14 977,11	15 668,57	16 166,86	16 665,15	17 163,44
22 800	15 031,49	15 717,54	16 215,83	16 714,12	17 212,41
22 900	15 085,87	15 766,51	16 264,80	16 763,09	17 261,38
23 000	15 140,25	15 815,47	16 313,76	16 812,05	17 310,34
23 100	15 194,64	15 864,44	16 362,73	16 861,02	17 359,31
23 200	15 249,02	15 913,41	16 411,70	16 909,99	17 408,28
23 300	15 303,40	15 962,37	16 460,66	16 958,95	17 457,24
23 400	15 357,78	16 011,34	16 509,63	17 007,92	17 506,21
23 500	15 412,17	16 060,30	16 558,60	17 056,89	17 555,18
23 600	15 466,55	16 109,27	16 607,56	17 105,85	17 604,14
23 700	15 520,93	16 158,24	16 656,53	17 154,82	17 653,11
23 800	15 575,31	16 207,20	16 705,49	17 203,78	17 702,08
23 900	15 629,70	16 256,17	16 754,46	17 252,75	17 751,04
24 000	15 684,08	16 305,14	16 803,43	17 301,72	17 800,01
24 100	15 738,46	16 354,10	16 852,39	17 350,68	17 848,97
24 200	15 792,84	16 403,07	16 901,36	17 399,65	17 897,94
24 300	15 847,23	16 452,04	16 950,33	17 448,62	17 946,91
24 400	15 901,61	16 501,00	16 999,29	17 497,58	17 995,87
24 500	15 955,99	16 549,97	17 048,26	17 546,55	18 044,84
24 600	16 010,37	16 598,93	17 097,23	17 595,52	18 093,81
24 700	16 064,76	16 647,90	17 146,19	17 644,48	18 142,77
24 800	16 119,14	16 696,87	17 195,16	17 693,45	18 191,74
24 900	16 173,52	16 745,83	17 244,12	17 742,41	18 240,71
25 000	16 227,90	16 794,80	17 293,09	17 791,38	18 289,67
25 100	16 279,58	16 841,06	17 339,35	17 837,64	18 335,93
25 200	16 331,25	16 887,32	17 385,61	17 883,90	18 382,19
25 300	16 382,93	16 933,58	17 431,87	17 930,16	18 428,45

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
25 400	16 434,60	16 979,83	17 478,12	17 976,41	18 474,70
25 500	16 486,28	17 026,09	17 524,38	18 022,67	18 520,96
25 600	16 537,95	17 077,77	17 576,06	18 074,35	18 572,64
25 700	16 589,63	17 129,44	17 627,73	18 126,02	18 624,31
25 800	16 641,30	17 181,12	17 679,41	18 177,70	18 675,99
25 900	16 692,98	17 232,79	17 731,08	18 229,37	18 727,66
26 000	16 744,65	17 284,46	17 782,75	18 281,05	18 779,34
26 100	16 796,32	17 336,14	17 834,43	18 332,72	18 831,01
26 200	16 848,00	17 387,81	17 886,10	18 384,39	18 882,68
26 300	16 899,67	17 439,49	17 937,78	18 436,07	18 934,36
26 400	16 951,35	17 491,16	17 989,45	18 487,74	18 986,03
26 500	17 003,02	17 542,84	18 041,13	18 539,42	19 037,71
26 600	17 054,70	17 594,51	18 092,80	18 591,09	19 089,38
26 700	17 106,37	17 646,19	18 144,48	18 642,77	19 141,06
26 800	17 158,05	17 697,86	18 196,15	18 694,44	19 192,73
26 900	17 209,72	17 749,53	18 247,82	18 746,12	19 244,41
27 000	17 261,39	17 801,21	18 299,50	18 797,79	19 296,08
27 100	17 313,07	17 852,88	18 351,17	18 849,46	19 347,75
27 200	17 364,74	17 904,56	18 402,85	18 901,14	19 399,43
27 300	17 416,42	17 956,23	18 454,52	18 952,81	19 451,10
27 400	17 468,09	18 007,91	18 506,20	19 004,49	19 502,78
27 500	17 519,77	18 059,58	18 557,87	19 056,16	19 554,45
27 600	17 571,44	18 111,26	18 609,55	19 107,84	19 606,13
27 700	17 623,12	18 162,93	18 661,22	19 159,51	19 657,80
27 800	17 674,79	18 214,60	18 712,90	19 211,19	19 709,48
27 900	17 726,46	18 266,28	18 764,57	19 262,86	19 761,15
28 000	17 778,14	18 317,95	18 816,24	19 314,53	19 812,83
28 100	17 829,81	18 369,63	18 867,92	19 366,21	19 864,50
28 200	17 881,49	18 421,30	18 919,59	19 417,88	19 916,17
28 300	17 933,16	18 472,98	18 971,27	19 469,56	19 967,85
28 400	17 984,84	18 524,65	19 022,94	19 521,23	20 019,52
28 500	18 036,51	18 576,33	19 074,62	19 572,91	20 071,20
28 600	18 088,19	18 628,00	19 126,29	19 624,58	20 122,87
28 700	18 139,86	18 679,68	19 177,97	19 676,26	20 174,55
28 800	18 191,54	18 731,35	19 229,64	19 727,93	20 226,22
28 900	18 243,21	18 783,02	19 281,31	19 779,60	20 277,90
29 000	18 294,88	18 834,70	19 332,99	19 831,28	20 329,57
29 100	18 346,56	18 886,37	19 384,66	19 882,95	20 381,24
29 200	18 398,23	18 938,05	19 436,34	19 934,63	20 432,92
29 300	18 449,91	18 989,72	19 488,01	19 986,30	20 484,59
29 400	18 501,58	19 041,40	19 539,69	20 037,98	20 536,27
29 500	18 553,26	19 093,07	19 591,36	20 089,65	20 587,94
29 600	18 604,93	19 144,75	19 642,04	20 141,33	20 639,62
29 700	18 656,61	19 196,42	19 693,71	20 193,00	20 691,30
29 800	18 708,28	19 248,10	19 745,39	20 244,68	20 742,98
29 900	18 759,96	19 300,00	19 797,06	20 296,35	20 794,66
30 000	18 811,63	19 351,67	19 848,74	20 348,03	20 846,34
30 100	18 863,31	19 403,35	19 900,41	20 400,00	20 898,02
30 200	18 914,98	19 455,02	19 952,09	20 452,00	20 949,70

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
30 300	18 918,63	19 458,45	19 956,74	20 455,03	20 953,32
30 400	18 963,54	19 503,36	20 001,65	20 499,94	20 998,23
30 500	19 008,45	19 548,27	20 046,56	20 544,85	21 043,14
30 600	19 053,36	19 593,18	20 091,47	20 589,76	21 088,05
30 700	19 098,28	19 638,09	20 136,38	20 634,67	21 132,96
30 800	19 143,19	19 683,00	20 181,29	20 679,58	21 177,87
30 900	19 188,10	19 727,91	20 226,20	20 724,49	21 222,78
31 000	19 233,01	19 772,82	20 271,11	20 769,40	21 267,69
31 100	19 277,92	19 817,73	20 316,02	20 814,31	21 312,61
31 200	19 322,83	19 862,64	20 360,94	20 859,23	21 357,52
31 300	19 367,74	19 907,56	20 405,85	20 904,14	21 402,43
31 400	19 412,65	19 952,47	20 450,76	20 949,05	21 447,34
31 500	19 457,56	19 997,38	20 495,67	20 993,96	21 492,25
31 600	19 502,47	20 042,29	20 540,58	21 038,87	21 537,16
31 700	19 547,39	20 087,20	20 585,49	21 083,78	21 582,07
31 800	19 592,30	20 132,11	20 630,40	21 128,69	21 626,98
31 900	19 637,21	20 177,02	20 675,31	21 173,60	21 671,89
32 000	19 682,12	20 221,93	20 720,22	21 218,51	21 716,80
32 100	19 727,03	20 266,84	20 765,13	21 263,42	21 761,71
32 200	19 771,94	20 311,75	20 810,05	21 308,34	21 806,63
32 300	19 816,85	20 356,67	20 854,96	21 353,25	21 851,54
32 400	19 861,76	20 401,58	20 899,87	21 398,16	21 896,45
32 500	19 906,67	20 446,49	20 944,78	21 443,07	21 941,36
32 600	19 951,58	20 491,40	20 989,69	21 487,98	21 986,27
32 700	19 996,49	20 536,31	21 034,60	21 532,89	22 031,18
32 800	20 041,41	20 581,22	21 079,51	21 577,80	22 076,09
32 900	20 086,32	20 626,13	21 124,42	21 622,71	22 121,00
33 000	20 131,23	20 671,04	21 169,33	21 667,62	22 165,91
33 100	20 176,14	20 715,95	21 214,24	21 712,53	22 210,82
33 200	20 221,05	20 760,86	21 259,15	21 757,45	22 255,74
33 300	20 265,96	20 805,78	21 304,07	21 802,36	22 300,65
33 400	20 310,87	20 850,69	21 348,98	21 847,27	22 345,56
33 500	20 355,78	20 895,60	21 393,89	21 892,18	22 390,47
33 600	20 400,69	20 940,51	21 438,80	21 937,09	22 435,38
33 700	20 445,60	20 985,42	21 483,71	21 982,00	22 480,29
33 800	20 490,52	21 030,33	21 528,62	22 026,91	22 525,20
33 900	20 535,43	21 075,24	21 573,53	22 071,82	22 570,11
34 000	20 580,34	21 120,15	21 618,44	22 116,73	22 615,02
34 100	20 625,25	21 165,06	21 663,35	22 161,64	22 659,93
34 200	20 670,16	21 209,97	21 708,26	22 206,56	22 704,85
34 300	20 715,07	21 254,89	21 753,18	22 251,47	22 749,76
34 400	20 759,98	21 299,80	21 798,09	22 296,38	22 794,67
34 500	20 804,89	21 344,71	21 843,00	22 341,29	22 839,58
34 600	20 849,80	21 389,62	21 887,91	22 386,20	22 884,49
34 700	20 894,71	21 434,53	21 932,82	22 431,11	22 929,40
34 800	20 939,63	21 479,44	21 977,73	22 476,02	22 974,31
34 900	20 984,54	21 524,35	22 022,64	22 520,93	23 019,22
35 000	21 029,45	21 569,26	22 067,55	22 565,84	23 064,13
35 100	21 074,36	21 614,17	22 112,46	22 610,75	23 109,04

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
35 200	21 119,27	21 659,08	22 157,37	22 655,66	23 153,96
35 300	21 164,18	21 704,00	22 202,29	22 700,58	23 198,87
35 400	21 209,09	21 748,91	22 247,20	22 745,49	23 243,78
35 500	21 254,00	21 793,82	22 292,11	22 790,40	23 288,69
35 600	21 298,91	21 838,73	22 337,02	22 835,31	23 333,60
35 700	21 343,82	21 883,64	22 381,93	22 880,22	23 378,51
35 800	21 388,74	21 928,55	22 426,84	22 925,13	23 423,42
35 900	21 433,65	21 973,46	22 471,75	22 970,04	23 468,33
36 000	21 478,56	22 018,37	22 516,66	23 014,95	23 513,24
36 100	21 523,47	22 063,28	22 561,57	23 059,86	23 558,15
36 200	21 568,38	22 108,19	22 606,48	23 104,77	23 603,07
36 300	21 613,29	22 153,10	22 651,40	23 149,69	23 647,98
36 400	21 658,20	22 198,02	22 696,31	23 194,60	23 692,89
36 500	21 703,11	22 242,93	22 741,22	23 239,51	23 737,80
36 600	21 748,02	22 287,84	22 786,13	23 284,42	23 782,71
36 700	21 792,93	22 332,75	22 831,04	23 329,33	23 827,62
36 800	21 837,85	22 377,66	22 875,95	23 374,24	23 872,53
36 900	21 882,76	22 422,57	22 920,86	23 419,15	23 917,44
37 000	21 927,67	22 467,48	22 965,77	23 464,06	23 962,35
37 100	21 972,58	22 512,39	23 010,68	23 508,97	24 007,26
37 200	22 017,49	22 557,30	23 055,59	23 553,88	24 052,17
37 300	22 062,40	22 602,21	23 100,51	23 598,80	24 097,09
37 400	22 107,31	22 647,13	23 145,42	23 643,71	24 142,00
37 500	22 152,22	22 692,04	23 190,33	23 688,62	24 186,91
37 600	22 197,13	22 736,95	23 235,24	23 733,53	24 231,82
37 700	22 242,04	22 781,86	23 280,15	23 778,44	24 276,73
37 800	22 286,95	22 826,77	23 325,06	23 823,35	24 321,64
37 900	22 331,86	22 871,68	23 369,97	23 868,26	24 366,55
38 000	22 376,77	22 916,59	23 414,88	23 913,17	24 411,46
38 100	22 421,68	22 961,50	23 459,79	23 958,08	24 456,37
38 200	22 466,59	23 006,41	23 504,70	24 002,99	24 501,28
38 300	22 511,50	23 051,32	23 549,61	24 047,90	24 546,19
38 400	22 556,41	23 096,23	23 594,52	24 092,81	24 591,10
38 500	22 601,32	23 141,14	23 639,43	24 137,72	24 636,01
38 600	22 646,23	23 186,05	23 684,34	24 182,63	24 680,92
38 700	22 691,14	23 230,96	23 729,25	24 227,54	24 725,83
38 800	22 736,05	23 275,87	23 774,16	24 272,45	24 770,74
38 900	22 780,96	23 320,78	23 819,07	24 317,36	24 815,65
39 000	22 825,87	23 365,69	23 863,98	24 362,27	24 860,56
39 100	22 870,78	23 410,60	23 908,89	24 407,18	24 905,47
39 200	22 915,69	23 455,51	23 953,80	24 452,09	24 950,38
39 300	22 960,60	23 500,42	24 000,00	24 497,00	24 995,29
39 400	23 005,51	23 545,33	24 045,91	24 541,91	25 040,20
39 500	23 050,42	23 590,24	24 091,82	24 586,82	25 085,11
39 600	23 095,33	23 635,15	24 137,73	24 631,73	25 130,02
39 700	23 140,24	23 680,06	24 183,64	24 676,64	25 174,93
39 800	23 185,15	23 724,97	24 229,55	24 721,55	25 219,84
39 900	23 230,06	23 769,88	24 275,46	24 766,46	25 264,75
40 000	23 274,97	23 814,79	24 321,37	24 811,37	25 309,66

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
40 100	23 415,82	23 955,64	24 453,93	24 952,22	25 450,51
40 200	23 465,52	24 005,33	24 503,62	25 001,91	25 500,21
40 300	23 515,22	24 055,03	24 553,32	25 051,61	25 549,90
40 400	23 564,92	24 104,73	24 603,02	25 101,31	25 599,60
40 500	23 614,62	24 154,43	24 652,72	25 151,01	25 649,30
40 600	23 664,31	24 204,13	24 702,42	25 200,71	25 699,00
40 700	23 714,01	24 253,83	24 752,12	25 250,41	25 748,70
40 800	23 763,71	24 303,53	24 801,82	25 300,11	25 798,40
40 900	23 813,41	24 353,23	24 851,52	25 349,81	25 848,10
41 000	23 863,11	24 402,93	24 901,22	25 399,51	25 897,80
41 100	23 912,81	24 452,62	24 950,91	25 449,20	25 947,50
41 200	23 962,51	24 502,32	25 000,61	25 498,90	25 997,19
41 300	24 012,21	24 552,02	25 050,31	25 548,60	26 046,89
41 400	24 061,91	24 601,72	25 100,01	25 598,30	26 096,59
41 500	24 111,61	24 651,42	25 149,71	25 648,00	26 146,29
41 600	24 161,30	24 701,12	25 199,41	25 697,70	26 195,99
41 700	24 211,00	24 750,82	25 249,11	25 747,40	26 245,69
41 800	24 260,70	24 800,52	25 298,81	25 797,10	26 295,39
41 900	24 310,40	24 850,22	25 348,51	25 846,80	26 345,09
42 000	24 360,10	24 899,91	25 398,20	25 896,49	26 394,79
42 100	24 409,80	24 949,61	25 447,90	25 946,19	26 444,48
42 200	24 459,50	24 999,31	25 497,60	25 995,89	26 494,18
42 300	24 509,20	25 049,01	25 547,30	26 045,59	26 543,88
42 400	24 558,90	25 098,71	25 597,00	26 095,29	26 593,58
42 500	24 608,59	25 148,41	25 646,70	26 144,99	26 643,28
42 600	24 658,29	25 198,11	25 696,40	26 194,69	26 692,98
42 700	24 707,99	25 247,81	25 746,10	26 244,39	26 742,68
42 800	24 757,69	25 297,51	25 795,80	26 294,09	26 792,38
42 900	24 807,39	25 347,20	25 845,49	26 343,79	26 842,08
43 000	24 857,09	25 396,90	25 895,19	26 393,48	26 891,77
43 100	24 906,79	25 446,60	25 944,89	26 443,18	26 941,47
43 200	24 956,49	25 496,30	25 994,59	26 492,88	26 991,17
43 300	25 006,19	25 546,00	26 044,29	26 542,58	27 040,87
43 400	25 055,88	25 595,70	26 093,99	26 592,28	27 090,57
43 500	25 105,58	25 645,40	26 143,69	26 641,98	27 140,27
43 600	25 155,28	25 695,10	26 193,39	26 691,68	27 189,97
43 700	25 204,98	25 744,80	26 243,09	26 741,38	27 239,67
43 800	25 254,68	25 794,49	26 292,78	26 791,08	27 289,37
43 900	25 304,38	25 844,19	26 342,48	26 840,77	27 339,06
44 000	25 354,08	25 893,89	26 392,18	26 890,47	27 388,76
44 100	25 403,78	25 943,59	26 441,88	26 940,17	27 438,46
44 200	25 453,48	25 993,29	26 491,58	26 989,87	27 488,16
44 300	25 503,17	26 042,99	26 541,28	27 039,57	27 537,86
44 400	25 552,87	26 092,69	26 590,98	27 089,27	27 587,56
44 500	25 602,57	26 142,39	26 640,68	27 138,97	27 637,26
44 600	25 652,27	26 192,09	26 690,38	27 188,67	27 686,96
44 700	25 701,97	26 241,78	26 740,07	27 238,37	27 736,66
44 800	25 751,67	26 291,48	26 789,77	27 288,06	27 786,35
44 900	25 801,37	26 341,18	26 839,47	27 337,76	27 836,05

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
45 000	25 851,07	26 390,88	26 889,17	27 387,46	27 885,75
45 100	25 900,77	26 440,58	26 938,87	27 437,16	27 935,45
45 200	25 950,46	26 490,28	26 988,57	27 486,86	27 985,15
45 300	26 000,16	26 539,98	27 038,27	27 536,56	28 034,85
45 400	26 049,86	26 589,68	27 087,97	27 586,26	28 084,55
45 500	26 099,56	26 639,38	27 137,67	27 635,96	28 134,25
45 600	26 149,26	26 689,07	27 187,36	27 685,66	28 183,95
45 700	26 198,96	26 738,77	27 237,06	27 735,35	28 233,64
45 800	26 248,66	26 788,47	27 286,76	27 785,05	28 283,34
45 900	26 298,36	26 838,17	27 336,46	27 834,75	28 333,04
46 000	26 348,06	26 887,87	27 386,16	27 884,45	28 382,74
46 100	26 397,75	26 937,57	27 435,86	27 934,15	28 432,44
46 200	26 447,45	26 987,27	27 485,56	27 983,85	28 482,14
46 300	26 497,15	27 036,97	27 535,26	28 033,55	28 531,84
46 400	26 546,85	27 086,67	27 584,96	28 083,25	28 581,54
46 500	26 596,55	27 136,36	27 634,66	28 132,95	28 631,24
46 600	26 646,25	27 186,06	27 684,35	28 182,64	28 680,93
46 700	26 695,95	27 235,76	27 734,05	28 232,34	28 730,63
46 800	26 745,65	27 285,46	27 783,75	28 282,04	28 780,33
46 900	26 795,35	27 335,16	27 833,45	28 331,74	28 830,03
47 000	26 845,04	27 384,86	27 883,15	28 381,44	28 879,73
47 100	26 894,74	27 434,56	27 932,85	28 431,14	28 929,43
47 200	26 944,44	27 484,26	27 982,55	28 480,84	28 979,13
47 300	26 994,14	27 533,96	28 032,25	28 530,54	29 028,83
47 400	27 043,84	27 583,65	28 081,95	28 580,24	29 078,53
47 500	27 093,54	27 633,35	28 131,64	28 629,93	29 128,22
47 600	27 143,24	27 683,05	28 181,34	28 679,63	29 177,92
47 700	27 192,94	27 732,75	28 231,04	28 729,33	29 227,62
47 800	27 242,64	27 782,45	28 280,74	28 779,03	29 277,32
47 900	27 292,33	27 832,15	28 330,44	28 828,73	29 327,02
48 000	27 341,60	27 881,42	28 379,71	28 878,00	29 376,29
48 100	27 389,19	27 929,01	28 427,30	28 925,59	29 423,88
48 200	27 436,79	27 976,60	28 474,89	28 973,18	29 471,47
48 300	27 484,38	28 024,19	28 522,49	29 020,78	29 519,07
48 400	27 531,97	28 071,79	28 570,08	29 068,37	29 566,66
48 500	27 579,57	28 119,38	28 617,67	29 115,96	29 614,25
48 600	27 627,16	28 166,97	28 665,26	29 163,55	29 661,84
48 700	27 674,75	28 214,57	28 712,86	29 211,15	29 709,44
48 800	27 722,34	28 262,16	28 760,45	29 258,74	29 757,03
48 900	27 769,94	28 309,75	28 808,04	29 306,33	29 804,62
49 000	27 817,53	28 357,35	28 855,64	29 353,93	29 852,22
49 100	27 865,12	28 404,94	28 903,23	29 401,52	29 899,81
49 200	27 912,72	28 452,53	28 950,82	29 449,11	29 947,40
49 300	27 960,31	28 500,12	28 998,41	29 496,70	29 995,00
49 400	28 007,90	28 547,72	29 046,01	29 544,30	30 042,59
49 500	28 055,50	28 595,31	29 093,60	29 591,89	30 090,18
49 600	28 103,09	28 642,90	29 141,19	29 639,48	30 137,77
49 700	28 150,68	28 690,50	29 188,79	29 687,08	30 185,37
49 800	28 198,27	28 738,09	29 236,38	29 734,67	30 232,96

Revenu brut Annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
49 900	28 245,87	28 785,68	29 283,97	29 782,26	30 280,55
50 000	28 293,46	28 833,27	29 331,56	29 829,86	30 328,15
50 100	28 338,34	28 878,16	29 376,45	29 874,74	30 373,03
50 200	28 383,23	28 923,04	29 421,33	29 919,62	30 417,92
50 300	28 428,11	28 967,93	29 466,22	29 964,51	30 462,80
50 400	28 473,00	29 012,81	29 511,10	30 009,39	30 507,68
50 500	28 517,88	29 057,70	29 555,99	30 054,28	30 552,57

Revenu brut Annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
100	87,57	87,57	87,57	87,57	87,57
200	175,14	175,14	175,14	175,14	175,14
300	262,71	262,71	262,71	262,71	262,71
400	350,28	350,28	350,28	350,28	350,28
500	437,85	437,85	437,85	437,85	437,85
600	525,42	525,42	525,42	525,42	525,42
700	612,99	612,99	612,99	612,99	612,99
800	700,56	700,56	700,56	700,56	700,56
900	788,13	788,13	788,13	788,13	788,13
1 000	875,70	875,70	875,70	875,70	875,70
1 100	963,27	963,27	963,27	963,27	963,27
1 200	1 050,84	1 050,84	1 050,84	1 050,84	1 050,84
1 300	1 138,41	1 138,41	1 138,41	1 138,41	1 138,41
1 400	1 225,98	1 225,98	1 225,98	1 225,98	1 225,98
1 500	1 313,55	1 313,55	1 313,55	1 313,55	1 313,55
1 600	1 401,12	1 401,12	1 401,12	1 401,12	1 401,12
1 700	1 488,69	1 488,69	1 488,69	1 488,69	1 488,69
1 800	1 576,26	1 576,26	1 576,26	1 576,26	1 576,26
1 900	1 663,83	1 663,83	1 663,83	1 663,83	1 663,83
2 000	1 751,40	1 751,40	1 751,40	1 751,40	1 751,40
2 100	1 838,97	1 838,97	1 838,97	1 838,97	1 838,97
2 200	1 926,54	1 926,54	1 926,54	1 926,54	1 926,54
2 300	2 014,11	2 014,11	2 014,11	2 014,11	2 014,11
2 400	2 101,68	2 101,68	2 101,68	2 101,68	2 101,68
2 500	2 189,25	2 189,25	2 189,25	2 189,25	2 189,25
2 600	2 276,82	2 276,82	2 276,82	2 276,82	2 276,82
2 700	2 364,39	2 364,39	2 364,39	2 364,39	2 364,39
2 800	2 451,96	2 451,96	2 451,96	2 451,96	2 451,96
2 900	2 539,53	2 539,53	2 539,53	2 539,53	2 539,53
3 000	2 627,10	2 627,10	2 627,10	2 627,10	2 627,10
3 100	2 714,67	2 714,67	2 714,67	2 714,67	2 714,67
3 200	2 802,24	2 802,24	2 802,24	2 802,24	2 802,24
3 300	2 889,81	2 889,81	2 889,81	2 889,81	2 889,81
3 400	2 977,38	2 977,38	2 977,38	2 977,38	2 977,38

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
3 500	3 064,95	3 064,95	3 064,95	3 064,95	3 064,95
3 600	3 149,37	3 149,37	3 149,37	3 149,37	3 149,37
3 700	3 233,79	3 233,79	3 233,79	3 233,79	3 233,79
3 800	3 318,21	3 318,21	3 318,21	3 318,21	3 318,21
3 900	3 402,63	3 402,63	3 402,63	3 402,63	3 402,63
4 000	3 487,05	3 487,05	3 487,05	3 487,05	3 487,05
4 100	3 571,47	3 571,47	3 571,47	3 571,47	3 571,47
4 200	3 655,89	3 655,89	3 655,89	3 655,89	3 655,89
4 300	3 740,31	3 740,31	3 740,31	3 740,31	3 740,31
4 400	3 824,73	3 824,73	3 824,73	3 824,73	3 824,73
4 500	3 909,15	3 909,15	3 909,15	3 909,15	3 909,15
4 600	3 993,57	3 993,57	3 993,57	3 993,57	3 993,57
4 700	4 077,99	4 077,99	4 077,99	4 077,99	4 077,99
4 800	4 162,41	4 162,41	4 162,41	4 162,41	4 162,41
4 900	4 246,83	4 246,83	4 246,83	4 246,83	4 246,83
5 000	4 331,25	4 331,25	4 331,25	4 331,25	4 331,25
5 100	4 415,67	4 415,67	4 415,67	4 415,67	4 415,67
5 200	4 500,09	4 500,09	4 500,09	4 500,09	4 500,09
5 300	4 584,51	4 584,51	4 584,51	4 584,51	4 584,51
5 400	4 668,93	4 668,93	4 668,93	4 668,93	4 668,93
5 500	4 753,35	4 753,35	4 753,35	4 753,35	4 753,35
5 600	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77
5 700	4 922,19	4 922,19	4 922,19	4 922,19	4 922,19
5 800	5 006,61	5 006,61	5 006,61	5 006,61	5 006,61
5 900	5 091,03	5 091,03	5 091,03	5 091,03	5 091,03
6 000	5 175,45	5 175,45	5 175,45	5 175,45	5 175,45
6 100	5 259,87	5 259,87	5 259,87	5 259,87	5 259,87
6 200	5 344,29	5 344,29	5 344,29	5 344,29	5 344,29
6 300	5 428,71	5 428,71	5 428,71	5 428,71	5 428,71
6 400	5 513,13	5 513,13	5 513,13	5 513,13	5 513,13
6 500	5 597,55	5 597,55	5 597,55	5 597,55	5 597,55
6 600	5 681,97	5 681,97	5 681,97	5 681,97	5 681,97
6 700	5 766,39	5 766,39	5 766,39	5 766,39	5 766,39
6 800	5 850,81	5 850,81	5 850,81	5 850,81	5 850,81
6 900	5 935,23	5 935,23	5 935,23	5 935,23	5 935,23
7 000	6 019,65	6 019,65	6 019,65	6 019,65	6 019,65
7 100	6 104,07	6 104,07	6 104,07	6 104,07	6 104,07
7 200	6 188,49	6 188,49	6 188,49	6 188,49	6 188,49
7 300	6 269,38	6 272,91	6 272,91	6 272,91	6 272,91
7 400	6 341,30	6 357,33	6 357,33	6 357,33	6 357,33
7 500	6 413,23	6 441,75	6 441,75	6 441,75	6 441,75
7 600	6 485,15	6 526,17	6 526,17	6 526,17	6 526,17
7 700	6 557,08	6 610,59	6 610,59	6 610,59	6 610,59
7 800	6 629,00	6 695,01	6 695,01	6 695,01	6 695,01
7 900	6 700,93	6 779,43	6 779,43	6 779,43	6 779,43
8 000	6 772,86	6 863,85	6 863,85	6 863,85	6 863,85
8 100	6 844,78	6 948,27	6 948,27	6 948,27	6 948,27
8 200	6 916,71	7 032,69	7 032,69	7 032,69	7 032,69
8 300	6 988,63	7 117,11	7 117,11	7 117,11	7 117,11

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
8 400	7 060,56	7 201,53	7 201,53	7 201,53	7 201,53
8 500	7 132,48	7 285,95	7 285,95	7 285,95	7 285,95
8 600	7 204,41	7 370,37	7 370,37	7 370,37	7 370,37
8 700	7 276,33	7 454,79	7 454,79	7 454,79	7 454,79
8 800	7 348,26	7 539,21	7 539,21	7 539,21	7 539,21
8 900	7 420,19	7 623,63	7 623,63	7 623,63	7 623,63
9 000	7 492,11	7 708,05	7 708,05	7 708,05	7 708,05
9 100	7 564,04	7 792,47	7 792,47	7 792,47	7 792,47
9 200	7 635,96	7 876,89	7 876,89	7 876,89	7 876,89
9 300	7 707,89	7 961,31	7 961,31	7 961,31	7 961,31
9 400	7 779,81	8 045,73	8 045,73	8 045,73	8 045,73
9 500	7 851,74	8 130,15	8 130,15	8 130,15	8 130,15
9 600	7 923,66	8 214,57	8 214,57	8 214,57	8 214,57
9 700	7 995,59	8 298,99	8 298,99	8 298,99	8 298,99
9 800	8 067,52	8 383,41	8 383,41	8 383,41	8 383,41
9 900	8 139,44	8 467,83	8 467,83	8 467,83	8 467,83
10 000	8 211,37	8 552,25	8 552,25	8 552,25	8 552,25
10 100	8 283,29	8 636,67	8 636,67	8 636,67	8 636,67
10 200	8 355,22	8 721,09	8 721,09	8 721,09	8 721,09
10 300	8 427,14	8 805,51	8 805,51	8 805,51	8 805,51
10 400	8 499,07	8 889,93	8 889,93	8 889,93	8 889,93
10 500	8 570,99	8 974,35	8 974,35	8 974,35	8 974,35
10 600	8 642,92	9 058,77	9 058,77	9 058,77	9 058,77
10 700	8 713,94	9 143,19	9 143,19	9 143,19	9 143,19
10 800	8 767,81	9 227,61	9 227,61	9 227,61	9 227,61
10 900	8 821,69	9 312,03	9 312,03	9 312,03	9 312,03
11 000	8 875,56	9 396,45	9 396,45	9 396,45	9 396,45
11 100	8 929,43	9 480,87	9 480,87	9 480,87	9 480,87
11 200	8 983,30	9 565,29	9 565,29	9 565,29	9 565,29
11 300	9 037,17	9 649,71	9 649,71	9 649,71	9 649,71
11 400	9 091,04	9 734,13	9 734,13	9 734,13	9 734,13
11 500	9 144,92	9 818,55	9 818,55	9 818,55	9 818,55
11 600	9 198,79	9 902,97	9 902,97	9 902,97	9 902,97
11 700	9 252,66	9 987,39	9 987,39	9 987,39	9 987,39
11 800	9 306,53	10 071,81	10 071,81	10 071,81	10 071,81
11 900	9 360,40	10 156,23	10 156,23	10 156,23	10 156,23
12 000	9 414,27	10 240,65	10 240,65	10 240,65	10 240,65
12 100	9 468,14	10 325,07	10 325,07	10 325,07	10 325,07
12 200	9 522,02	10 409,49	10 409,49	10 409,49	10 409,49
12 300	9 575,89	10 493,91	10 493,91	10 493,91	10 493,91
12 400	9 629,76	10 578,33	10 578,33	10 578,33	10 578,33
12 500	9 683,63	10 662,75	10 662,75	10 662,75	10 662,75
12 600	9 737,50	10 747,17	10 747,17	10 747,17	10 747,17
12 700	9 791,37	10 831,59	10 831,59	10 831,59	10 831,59
12 800	9 845,25	10 916,01	10 916,01	10 916,01	10 916,01
12 900	9 899,12	11 000,43	11 000,43	11 000,43	11 000,43
13 000	9 952,99	11 084,85	11 084,85	11 084,85	11 084,85
13 100	10 006,86	11 169,27	11 169,27	11 169,27	11 169,27
13 200	10 060,73	11 253,69	11 253,69	11 253,69	11 253,69

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
13 300	10 114,60	11 338,11	11 338,11	11 338,11	11 338,11
13 400	10 168,47	11 422,53	11 422,53	11 422,53	11 422,53
13 500	10 222,35	11 506,95	11 506,95	11 506,95	11 506,95
13 600	10 276,22	11 585,84	11 585,84	11 585,84	11 585,84
13 700	10 330,09	11 658,27	11 658,27	11 658,27	11 658,27
13 800	10 383,96	11 730,71	11 730,71	11 730,71	11 730,71
13 900	10 437,83	11 803,15	11 803,15	11 803,15	11 803,15
14 000	10 491,70	11 875,13	11 875,13	11 875,13	11 875,13
14 100	10 545,58	11 947,06	11 947,06	11 947,06	11 947,06
14 200	10 599,45	12 018,99	12 018,99	12 018,99	12 018,99
14 300	10 653,32	12 090,91	12 090,91	12 090,91	12 090,91
14 400	10 707,19	12 162,84	12 162,84	12 162,84	12 162,84
14 500	10 761,06	12 234,76	12 234,76	12 234,76	12 234,76
14 600	10 814,93	12 306,69	12 306,69	12 306,69	12 306,69
14 700	10 868,81	12 378,61	12 378,61	12 378,61	12 378,61
14 800	10 922,68	12 450,54	12 450,54	12 450,54	12 450,54
14 900	10 976,55	12 522,46	12 522,46	12 522,46	12 522,46
15 000	11 030,42	12 594,39	12 594,39	12 594,39	12 594,39
15 100	11 084,29	12 666,32	12 666,32	12 666,32	12 666,32
15 200	11 138,16	12 738,24	12 738,24	12 738,24	12 738,24
15 300	11 192,03	12 810,17	12 810,17	12 810,17	12 810,17
15 400	11 245,91	12 882,09	12 882,09	12 882,09	12 882,09
15 500	11 299,78	12 954,02	12 954,02	12 954,02	12 954,02
15 600	11 353,65	13 025,94	13 025,94	13 025,94	13 025,94
15 700	11 407,52	13 097,87	13 097,87	13 097,87	13 097,87
15 800	11 461,39	13 169,79	13 169,79	13 169,79	13 169,79
15 900	11 515,26	13 241,72	13 241,72	13 241,72	13 241,72
16 000	11 569,14	13 313,65	13 313,65	13 313,65	13 313,65
16 100	11 623,01	13 385,57	13 385,57	13 385,57	13 385,57
16 200	11 676,88	13 457,50	13 457,50	13 457,50	13 457,50
16 300	11 730,75	13 529,42	13 529,42	13 529,42	13 529,42
16 400	11 784,62	13 601,35	13 601,35	13 601,35	13 601,35
16 500	11 838,49	13 673,27	13 673,27	13 673,27	13 673,27
16 600	11 892,36	13 745,20	13 745,20	13 745,20	13 745,20
16 700	11 946,24	13 817,12	13 817,12	13 817,12	13 817,12
16 800	12 000,11	13 889,05	13 889,05	13 889,05	13 889,05
16 900	12 053,98	13 960,98	13 960,98	13 960,98	13 960,98
17 000	12 107,85	14 032,90	14 032,90	14 032,90	14 032,90
17 100	12 161,72	14 104,83	14 104,83	14 104,83	14 104,83
17 200	12 215,59	14 176,75	14 176,75	14 176,75	14 176,75
17 300	12 269,47	14 248,68	14 248,68	14 248,68	14 248,68
17 400	12 323,34	14 320,60	14 320,60	14 320,60	14 320,60
17 500	12 377,21	14 392,53	14 392,53	14 392,53	14 392,53
17 600	12 431,08	14 464,46	14 464,46	14 464,46	14 464,46
17 700	12 484,95	14 536,38	14 536,38	14 536,38	14 536,38
17 800	12 538,82	14 608,31	14 608,31	14 608,31	14 608,31
17 900	12 592,70	14 680,23	14 680,23	14 680,23	14 680,23
18 000	12 646,57	14 752,16	14 752,16	14 752,16	14 752,16
18 100	12 700,44	14 824,08	14 824,08	14 824,08	14 824,08

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
18 200	12 754,31	14 896,01	14 896,01	14 896,01	14 896,01
18 300	12 808,18	14 967,93	14 967,93	14 967,93	14 967,93
18 400	12 862,05	15 039,86	15 039,86	15 039,86	15 039,86
18 500	12 915,92	15 111,79	15 111,79	15 111,79	15 111,79
18 600	12 969,80	15 183,71	15 183,71	15 183,71	15 183,71
18 700	13 023,67	15 255,64	15 255,64	15 255,64	15 255,64
18 800	13 077,54	15 327,56	15 327,56	15 327,56	15 327,56
18 900	13 131,41	15 399,49	15 399,49	15 399,49	15 399,49
19 000	13 185,28	15 471,41	15 471,41	15 471,41	15 471,41
19 100	13 239,15	15 543,34	15 543,34	15 543,34	15 543,34
19 200	13 293,03	15 615,26	15 615,26	15 615,26	15 615,26
19 300	13 346,90	15 687,19	15 687,19	15 687,19	15 687,19
19 400	13 400,77	15 759,12	15 759,12	15 759,12	15 759,12
19 500	13 454,66	15 831,04	15 831,04	15 831,04	15 831,04
19 600	13 509,25	15 902,97	15 902,97	15 902,97	15 902,97
19 700	13 563,63	15 974,89	15 974,89	15 974,89	15 974,89
19 800	13 618,01	16 046,82	16 046,82	16 046,82	16 046,82
19 900	13 672,40	16 118,74	16 118,74	16 118,74	16 118,74
20 000	13 726,78	16 190,67	16 190,67	16 190,67	16 190,67
20 100	13 781,16	16 262,59	16 262,59	16 262,59	16 262,59
20 200	13 835,54	16 334,52	16 334,52	16 334,52	16 334,52
20 300	13 889,93	16 406,45	16 406,45	16 406,45	16 406,45
20 400	13 944,31	16 478,37	16 478,37	16 478,37	16 478,37
20 500	13 998,69	16 550,30	16 550,30	16 550,30	16 550,30
20 600	14 053,07	16 622,22	16 622,22	16 622,22	16 622,22
20 700	14 107,46	16 694,15	16 694,15	16 694,15	16 694,15
20 800	14 161,84	16 766,07	16 766,07	16 766,07	16 766,07
20 900	14 216,22	16 838,00	16 838,00	16 838,00	16 838,00
21 000	14 270,60	16 909,92	16 909,92	16 909,92	16 909,92
21 100	14 324,99	16 981,85	16 981,85	16 981,85	16 981,85
21 200	14 379,37	17 045,65	17 053,78	17 053,78	17 053,78
21 300	14 433,75	17 099,52	17 125,70	17 125,70	17 125,70
21 400	14 488,13	17 153,39	17 197,63	17 197,63	17 197,63
21 500	14 542,52	17 207,27	17 269,55	17 269,55	17 269,55
21 600	14 596,90	17 261,14	17 341,48	17 341,48	17 341,48
21 700	14 651,28	17 315,01	17 413,40	17 413,40	17 413,40
21 800	14 705,66	17 368,88	17 485,33	17 485,33	17 485,33
21 900	14 760,05	17 422,75	17 557,25	17 557,25	17 557,25
22 000	14 814,43	17 476,62	17 629,18	17 629,18	17 629,18
22 100	14 868,81	17 530,49	17 701,11	17 701,11	17 701,11
22 200	14 923,19	17 584,37	17 773,03	17 773,03	17 773,03
22 300	14 977,58	17 638,24	17 844,96	17 844,96	17 844,96
22 400	15 031,96	17 692,11	17 916,88	17 916,88	17 916,88
22 500	15 086,34	17 745,98	17 988,81	17 988,81	17 988,81
22 600	15 140,72	17 799,85	18 060,73	18 060,73	18 060,73
22 700	15 195,11	17 853,72	18 132,66	18 132,66	18 132,66
22 800	15 249,49	17 907,60	18 204,58	18 204,58	18 204,58
22 900	15 303,87	17 961,47	18 276,51	18 276,51	18 276,51
23 000	15 358,26	18 015,34	18 348,44	18 348,44	18 348,44

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
23 100	15 412,64	18 069,21	18 420,36	18 420,36	18 420,36
23 200	15 467,02	18 123,08	18 492,29	18 492,29	18 492,29
23 300	15 521,40	18 176,95	18 564,21	18 564,21	18 564,21
23 400	15 575,79	18 230,83	18 636,14	18 636,14	18 636,14
23 500	15 630,17	18 284,70	18 708,06	18 708,06	18 708,06
23 600	15 684,55	18 338,57	18 779,99	18 779,99	18 779,99
23 700	15 738,93	18 392,44	18 851,91	18 851,91	18 851,91
23 800	15 793,32	18 446,31	18 923,84	18 923,84	18 923,84
23 900	15 847,70	18 500,18	18 995,77	18 995,77	18 995,77
24 000	15 902,08	18 554,05	19 052,35	19 067,69	19 067,69
24 100	15 956,46	18 607,93	19 106,22	19 139,62	19 139,62
24 200	16 010,85	18 661,80	19 160,09	19 211,54	19 211,54
24 300	16 065,23	18 715,67	19 213,96	19 283,47	19 283,47
24 400	16 119,61	18 769,54	19 267,83	19 355,39	19 355,39
24 500	16 173,99	18 823,41	19 321,70	19 427,32	19 427,32
24 600	16 228,38	18 877,28	19 375,57	19 499,24	19 499,24
24 700	16 282,76	18 931,16	19 429,45	19 571,17	19 571,17
24 800	16 337,14	18 985,03	19 483,32	19 643,10	19 643,10
24 900	16 391,52	19 038,90	19 537,19	19 715,02	19 715,02
25 000	16 445,91	19 092,77	19 591,06	19 786,95	19 786,95
25 100	16 497,58	19 143,93	19 642,22	19 858,87	19 858,87
25 200	16 549,26	19 195,10	19 693,39	19 930,80	19 930,80
25 300	16 600,93	19 246,26	19 744,55	20 002,72	20 002,72
25 400	16 652,60	19 297,42	19 795,71	20 074,65	20 074,65
25 500	16 704,28	19 348,59	19 846,88	20 146,57	20 146,57
25 600	16 755,95	19 399,75	19 898,04	20 218,50	20 218,50
25 700	16 807,63	19 450,91	19 949,20	20 290,43	20 290,43
25 800	16 859,30	19 502,08	20 000,37	20 362,35	20 362,35
25 900	16 910,98	19 553,24	20 051,53	20 434,28	20 434,28
26 000	16 962,65	19 604,40	20 102,70	20 506,20	20 506,20
26 100	17 011,21	19 647,04	20 145,33	20 578,13	20 578,13
26 200	17 059,77	19 689,67	20 187,96	20 650,05	20 650,05
26 300	17 108,33	19 732,30	20 230,59	20 721,98	20 721,98
26 400	17 156,89	19 774,94	20 273,23	20 771,52	20 793,90
26 500	17 205,45	19 817,57	20 315,86	20 814,15	20 865,83
26 600	17 254,01	19 860,20	20 358,49	20 856,78	20 937,76
26 700	17 302,57	19 902,84	20 401,13	20 899,42	21 009,68
26 800	17 351,13	19 945,47	20 443,76	20 942,05	21 081,61
26 900	17 399,69	19 988,10	20 486,39	20 984,68	21 153,53
27 000	17 448,25	20 030,73	20 529,02	21 027,32	21 225,46
27 100	17 496,81	20 073,37	20 571,66	21 069,95	21 297,38
27 200	17 545,37	20 116,00	20 614,29	21 112,58	21 369,31
27 300	17 593,93	20 158,63	20 656,92	21 155,21	21 441,23
27 400	17 642,49	20 201,27	20 699,56	21 197,85	21 513,16
27 500	17 691,05	20 243,90	20 742,19	21 240,48	21 585,09
27 600	17 739,61	20 286,53	20 784,82	21 283,11	21 657,01
27 700	17 788,17	20 329,16	20 827,46	21 325,75	21 728,94
27 800	17 836,73	20 371,80	20 870,09	21 368,38	21 800,86
27 900	17 885,29	20 414,43	20 912,72	21 411,01	21 872,79

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
28 000	17 933,85	20 457,06	20 955,35	21 453,64	21 944,71
28 100	17 982,42	20 499,70	20 997,99	21 496,28	21 994,57
28 200	18 030,98	20 542,33	21 040,62	21 538,91	22 037,20
28 300	18 079,54	20 584,96	21 083,25	21 581,54	22 079,83
28 400	18 128,10	20 627,60	21 125,89	21 624,18	22 122,47
28 500	18 176,66	20 670,23	21 168,52	21 666,81	22 165,10
28 600	18 225,22	20 712,86	21 211,15	21 709,44	22 207,73
28 700	18 273,78	20 755,49	21 253,78	21 752,08	22 250,37
28 800	18 322,34	20 798,13	21 296,42	21 794,71	22 293,00
28 900	18 370,90	20 840,76	21 339,05	21 837,34	22 335,63
29 000	18 419,46	20 883,39	21 381,68	21 879,97	22 378,26
29 100	18 468,02	20 926,03	21 424,32	21 922,61	22 420,90
29 200	18 516,58	20 968,66	21 466,95	21 965,24	22 463,53
29 300	18 565,14	21 011,29	21 509,58	22 007,87	22 506,16
29 400	18 613,70	21 053,93	21 552,22	22 050,51	22 548,80
29 500	18 662,26	21 096,56	21 594,85	22 093,14	22 591,43
29 600	18 710,14	21 138,51	21 636,80	22 135,10	22 633,39
29 700	18 751,94	21 174,38	21 672,67	22 170,96	22 669,26
29 800	18 793,73	21 210,25	21 708,54	22 206,83	22 705,12
29 900	18 835,53	21 246,12	21 744,41	22 242,70	22 740,99
30 000	18 877,33	21 281,99	21 780,28	22 278,57	22 776,86
30 100	18 919,12	21 317,86	21 816,15	22 314,44	22 812,73
30 200	18 960,92	21 353,73	21 852,02	22 350,31	22 848,60
30 300	19 002,72	21 389,60	21 887,89	22 386,18	22 884,47
30 400	19 044,51	21 425,47	21 923,76	22 422,05	22 920,34
30 500	19 086,31	21 461,34	21 959,63	22 457,92	22 956,21
30 600	19 128,11	21 497,21	21 995,50	22 493,79	22 992,08
30 700	19 169,90	21 533,08	22 031,37	22 529,66	23 027,95
30 800	19 211,70	21 568,95	22 067,24	22 565,53	23 063,82
30 900	19 253,50	21 604,82	22 103,11	22 601,40	23 099,69
31 000	19 295,29	21 640,69	22 138,98	22 637,27	23 135,56
31 100	19 337,09	21 676,56	22 174,85	22 673,14	23 171,43
31 200	19 378,89	21 712,43	22 210,72	22 709,01	23 207,30
31 300	19 420,68	21 748,30	22 246,59	22 744,88	23 243,17
31 400	19 462,48	21 784,16	22 282,45	22 780,75	23 279,04
31 500	19 504,28	21 820,03	22 318,32	22 816,61	23 314,91
31 600	19 546,07	21 855,90	22 354,19	22 852,48	23 350,77
31 700	19 587,87	21 891,77	22 390,06	22 888,35	23 386,64
31 800	19 629,67	21 927,64	22 425,93	22 924,22	23 422,51
31 900	19 671,46	21 963,51	22 461,80	22 960,09	23 458,38
32 000	19 713,26	21 999,38	22 497,67	22 995,96	23 494,25
32 100	19 755,06	22 035,25	22 533,54	23 031,83	23 530,12
32 200	19 796,85	22 071,12	22 569,41	23 067,70	23 565,99
32 300	19 838,65	22 106,99	22 605,28	23 103,57	23 601,86
32 400	19 880,45	22 142,86	22 641,15	23 139,44	23 637,73
32 500	19 922,24	22 178,73	22 677,02	23 175,31	23 673,60
32 600	19 964,04	22 214,60	22 712,89	23 211,18	23 709,47
32 700	20 005,84	22 250,47	22 748,76	23 247,05	23 745,34
32 800	20 047,63	22 286,34	22 784,63	23 282,92	23 781,21

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
32 900	20 089,43	22 322,21	22 820,50	23 318,79	23 817,08
33 000	20 131,23	22 358,08	22 856,37	23 354,66	23 852,95
33 100	20 176,14	22 397,06	22 895,35	23 393,64	23 891,93
33 200	20 221,05	22 436,04	22 934,33	23 432,62	23 930,91
33 300	20 265,96	22 475,03	22 973,32	23 471,61	23 969,90
33 400	20 310,87	22 514,01	23 012,30	23 510,59	24 008,88
33 500	20 355,78	22 552,99	23 051,28	23 549,58	24 047,87
33 600	20 400,69	22 591,98	23 090,27	23 588,56	24 086,85
33 700	20 445,60	22 630,96	23 129,25	23 627,54	24 125,83
33 800	20 490,52	22 669,95	23 168,24	23 666,53	24 164,82
33 900	20 535,43	22 708,93	23 207,22	23 705,51	24 203,80
34 000	20 580,34	22 747,91	23 246,20	23 744,49	24 242,78
34 100	20 625,25	22 786,90	23 285,19	23 783,48	24 281,77
34 200	20 670,16	22 825,88	23 324,17	23 822,46	24 320,75
34 300	20 715,07	22 864,86	23 363,16	23 861,45	24 359,74
34 400	20 759,98	22 903,85	23 402,14	23 900,43	24 398,72
34 500	20 804,89	22 942,83	23 441,12	23 939,41	24 437,70
34 600	20 849,80	22 981,82	23 480,11	23 978,40	24 476,69
34 700	20 894,71	23 020,80	23 519,09	24 017,38	24 515,67
34 800	20 939,63	23 059,78	23 558,07	24 056,36	24 554,65
34 900	20 984,54	23 098,77	23 597,06	24 095,35	24 593,64
35 000	21 029,45	23 137,75	23 636,04	24 134,33	24 632,62
35 100	21 074,36	23 176,73	23 675,03	24 173,32	24 671,61
35 200	21 119,27	23 215,72	23 714,01	24 212,30	24 710,59
35 300	21 164,18	23 254,70	23 752,99	24 251,28	24 749,57
35 400	21 209,09	23 293,69	23 791,98	24 290,27	24 788,56
35 500	21 254,00	23 332,67	23 830,96	24 329,25	24 827,54
35 600	21 298,91	23 371,65	23 869,94	24 368,23	24 866,52
35 700	21 343,82	23 410,64	23 908,93	24 407,22	24 905,51
35 800	21 388,74	23 449,62	23 947,91	24 446,20	24 944,49
35 900	21 433,65	23 488,60	23 986,90	24 485,19	24 983,48
36 000	21 478,56	23 527,59	24 025,88	24 524,17	25 022,46
36 100	21 523,47	23 566,57	24 064,86	24 563,15	25 061,44
36 200	21 568,38	23 605,56	24 103,85	24 602,14	25 100,43
36 300	21 613,29	23 644,54	24 142,83	24 641,12	25 139,41
36 400	21 658,20	23 683,52	24 181,81	24 680,10	25 178,39
36 500	21 703,11	23 722,51	24 220,80	24 719,09	25 217,38
36 600	21 748,02	23 761,49	24 259,78	24 758,07	25 256,36
36 700	21 792,93	23 800,47	24 298,77	24 797,06	25 295,35
36 800	21 837,85	23 839,46	24 337,75	24 836,04	25 334,33
36 900	21 882,76	23 878,44	24 376,73	24 875,02	25 373,31
37 000	21 927,67	23 917,43	24 415,72	24 914,01	25 412,30
37 100	21 972,58	23 956,41	24 454,70	24 952,99	25 451,28
37 200	22 017,49	23 995,39	24 493,68	24 991,97	25 490,26
37 300	22 062,40	24 034,38	24 532,67	25 030,96	25 529,25
37 400	22 107,31	24 073,36	24 571,65	25 069,94	25 568,23
37 500	22 152,22	24 112,35	24 610,64	25 108,93	25 607,22
37 600	22 197,13	24 151,34	24 649,63	25 147,92	25 646,21
37 700	22 242,04	24 190,33	24 688,62	25 186,91	25 685,20
	22 286,95	24 229,32	24 727,61	25 225,90	25 724,19
	22 331,86	24 268,31	24 766,60	25 264,89	25 763,18
	22 376,77	24 307,30	24 805,59	25 303,88	25 802,17
	22 421,68	24 346,29	24 844,58	25 342,87	25 841,16
	22 466,59	24 385,28	24 883,57	25 381,86	25 880,15
	22 511,50	24 424,27	24 922,56	25 420,85	25 919,14
	22 556,41	24 463,26	24 961,55	25 459,84	25 958,13
	22 601,32	24 502,25	25 000,54	25 498,83	25 997,12
	22 646,23	24 541,24	25 039,53	25 537,82	26 036,11
	22 691,14	24 580,23	25 078,52	25 576,81	26 075,10
	22 736,05	24 619,22	25 117,51	25 615,80	26 114,09
	22 780,96	24 658,21	25 156,50	25 654,79	26 153,08
	22 825,87	24 697,20	25 195,49	25 693,78	26 192,07
	22 870,78	24 736,19	25 234,48	25 732,77	26 231,06
	22 915,69	24 775,18	25 273,47	25 771,76	26 270,05
	22 960,60	24 814,17	25 312,46	25 810,75	26 309,04
	23 005,51	24 853,16	25 351,45	25 849,74	26 348,03
	23 050,42	24 892,15	25 390,44	25 888,73	26 387,02
	23 095,33	24 931,14	25 429,43	25 927,72	26 426,01
	23 140,24	24 970,13	25 468,42	25 966,71	26 465,00
	23 185,15	25 009,12	25 507,41	26 005,70	26 504,00
	23 230,06	25 048,11	25 546,40	26 044,69	26 543,00
	23 274,97	25 087,10	25 585,39	26 083,68	26 582,00
	23 319,88	25 126,09	25 624,38	26 122,67	26 621,00
	23 364,79	25 165,08	25 663,37	26 161,66	26 660,00
	23 409,70	25 204,07	25 702,36	26 200,65	26 699,00
	23 454,61	25 243,06	25 741,35	26 239,64	26 738,00
	23 499,52	25 282,05	25 780,34	26 278,63	26 777,00
	23 544,43	25 321,04	25 819,33	26 317,62	26 816,00
	23 589,34	25 360,03	25 858,32	26 356,61	26 855,00
	23 634,25	25 399,02	25 897,31	26 395,60	26 894,00
	23 679,16	25 438,01	25 936,30	26 434,59	26 933,00
	23 724,07	25 477,00	25 975,29	26 473,58	26 972,00
	23 768,98	25 516,00	26 014,28	26 512,57	27 011,00
	23 813,89	25 555,00	26 053,27	26 551,56	27 050,00
	23 858,80	25 594,00	26 092,26	26 590,55	27 089,00
	23 903,71	25 633,00	26 131,25	26 629,54	27 128,00
	23 948,62	25 672,00	26 170,24	26 668,53	27 167,00
	23 993,53	25 711,00	26 209,23	26 707,52	27 206,00
	24 038,44	25 750,00	26 248,22	26 746,51	27 245,00
	24 083,35	25 789,00	26 287,21	26 785,50	27 284,00
	24 128,26	25 828,00	26 326,20	26 824,49	27 323,00
	24 173,17	25 867,00	26 365,19	26 863,48	27 362,00
	24 218,08	25 906,00	26 404,18	26 902,47	27 401,00
	24 262,99	25 945,00	26 443,17	26 941,46	27 440,00
	24 307,90	25 984,00	26 482,16	26 980,45	27 479,00
	24 352,81	26 023,00	26 521,15	27 019,44	27 518,00
	24 397,72	26 062,00	26 560,14	27 058,43	27 557,00
	24 442,63	26 101,00	26 599,13	27 097,42	27 596,00
	24 487,54	26 140,00	26 638,12	27 136,41	27 635,00
	24 532,45	26 179,00	26 677,11	27 175,40	27 674,00
	24 577,36	26 218,00	26 716,10	27 214,39	27 713,00
	24 622,27	26 257,00	26 755,09	27 253,38	27 752,00
	24 667,18	26 296,00	26 794,08	27 292,37	27 791,00
	24 712,09	26 335,00	26 833,07	27 331,36	27 830,00
	24 756,99	26 374,00	26 872,06	27 370,35	27 869,00
	24 801,90	26 413,00	26 911,05	27 409,34	27 908,00
	24 846,81	26 452,00	26 950,04	27 448,33	27 947,00
	24 891,72	26 491,00	26 989,03	27 487,32	27 986,00
	24 936,63	26 530,00	27 028,02	27 526,31	28 025,00
	24 981,54	26 569,00	27 067,01	27 565,30	28 064,00
	25 026,45	26 608,00	27 106,00	27 604,29	28 103,00
	25 071,36	26 647,00	27 145,00	27 643,28	28 142,00
	25 116,27	26 686,00	27 184,00	27 682,27	28 181,00
	25 161,18	26 725,00	27 223,00	27 721,26	28 220,00
	25 206,09	26 764,00	27 262,00	27 760,25	28 259,00
	25 250,99	26 803,00	27 301,00	27 799,24	28 298,00
	25 295,90	26 842,00	27 340,00	27 838,23	28 337,00
	25 340,81	26 881,00	27 379,00	27 877,22	28 376,00
	25 385,72	26 920,00	27 418,00	27 916,21	28 415,00
	25 430,63	26 959,00	27 457,00	27 955,20	28 454,00
	25 475,54	26 998,00	27 496,00	27 994,19	28 493,00
	25 520,45	27 037,00	27 535,00	28 033,18	28 532,00
	25 565,36	27 076,00	27 574,00	28 072,17	28 571,00
	25 610,27	27 115,00	27 613,00	28 111,16	28 610,00
	25 655,18	27 154,00	27 652,00	28 150,15	28 649,00
	25 700,09	27 193,00	27 691,00	28 189,14	28 688,00
	25 744,99	27 232,00	27 730,00	28 228,13	28 727,00
	25 789,90	27 271,00	27 769,00	28 267,12	28 766,00
	25 834,81	27 310,00	27 808,00	28 306,11	28 805,00
	25 879,72	27 349,00	27 847,00	28 345,10	28 844,00
	25 924,63	27 388,00	27 886,00	28 384,09	28 883,00
	25 969,54	27 427,00	27 925,00	28 423,08	28 922,00
	26 014,45	27 466,00	27 964,00	28 462,07	28 961,00
	26 059,36	27 505,00	28 003,00	28 501,06	29 000,00
	26 104,27	27 544,00	28 042,00	28 540,05	29 039,00
	26 149,18	27 583,00	28 081,00	28 579,04	29 078,00
	26 194,09	27 622,00	28 120,00	28 618,03	29 117,00
	26 238,99	27 661,00	28 159,00	28 657,02	29 156,00
	26 283,90	27 700,00	28 198,00	28 696,01	29 195,00
	26 328,81	27 739,00	28 237,00	28 735,00	29 234,00
	26 373,72	27 778,00	28 276,00	28 774,00	29 273,00
	26 418,63	27 817,00	28 315,00	28 813,00	29 312,00
	26 463,54	27 856,00	28 354,00	28 852,00	29 351,00
	26 508,45	27 895,00	28 393,00	28 891,00	29 390,00
	26 553,36	27 934,00	28 432,00	28 930,00	29 429,00
	26 598,27	27 973,00	28 471,00	28 969,00	29 468,00
	26 643,18	28 012,00	28 510,00	29 008,00	29 507,00
	26 688,09	28 051,00	28 549,00		

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
37 800	22 297,77	24 240,11	24 738,40	25 236,69	25 734,98
37 900	22 345,38	24 281,79	24 780,08	25 278,38	25 776,67
38 000	22 392,99	24 323,48	24 821,77	25 320,06	25 818,35
38 100	22 440,61	24 365,17	24 863,46	25 361,75	25 860,04
38 200	22 488,22	24 406,85	24 905,14	25 403,43	25 901,73
38 300	22 535,84	24 448,54	24 946,83	25 445,12	25 943,41
38 400	22 583,45	24 490,23	24 988,52	25 486,81	25 985,10
38 500	22 631,06	24 531,91	25 030,20	25 528,49	26 026,79
38 600	22 678,68	24 573,60	25 071,89	25 570,18	26 068,47
38 700	22 726,29	24 615,29	25 113,58	25 611,87	26 110,16
38 800	22 773,90	24 656,97	25 155,26	25 653,55	26 151,85
38 900	22 821,52	24 698,66	25 196,95	25 695,24	26 193,53
39 000	22 869,13	24 740,80	25 239,09	25 737,38	26 235,67
39 100	22 918,83	24 785,08	25 283,37	25 781,66	26 279,95
39 200	22 968,53	24 829,36	25 327,65	25 825,94	26 324,23
39 300	23 018,23	24 873,64	25 371,94	25 870,23	26 368,52
39 400	23 067,93	24 917,93	25 416,22	25 914,51	26 412,80
39 500	23 117,63	24 962,21	25 460,50	25 958,79	26 457,08
39 600	23 167,33	25 006,49	25 504,78	26 003,07	26 501,36
39 700	23 217,02	25 050,78	25 549,07	26 047,36	26 545,65
39 800	23 266,72	25 095,06	25 593,35	26 091,64	26 589,93
39 900	23 316,42	25 139,34	25 637,63	26 135,92	26 634,21
40 000	23 366,12	25 183,62	25 681,91	26 180,20	26 678,50
40 100	23 415,82	25 227,91	25 726,20	26 224,49	26 722,78
40 200	23 465,52	25 272,19	25 770,48	26 268,77	26 767,06
40 300	23 515,22	25 316,47	25 814,76	26 313,05	26 811,34
40 400	23 564,92	25 360,75	25 859,05	26 357,34	26 855,63
40 500	23 614,62	25 405,04	25 903,33	26 401,62	26 899,91
40 600	23 664,31	25 449,32	25 947,61	26 445,90	26 944,19
40 700	23 714,01	25 493,60	25 991,89	26 490,18	26 988,47
40 800	23 763,71	25 537,89	26 036,18	26 534,47	27 032,76
40 900	23 813,41	25 582,17	26 080,46	26 578,75	27 077,04
41 000	23 863,11	25 626,45	26 124,74	26 623,03	27 121,32
41 100	23 912,81	25 670,73	26 169,02	26 667,31	27 165,60
41 200	23 962,51	25 715,02	26 213,31	26 711,60	27 209,89
41 300	24 012,21	25 759,30	26 257,59	26 755,88	27 254,17
41 400	24 061,91	25 803,58	26 301,87	26 800,16	27 298,45
41 500	24 111,61	25 847,86	26 346,15	26 844,45	27 342,74
41 600	24 161,30	25 892,15	26 390,44	26 888,73	27 387,02
41 700	24 211,00	25 936,43	26 434,72	26 933,01	27 431,30
41 800	24 260,70	25 980,71	26 479,00	26 977,29	27 475,58
41 900	24 310,40	26 025,00	26 523,29	27 021,58	27 519,87
42 000	24 360,10	26 069,28	26 567,57	27 065,86	27 564,15
42 100	24 409,80	26 113,56	26 611,85	27 110,14	27 608,43
42 200	24 459,50	26 157,84	26 656,13	27 154,42	27 652,71
42 300	24 509,20	26 202,13	26 700,42	27 198,71	27 697,00
42 400	24 558,90	26 246,41	26 744,70	27 242,99	27 741,28
42 500	24 608,59	26 290,69	26 788,98	27 287,27	27 785,56
42 600	24 658,29	26 334,97	26 833,26	27 331,55	27 829,85

**Revenu brut
Annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
42 700	24 707,99	26 379,26	26 877,55	27 375,84	27 874,13
42 800	24 757,69	26 423,54	26 921,83	27 420,12	27 918,41
42 900	24 807,39	26 467,82	26 966,11	27 464,40	27 962,69
43 000	24 857,09	26 512,10	27 010,40	27 508,69	28 006,98
43 100	24 906,79	26 556,39	27 054,68	27 552,97	28 051,26
43 200	24 956,49	26 600,67	27 098,96	27 597,25	28 095,54
43 300	25 006,19	26 644,95	27 143,24	27 641,53	28 139,82
43 400	25 055,88	26 689,24	27 187,53	27 685,82	28 184,11
43 500	25 105,58	26 733,52	27 231,81	27 730,10	28 228,39
43 600	25 155,28	26 777,80	27 276,09	27 774,38	28 272,67
43 700	25 204,98	26 822,08	27 320,37	27 818,66	28 316,95
43 800	25 254,68	26 866,37	27 364,66	27 862,95	28 361,24
43 900	25 304,38	26 910,65	27 408,94	27 907,23	28 405,52
44 000	25 354,08	26 954,93	27 453,22	27 951,51	28 449,80
44 100	25 403,78	26 999,21	27 497,50	27 995,80	28 494,09
44 200	25 453,48	27 043,50	27 541,79	28 040,08	28 538,37
44 300	25 503,17	27 087,78	27 586,07	28 084,36	28 582,65
44 400	25 552,87	27 132,06	27 630,35	28 128,64	28 626,93
44 500	25 602,57	27 176,35	27 674,64	28 172,93	28 671,22
44 600	25 652,27	27 220,63	27 718,92	28 217,21	28 715,50
44 700	25 701,97	27 264,91	27 763,20	28 261,49	28 759,78
44 800	25 751,67	27 309,19	27 807,48	28 305,77	28 804,06
44 900	25 801,37	27 353,48	27 851,77	28 350,06	28 848,35
45 000	25 851,07	27 397,76	27 896,05	28 394,34	28 892,63
45 100	25 900,77	27 442,04	27 940,33	28 438,62	28 936,91
45 200	25 950,46	27 486,32	27 984,61	28 482,91	28 981,20
45 300	26 000,16	27 530,61	28 028,90	28 527,19	29 025,48
45 400	26 049,86	27 574,89	28 073,18	28 571,47	29 069,76
45 500	26 099,56	27 619,17	28 117,46	28 615,75	29 114,04
45 600	26 149,26	27 663,46	28 161,75	28 660,04	29 158,33
45 700	26 198,96	27 707,74	28 206,03	28 704,32	29 202,61
45 800	26 248,66	27 752,02	28 250,31	28 748,60	29 246,89
45 900	26 298,36	27 796,30	28 294,59	28 792,88	29 291,17
46 000	26 348,06	27 845,10	28 343,39	28 841,68	29 339,97
46 100	26 397,75	27 894,80	28 393,09	28 891,38	29 389,67
46 200	26 447,45	27 944,50	28 442,79	28 941,08	29 439,37
46 300	26 497,15	27 994,20	28 492,49	28 990,78	29 489,07
46 400	26 546,85	28 043,89	28 542,19	29 040,48	29 538,77
46 500	26 596,55	28 093,59	28 591,88	29 090,17	29 588,47
46 600	26 646,25	28 143,29	28 641,58	29 139,87	29 638,16
46 700	26 695,95	28 192,99	28 691,28	29 189,57	29 687,86
46 800	26 745,65	28 242,69	28 740,98	29 239,27	29 737,56
46 900	26 795,35	28 292,39	28 790,68	29 288,97	29 787,26
47 000	26 845,04	28 342,09	28 840,38	29 338,67	29 836,96
47 100	26 894,74	28 391,79	28 890,08	29 388,37	29 886,66
47 200	26 944,44	28 441,49	28 939,78	29 438,07	29 936,36
47 300	26 994,14	28 491,19	28 989,48	29 487,77	29 986,06
47 400	27 043,84	28 540,88	29 039,17	29 537,46	30 035,76
47 500	27 093,54	28 590,58	29 088,87	29 587,16	30 085,45

**Revenu brut
Annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 1999)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
47 600	27 143,24	28 640,28	29 138,57	29 636,86	30 135,15
47 700	27 192,94	28 689,98	29 188,27	29 686,56	30 184,85
47 800	27 242,64	28 739,68	29 237,97	29 736,26	30 234,55
47 900	27 292,33	28 789,38	29 287,67	29 785,96	30 284,25
48 000	27 341,60	28 839,08	29 337,37	29 835,66	30 333,95
48 100	27 389,19	28 888,78	29 387,07	29 885,36	30 383,65
48 200	27 436,79	28 938,48	29 436,77	29 935,06	30 433,35
48 300	27 484,38	28 988,17	29 486,46	29 984,75	30 483,05
48 400	27 531,97	29 037,87	29 536,16	30 034,45	30 532,74
48 500	27 579,57	29 087,57	29 585,86	30 084,15	30 582,44
48 600	27 627,16	29 137,27	29 635,56	30 133,85	30 632,14
48 700	27 674,75	29 186,97	29 685,26	30 183,55	30 681,84
48 800	27 722,34	29 236,67	29 734,96	30 233,25	30 731,54
48 900	27 769,94	29 286,37	29 784,66	30 282,95	30 781,24
49 000	27 817,53	29 336,07	29 834,36	30 332,65	30 830,94
49 100	27 865,12	29 385,77	29 884,06	30 382,35	30 880,64
49 200	27 912,72	29 435,46	29 933,75	30 432,04	30 930,34
49 300	27 960,31	29 485,16	29 983,45	30 481,74	30 980,03
49 400	28 007,90	29 534,86	30 033,15	30 531,44	31 029,73
49 500	28 055,50	29 584,56	30 082,85	30 581,14	31 079,43
49 600	28 103,09	29 634,26	30 132,55	30 630,84	31 129,13
49 700	28 150,68	29 683,96	30 182,25	30 680,54	31 178,83
49 800	28 198,27	29 733,66	30 231,95	30 730,24	31 228,53
49 900	28 245,87	29 783,36	30 281,65	30 779,94	31 278,23
50 000	28 293,46	29 833,06	30 331,35	30 829,64	31 327,93
50 100	28 338,34	29 880,05	30 378,34	30 876,63	31 374,92
50 200	28 383,23	29 927,04	30 425,33	30 923,62	31 421,91
50 300	28 428,11	29 974,03	30 472,32	30 970,61	31 468,90
50 400	28 473,00	30 021,02	30 519,31	31 017,60	31 515,89
50 500	28 517,88	30 068,01	30 566,30	31 064,59	31 562,88

31207

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

**Table des revenus bruts annuels d'emplois
convenables pour l'année 1999**

Avis est donné par les présentes que la Commission de la santé et de la sécurité du travail a adopté le texte définitif du «Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999» qui apparaît ci-dessous.

Ce règlement a été prépublié, conformément à la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), à la page 5294 de la *Gazette officielle du Québec* du 23 septembre 1998 avec avis qu'à l'expiration d'un délai de 45 jours, la Commission de la santé et de la sécurité du travail pourrait en adopter le texte final.

En vertu de l'article 50 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, le «Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999» prend effet le 1^{er} janvier 1999.

*Le président du conseil d'administration
et chef de la direction
de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,*
TREFFLÉ LACOMBE

Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 50)

1. La table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999 est la suivante:

Tranche		Limite inférieure		Limite supérieure
1.	de	15 110 \$	à moins de	16 000 \$
2.	«	16 000 \$	«	18 000 \$
3.	«	18 000 \$	«	21 000 \$
4.	«	21 000 \$	«	24 000 \$
5.	«	24 000 \$	«	27 000 \$
6.	«	27 000 \$	«	30 000 \$
7.	«	30 000 \$	«	33 000 \$
8.	«	33 000 \$	«	36 000 \$
9.	«	36 000 \$	«	39 000 \$
10.	«	39 000 \$	«	42 000 \$
11.	«	42 000 \$	«	45 000 \$
12.	«	45 000 \$	«	48 000 \$
13.	«	48 000 \$	«	50 500 \$
14.	«	50 500 \$	et plus	

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

32106

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

Utilisation de l'expérience

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le « Règlement sur l'utilisation de l'expérience » dont le texte apparaît ci-dessous sera adopté par la Commission, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement permettra de considérer l'expérience d'un premier employeur en matière de coût des lésions professionnelles aux fins d'établir la cotisation d'un second employeur impliqué dans une opération définie dans ce règlement. Cette prise en compte sera possible lorsque le second employeur continue les activités du premier et que le risque de lésions professionnelles de ce premier employeur se retrouve chez le second à la suite d'une opération. Cela permettra, dans l'application des régimes de tarification qui tiennent compte de l'expérience d'un employeur, de donner valeur d'actif à l'expérience de l'entreprise lors d'un changement de propriété.

Ce projet de règlement prévoit également les modalités d'utilisation de l'expérience dans le calcul de la cotisation d'un employeur à la suite d'une opération.

Ce projet de règlement prévoit enfin l'obligation pour un employeur impliqué dans une opération d'en informer la Commission. Cette information pourra être transmise au même moment et par le biais des mêmes formulaires que ceux qui sont actuellement utilisés aux fins de déclarer les salaires des travailleurs de l'employeur ou ses activités.

À ce jour, l'étude du dossier révèle les impacts suivants pour les employeurs concernés:

— la cotisation de l'employeur qui continue les activités d'un autre employeur à la suite d'une opération reflètera mieux le risque véritable de ses activités;

— une plus grande incitation à la prévention et à la réintégration en emploi des travailleurs victimes de lésions professionnelles pour un employeur qui continue les activités d'un autre employeur;

— confère une valeur d'actif au dossier de santé et de sécurité du travail des employeurs leur permettant d'obtenir une juste rétribution de leurs efforts en matière de

prévention des lésions professionnelles et de réintégration des travailleurs victimes de lésions professionnelles lorsque leurs entreprises font l'objet d'une opération.

Toute personne intéressée qui désire formuler des commentaires sur ce projet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Roland Longchamps, vice-président aux finances, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 524, rue Bourdages, Québec (Québec) G1K 7E2.

*Le président du conseil d'administration
et chef de la direction
de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,
TREFFLÉ LACOMBE*

Règlement sur l'utilisation de l'expérience

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 454, al. 1, par. 12.1^o et 12.2^o)

CHAPITRE I DÉCLARATION D'OBJET

1. Le présent règlement a pour objet de prévoir dans quels cas, à quelles conditions et suivant quelles modalités la Commission de la santé et de la sécurité du travail détermine l'expérience d'un employeur afin de refléter le risque auquel sont exposés les travailleurs à la suite d'une opération définie à l'article 2 et de prévoir les modalités particulières de cotisation qui lui sont applicables.

Il a également pour objet de déterminer les normes suivant lesquelles la Commission en est informée.

CHAPITRE II DÉFINITIONS

2. Aux fins de l'article 314.3 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., c. A-3.001) et du présent règlement, est considéré une opération l'acte juridique à la suite duquel le risque assuré d'un premier employeur, le devancier, se retrouve chez un autre employeur, le continuateur, qui continue, en tout ou en partie, les activités du premier. Elle comprend également la fusion à la suite de laquelle le risque assuré des employeurs qui fusionnent, les devanciers, se retrouve chez l'employeur issu de la fusion, le continuateur, qui continue, en tout ou en partie, les activités des employeurs qui fusionnent.

3. Dans le présent règlement, on entend par:

«salaires assurables»: salaires bruts pris en considération, conformément aux articles 289 ou 289.1 de la loi, jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable établi conformément à l'article 66 de cette loi.

CHAPITRE III DISPOSITIONS GÉNÉRALES

4. Aux fins de déterminer l'assujettissement à un taux personnalisé ou à l'ajustement rétrospectif de la cotisation du continuateur et de fixer sa cotisation en vertu du Règlement sur le taux personnalisé adopté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail par sa résolution A-86-98 du 17 septembre 1998 (1998, G.O. 2, 5389) et du Règlement sur l'ajustement rétrospectif de la cotisation adopté par cette Commission par sa résolution A-85-98 du 17 septembre 1998 (1998, G.O. 2, 5470), la Commission utilise, conformément aux règles prévues dans le présent règlement, l'expérience associée au risque de lésions professionnelles du devancier qu'elle assure en regard des activités visées par une opération lorsque ce risque se retrouve chez le continuateur après l'opération.

5. Aux fins du présent règlement, une opération survient à la date à laquelle le continuateur continue en tout ou en partie les activités du devancier, si cette date est différente de celle de l'acte juridique à la suite duquel ces activités sont continuées.

6. Aux fins du présent règlement, les salaires assurables gagnés en regard d'une unité comprennent ceux répartis par la Commission en regard de cette unité conformément au Règlement concernant la classification des employeurs, la déclaration des salaires et les taux de cotisation adopté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail par sa résolution A-73-97 du 16 octobre 1997 (1997, G.O. 2, 6847).

CHAPITRE IV DÉTERMINATION DE L'EXPÉRIENCE ASSOCIÉE AU RISQUE DE LÉSIONS PROFESSIONNELLES UTILISÉE AUX FINS DE L'ASSUJETTISSEMENT À UN TAUX PERSONNALISÉ ET DU CALCUL DE CE TAUX

SECTION I DÉFINITION

7. Dans le présent chapitre, on entend par «Règlement» le Règlement sur le taux personnalisé.

SECTION II**ASSUJETTISSEMENT À UN TAUX PERSONNALISÉ ET DÉTERMINATION DES INDICES DE RISQUE DU CONTINUATEUR**

8. Pour fixer la cotisation du continuateur, la Commission détermine, conformément aux règles prévues dans la présente section, son assujettissement à un taux personnalisé et les indices de risque de premier et de deuxième niveaux qu'elle applique ensuite, conformément au Règlement, aux taux de l'unité selon le risque de premier et de deuxième niveaux pour chacune des unités dans lesquelles il est classé.

§1. Cotisation et assujettissement à un taux personnalisé du continuateur qui débute ses activités à la suite d'une opération

9. Un continuateur qui débute ses activités à la suite d'une opération est assujetti à un taux personnalisé pour l'année où survient cette opération si le devancier était assujetti, pour cette année, à un tel taux conformément au Règlement. Les indices de risque de premier et de deuxième niveaux qui servent, le cas échéant, à fixer ce taux personnalisé sont ceux applicables à ce devancier à la date où survient l'opération.

Pour les années subséquentes, son assujettissement à un taux personnalisé et ses indices de risque de premier et de deuxième niveaux sont déterminés conformément au Règlement en ajoutant cependant l'expérience et l'expérience attendue du devancier pour toute période antérieure à la date où survient l'opération et comprise dans les périodes de référence afférentes au premier et au deuxième niveaux. Cependant, lorsqu'un devancier était partie à une entente visée par le Règlement-cadre concernant les ententes relatives au regroupement d'employeurs aux fins de l'assujettissement à des taux personnalisés et aux modalités de calcul de ces taux approuvé par le décret 1296-97 du 1^{er} octobre 1997, son expérience et son expérience attendue comprennent, pour la période allant de la date où survient cette opération jusqu'à la fin de l'année où elle survient, l'expérience et l'expérience attendue de la mutuelle de prévention dont il était membre pour cette année.

§2. Cotisation et assujettissement à un taux personnalisé du continuateur qui était un employeur avant la date où survient une opération

10. Un continuateur qui était un employeur avant la date où survient une opération est assujetti à un taux personnalisé pour l'année où elle survient, si lui ou le devancier était assujetti à un tel taux, conformément au Règlement, à la date où survient l'opération.

Les indices de risque de premier et de deuxième niveaux alors applicables au continuateur à compter de la date où survient l'opération correspondent respectivement à la moyenne pondérée établie conformément à la section III de l'indice de risque de premier niveau du continuateur et de celui du devancier, et à la moyenne pondérée établie conformément à cette même section de l'indice de risque de deuxième niveau de ce continuateur et de celui du devancier déterminés conformément au Règlement.

Les indices de risque de premier et de deuxième niveaux d'un employeur qui n'était pas assujetti à un taux personnalisé avant l'opération sont égaux à 1.

11. Pour chaque année subséquente, l'assujettissement à un taux personnalisé et les indices de risque de premier et de deuxième niveaux du continuateur visé à l'article 10 sont déterminés selon la méthode suivante:

1° déterminer l'assujettissement à un taux personnalisé et, le cas échéant, ses indices de risque de premier et de deuxième niveaux conformément au Règlement. Ces indices sont égaux à 1, s'il ne peut être assujetti pour cette année à un taux personnalisé;

2° déterminer de nouveau cet assujettissement et, le cas échéant, les indices de risque de premier et de deuxième niveaux de ce continuateur conformément au Règlement en utilisant cependant, pour toute période antérieure à la date où survient l'opération et comprise dans les périodes de référence afférentes au premier et au deuxième niveaux, l'expérience et l'expérience attendue du devancier. Cependant, lorsqu'un devancier était partie à une entente visée par le Règlement-cadre concernant les ententes relatives au regroupement d'employeurs aux fins de l'assujettissement à des taux personnalisés et aux modalités de calcul de ces taux, son expérience et son expérience attendue comprennent, pour la période allant de la date où survient cette opération jusqu'à la fin de l'année où elle survient, l'expérience et l'expérience attendue de la mutuelle de prévention dont il était membre pour cette année.

Ces indices sont égaux à 1, s'il ne peut être assujetti pour l'année de cotisation à un taux personnalisé en vertu du présent paragraphe;

3° si le continuateur est assujetti à un taux personnalisé en vertu des paragraphes 1° ou 2°, déterminer la moyenne pondérée, conformément à la section III, de l'indice de risque de premier niveau déterminé conformément au paragraphe 1° et de celui établi conformément au paragraphe 2° et déterminer la moyenne pondérée, conformément à cette même section, de l'indice de risque de deuxième niveau déterminé conformé-

ment au paragraphe 1^o et de celui déterminé conformément au paragraphe 2^o.

12. Lorsque le devancier ne fournit pas à la Commission les données qui le concernent et qui permettent de déterminer les indices de risque de premier et de deuxième niveaux du continuateur conformément aux articles 10 et 11, ces indices sont déterminés conformément aux articles 13 et 14.

Dans l'application de ces articles, les indices de risque de premier et de deuxième niveaux d'un continuateur ou d'un devancier sont égaux à 1 s'il ne peut être assujéti pour une année à un taux personnalisé conformément au Règlement ou, le cas échéant, conformément à la méthode prévue au paragraphe 2^o de l'article 11.

13. Pour l'année où survient l'opération, lorsque l'indice de risque de deuxième niveau applicable au continuateur à la date où survient l'opération est égal ou supérieur à l'indice de risque de deuxième niveau applicable au devancier à cette date, les indices de risque de premier et de deuxième niveaux alors applicables au continuateur à compter de la date où survient l'opération correspondent à ceux qui lui étaient applicables avant cette date.

Lorsque l'indice de risque de deuxième niveau applicable au devancier avant la date où survient l'opération est supérieur à l'indice de risque de deuxième niveau applicable au continuateur avant cette date, les indices de risque de premier et de deuxième niveaux alors applicables au continuateur à compter de la date où survient l'opération correspondent respectivement à la moyenne pondérée, conformément à la section III, de l'indice de risque de premier niveau applicable au continuateur avant la date où survient cette opération et de celui du devancier applicable avant cette date et à la moyenne pondérée, conformément à cette même section, de l'indice de risque de deuxième niveau applicable au continuateur avant la date où survient cette opération et de celui du devancier applicable avant cette date.

14. Pour chaque année subséquente, les indices de risque de premier et de deuxième niveaux applicables au continuateur visé par le premier alinéa de l'article 13 sont calculés conformément au Règlement.

Lorsque le continuateur est visé par le deuxième alinéa de l'article 13, l'article 11 lui est alors applicable aux fins de déterminer ses indices de risque de premier et de deuxième niveaux sans toutefois tenir compte de l'expérience et de l'expérience attendue du devancier pour l'année où survient l'opération.

15. Les articles 10 et 13 ne s'appliquent pas au continuateur assujéti à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation pour l'année où survient l'opération sauf s'il en fait la demande avant la date où survient cette opération. Une telle demande devient alors irrévocable à compter de cette date.

16. Aux fins des sous-sections 1 et 2, si des opérations surviennent simultanément, celles-ci sont traitées comme s'il s'agissait d'opérations successives. Dans un tel cas, lorsqu'un continuateur est visé par l'article 9, une seule de ces opérations est traitée conformément à cet article et il se voit alors appliquer les règles prévues par la sous-section 2 pour les autres opérations.

§3. Cotisation et assujétissement à un taux personnalisé du continuateur à la suite d'une fusion

17. Lorsque l'opération consiste en une fusion, le continuateur est assujéti à un taux personnalisé pour chaque unité dans laquelle il est classé pour l'année où elle survient, si au moins un des devanciers parties à la fusion était assujéti à un tel taux conformément au Règlement.

Les indices de risque de premier et de deuxième niveaux alors applicables au continuateur à compter de la date où survient l'opération correspondent respectivement à la moyenne pondérée, conformément à la section III, des indices de risque de premier niveau des devanciers et à la moyenne pondérée de leurs indices de risque de deuxième niveau calculés pour cette année conformément au Règlement.

Les indices de risque de premier et de deuxième niveaux d'un devancier qui n'était pas assujéti à un taux personnalisé avant l'opération sont égaux à 1.

18. Pour chaque année subséquente, l'assujétissement à un taux personnalisé et les indices de risque de premier et de deuxième niveaux du continuateur visé à l'article 17 sont déterminés selon la méthode suivante:

1^o déterminer, en fonction de chaque devancier, l'assujétissement à un taux personnalisé et, le cas échéant, des indices de risque de premier et de deuxième niveaux du continuateur conformément au Règlement en utilisant cependant, pour toute période antérieure à la date où survient l'opération et comprise dans les périodes de référence afférentes au premier et au deuxième niveaux, l'expérience et l'expérience attendue du devancier. Lorsque le continuateur ne peut être assujéti pour une année à la suite de l'une ou l'autre de ces déterminations, les indices de risque de premier et de deuxième niveau du continuateur correspondant à cette détermination sont égaux à 1;

2^o si pour cette année subséquente, le continuateur est assujéti à un taux personnalisé pour au moins une des déterminations faites en vertu du paragraphe 1^o, déterminer la moyenne pondérée, conformément à la section III, des indices de risque de premier niveau déterminés conformément à ce paragraphe et déterminer la moyenne pondérée, conformément à cette même section, des indices de risque de deuxième niveau déterminés conformément à ce même paragraphe.

SECTION III MÉTHODE DE PONDÉRATION

19. La pondération prévue aux articles 10 et 11 et au deuxième alinéa de l'article 13 s'effectue, sous réserve des exceptions prévues aux articles 21 à 25, en fonction de la cotisation selon le risque du continuateur évaluée au taux de l'unité pour l'année qui précède celle où survient l'opération et de la cotisation selon le risque du devancier évaluée au taux de l'unité pour cette année.

La pondération prévue aux articles 17 et 18 s'effectue, sous réserve des exceptions prévues aux articles 21 à 25 et en y faisant les adaptations nécessaires, en fonction de la cotisation selon le risque de chaque devancier évaluée au taux de l'unité pour l'année qui précède celle où survient l'opération.

20. Aux fins du présent règlement, la cotisation selon le risque évaluée au taux de l'unité correspond au produit obtenu en multipliant la partie du taux général de l'unité dans laquelle est classé l'employeur pour l'année à laquelle elle se rapporte qui correspond aux besoins financiers que la Commission de la santé et de la sécurité du travail répartit selon le risque de premier ou de deuxième niveau lors de la fixation de ce taux en vertu de l'article 304 de la loi, par les salaires assurables gagnés par ses travailleurs en regard de cette unité.

Cependant, sauf dans le cas visé au deuxième alinéa de l'article 13, lorsqu'un continuateur ne continue qu'en partie les activités du devancier, la cotisation selon le risque du devancier évaluée au taux de l'unité est obtenue en utilisant les salaires assurables gagnés par ses travailleurs en regard de ces activités et les taux des unités qui correspondent à ces activités.

Aux fins de l'opération visée au premier alinéa, si un continuateur ou un devancier est classé dans plusieurs unités, la somme des résultats obtenus pour chacune de ces unités est prise en compte.

21. Aux fins de la présente section, lorsqu'un devancier ou un continuateur a été impliqué dans une autre opération entre le 1^{er} janvier de l'année qui précède celle où survient l'opération et la date où elle survient, sa

cotisation selon le risque évaluée au taux de l'unité pour l'année qui précède celle où survient l'opération est augmentée de la cotisation selon le risque évaluée au taux de l'unité du devancier dans cette autre opération, pour la période du 1^{er} janvier de l'année qui précède celle de l'opération jusqu'à la date où survient cette autre opération ou au plus tard le 31 décembre de cette année.

22. Lorsque le devancier ou le continuateur n'est pas classé dans la ou les mêmes unités pour l'année qui précède celle où survient l'opération et pour celle où survient l'opération en raison d'une modification dans la nature de ses activités, la moyenne pondérée des indices de risque de premier et de deuxième niveaux du continuateur est basée sur sa cotisation selon le risque évaluée au taux de l'unité pour la période allant du 1^{er} janvier de l'année où survient cette opération jusqu'à la date où elle survient et sur la cotisation selon le risque du devancier évaluée au taux de l'unité pour cette même période.

23. Lorsque le devancier ou le continuateur a débuté ses activités dans la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin de l'année qui précède l'année où survient l'opération sans que l'article 9 trouve alors application, la moyenne pondérée des indices de risque de premier et de deuxième niveaux du continuateur est basée sur sa cotisation selon le risque évaluée au taux de l'unité et sur la cotisation selon le risque du devancier évaluée au taux de l'unité pour la période durant laquelle le continuateur et le devancier étaient tous deux employeurs dans l'année qui précède l'année où survient l'opération.

24. Lorsque le devancier ou le continuateur a débuté ses activités après le 30 juin de l'année qui précède l'année où survient l'opération sans que l'article 9 trouve alors application, la moyenne pondérée des indices de risque de premier et de deuxième niveaux du continuateur est basée sur sa cotisation selon le risque évaluée au taux de l'unité et sur la cotisation selon le risque du devancier évaluée au taux de l'unité pour la période durant laquelle le continuateur et le devancier étaient tous deux employeurs dans l'année qui précède celle où survient l'opération et dans l'année où elle survient mais jusqu'à la date où elle est survenue.

25. Lorsque le devancier ou le continuateur a débuté ses activités après le 1^{er} janvier de l'année qui précède l'année où survient l'opération à la suite d'une autre opération à laquelle s'appliquait l'article 9, la moyenne pondérée des indices de risque de premier et de deuxième niveaux du continuateur est basée sur sa cotisation selon le risque évaluée au taux de l'unité pour l'année qui précède l'année où survient cette opération augmentée,

le cas échéant, de la cotisation selon le risque du devancier impliqué dans cette autre opération évaluée au taux de l'unité, pour la période du 1^{er} janvier de l'année où survient cette opération jusqu'à la date de cette autre opération et sur la cotisation selon le risque du devancier évaluée au taux de l'unité pour cette année augmentée, le cas échéant, de la cotisation selon le risque du devancier impliqué dans cette autre opération évaluée au taux de l'unité, pour la période du 1^{er} janvier de l'année où survient cette autre opération jusqu'à la date de cette autre opération.

SECTION IV DÉTERMINATION DU TAUX PERSONNALISÉ DU CONTINUATEUR

26. Les indices de risque de premier et de deuxième niveaux d'un continuateur assujéti à un taux personnalisé conformément aux règles prévues dans le présent règlement, calculés conformément aux sections II et III, sont réputés être ceux déterminés conformément au Règlement et servent à fixer le taux personnalisé applicable aux salaires assurables gagnés par ses travailleurs à compter de la date où survient l'opération en regard de chaque unité dans laquelle il est classé.

CHAPITRE V EXPÉRIENCE APPLICABLE AUX FINS DE DÉTERMINER L'ASSUJETTISSEMENT À L'AJUSTEMENT RÉTROSPECTIF DE LA COTISATION DU CONTINUATEUR ET DE FIXER SA COTISATION

SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

27. Les règles prévues au Règlement sur l'ajustement rétrospectif de la cotisation s'appliquent en tenant compte des règles particulières prévues dans le présent chapitre aux fins de déterminer l'assujettissement à l'ajustement rétrospectif de la cotisation du continuateur et de fixer sa cotisation en vertu de ce règlement.

SECTION II DÉFINITIONS

28. Dans le présent chapitre, on entend par:

«Règlement»: Règlement sur l'ajustement rétrospectif de la cotisation;

«taux selon le risque de l'unité»: le taux selon le risque de l'unité défini à l'article 4 du Règlement.

SECTION III COTISATION ET ASSUJETTISSEMENT DU CONTINUATEUR À L'AJUSTEMENT RÉTROSPECTIF DE LA COTISATION À LA SUITE D'UNE OPÉRATION LORSQUE LE DEVANCIER ÉTAIT ASSUJETTI OU AVAIT DEMANDÉ À L'ÊTRE ET QUE LE CONTINUATEUR NE L'ÉTAIT PAS ET N'A PAS DEMANDÉ À L'ÊTRE POUR L'ANNÉE OÙ ELLE SURVIENT

29. Lorsque le continuateur n'est pas assujéti, en vertu de l'article 4 du Règlement, à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation pour l'année de cotisation où survient l'opération et qu'il n'a pas demandé à l'être en vertu de l'article 5 de ce règlement pour cette année, mais que le devancier était assujéti ou avait demandé à l'être pour cette année, le continuateur est assujéti à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation si le produit obtenu en multipliant les salaires assurables gagnés par ses travailleurs pour la période allant de la date où survient l'opération jusqu'au 31 décembre de l'année où elle survient par le taux selon le risque de l'unité dans laquelle il est classé pour cette période est au moins égal au seuil d'assujettissement de cette année.

30. Le continuateur visé à l'article 29 peut cependant demander que son assujettissement à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation soit plutôt déterminé conformément à l'article 4 du Règlement si le devancier fournit à la Commission les salaires assurables gagnés par ses travailleurs pour l'année où survient l'opération et les deux années qui la précèdent en regard des activités qui font l'objet de l'opération et si cette demande est faite avant la date où survient l'opération. Dans un tel cas, les salaires assurables gagnés par ses travailleurs au cours de l'année antérieure à celle qui précède l'année de cotisation comprennent les salaires assurables gagnés par les travailleurs du devancier pour cette année en regard des activités qui ont fait l'objet de l'opération.

31. Le continuateur visé par les articles 29 ou 30 est réputé avoir choisi la limite applicable au devancier sauf s'il fait parvenir à la Commission l'avis de choix de limite prévu à l'article 16 du Règlement au plus tard à la date où survient l'opération. Cet avis devient alors irrévocable à compter de cette date.

32. La Commission ajuste rétrospectivement la partie de la cotisation du continuateur assujéti à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation en vertu des articles 29 ou 30, qui se rapporte à la période allant de la date où survient l'opération jusqu'au 31 décembre de cette année, conformément au Règlement et en y faisant les adaptations nécessaires. Le cas échéant, le taux personnalisé qui lui est applicable, pour cette partie d'année, est alors calculé en faisant les ajustements prévus à l'article 29 du Règlement sur le taux personnalisé.

33. Pour chacune des deux années de cotisation subséquentes à l'année où survient l'opération, le continuateur visé à l'article 29 est assujéti à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation si le produit obtenu en multipliant les salaires assurables gagnés par ses travailleurs pour une telle année subséquente par le taux selon le risque de l'unité dans laquelle il est classé pour cette année est au moins égal au seuil d'assujétissement de cette année.

Cependant, lorsque ce continuateur a fait une demande conformément à l'article 30, il est plutôt assujéti à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation pour chacune des deux années de cotisation subséquentes s'il répond aux conditions d'assujétissement prévues au Règlement. Dans un tel cas, les salaires assurables gagnés par ses travailleurs au cours de l'année antérieure à celle qui précède l'année de cotisation comprennent les salaires assurables gagnés par les travailleurs du devancier pour cette année en regard des activités qui ont fait l'objet de l'opération.

34. Si des opérations surviennent simultanément et que les limites de prise en charge applicables aux devanciers conformément à l'article 16 du Règlement sont différentes, le continuateur est réputé avoir choisi la limite applicable au devancier dont la cotisation selon le risque évaluée au taux de l'unité est la plus élevée pour l'année antérieure à celle qui précède l'année où survient l'opération.

SECTION II COTISATION ET ASSUJÉTISSEMENT DU CONTINUATEUR À L'AJUSTEMENT RÉTROSPECTIF DE SA COTISATION LORSQUE L'OPÉRATION CONSISTE EN UNE FUSION

35. Lorsque l'opération consiste en une fusion et qu'au moins un devancier est assujéti à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation en vertu de l'article 4 du Règlement pour l'année où survient cette opération et qu'il n'a pas demandé que son assujétissement pour cette année soit déterminé de nouveau en vertu de l'article 6 de ce règlement, le continuateur est assujéti à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation.

36. Lorsqu'une telle opération survient et que tous les devanciers assujétis à l'ajustement rétrospectif de leur cotisation en vertu de l'article 4 du Règlement pour l'année où survient cette opération ont demandé que leur assujétissement pour cette année soit déterminé de nouveau en vertu de l'article 6 de ce règlement, mais qu'au moins un autre devancier a demandé à l'être en vertu de l'article 5 du Règlement pour cette année, le continuateur est assujéti à l'ajustement rétrospectif de la cotisation s'il répond aux conditions d'assujétissement

prévues à cet article 5. Dans un tel cas, la Commission tient toutefois compte, aux fins de cet article 5, des salaires assurables gagnés par ses travailleurs et de ceux gagnés par tous les travailleurs des devanciers qui sont assujétis à l'ajustement rétrospectif de leur cotisation ou qui ont demandé à l'être pour cette année, déclarés pour les années visées par cet article en regard de l'unité dans laquelle ces devanciers sont classés pour ces années de cotisation. Les taux selon le risque de ces unités sont utilisés en regard de ces salaires pour obtenir les produits visés aux paragraphes 1^o et 2^o de cet article 5.

37. Lorsqu'une telle opération survient alors qu'aucun devancier n'a demandé à être assujéti à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation en vertu de l'article 5 du Règlement pour l'année où survient cette opération et que tous les devanciers assujétis à cet ajustement pour cette année ont demandé que leur assujétissement soit déterminé de nouveau en vertu de l'article 6 de ce règlement, le continuateur est assujéti à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation et cet assujétissement est déterminé de nouveau en vertu de cet article 6. Dans un tel cas, la Commission tient toutefois compte des salaires assurables gagnés par ses travailleurs et de ceux gagnés par tous les travailleurs des devanciers assujétis à l'ajustement rétrospectif de leur cotisation pour cette année, déclarés pour l'année de cotisation où survient l'opération en regard de l'unité dans laquelle ces devanciers sont classés pour cette année. Les taux selon le risque de ces unités sont utilisés en regard de ces salaires pour obtenir le produit visé au paragraphe 1^o de l'article 5 du Règlement.

38. Aux fins de la présente section, lorsque les limites applicables aux devanciers conformément à l'article 16 du Règlement sont différentes, le continuateur est réputé avoir choisi la limite applicable au devancier dont la cotisation selon le risque évaluée au taux de l'unité est la plus élevée pour l'année antérieure à celle qui précède l'année où survient l'opération.

39. Lorsque le continuateur est assujéti à l'ajustement rétrospectif de la cotisation pour l'année où survient l'opération en vertu des règles prévues dans la présente section, la cotisation du continuateur et des devanciers assujétis à cet ajustement ou qui ont demandé à l'être pour cette année est ajustée rétrospectivement conformément au Règlement comme s'ils étaient un seul employeur.

Cependant, la cotisation du continuateur pour la période antérieure à la date où survient l'opération qui concerne un devancier qui n'était pas assujéti à l'ajustement rétrospectif de la cotisation ou qui n'avait pas demandé à l'être est celle fixée au taux qui était applicable à ce devancier avant cette date.

40. Pour les années de cotisation subséquentes, le continuateur est assujéti à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation s'il répond aux conditions d'assujétissement prévues au Règlement. Dans ce cas, les salaires assurables gagnés par ses travailleurs pour l'année antérieure à celle qui précède l'année de cotisation incluent ceux gagnés par les travailleurs des devanciers en regard de leurs activités auxquels est appliqué le taux selon le risque de l'unité en regard de laquelle ils ont été déclarés conformément à la loi.

CHAPITRE VI AVIS À LA COMMISSION

41. Le continuateur qui débute ses activités à la suite d'une opération en informe la Commission au plus tard au moment où il lui transmet les renseignements prévus au deuxième alinéa de l'article 290 de la loi. Dans les autres cas, le continuateur en informe la Commission au plus tard au moment où il transmet l'état prévu à l'article 292 de la loi.

Un continuateur doit alors, en outre de l'identité du devancier, indiquer la date où survient cette opération et, le cas échéant, s'il s'agit d'une fusion.

CHAPITRE VII DISPOSITION TRANSITOIRE ET FINALE

42. Pour l'année 1998, la cotisation selon le risque évaluée au taux de l'unité visée à l'article 20, correspond au produit obtenu en multipliant la partie du taux général de l'unité dans laquelle est classé l'employeur pour l'année à laquelle elle se rapporte qui correspond aux besoins financiers que la Commission de la santé et de la sécurité du travail répartit selon le risque lors de la fixation de ce taux en vertu de l'article 304 de la loi, par les salaires assurables gagnés par ses travailleurs en regard de cette unité.

43. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

31208

A.M., 1998

Arrêté du ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie sur les concours pour les Prix du Québec dans le domaine scientifique, en date du 22 septembre 1998

Loi sur les concours artistiques, littéraires et scientifiques
(L.R.Q., c. C-51)

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 1 de la Loi sur les concours artistiques, littéraires et scientifiques (L.R.Q., c. C-51) il est loisible au ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie d'instituer des concours scientifiques annuels et d'en fixer les conditions;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 4 de cette loi, les conditions de chaque concours doivent être publiées en temps utile à la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'il y a lieu de remplacer l'arrêté ministériel 1-92 de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science sur les concours pour les Prix du Québec dans le domaine scientifique, adopté le 9 septembre 1992;

EN CONSÉQUENCE, le ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie édicte le concours ci-annexé.

Québec, le 22 septembre 1998

*Le ministre d'État de l'Économie et des Finances
et ministre de l'Industrie, du Commerce,
de la Science et de la Technologie,*
BERNARD LANDRY

Concours pour les Prix du Québec dans le domaine scientifique

SECTION I NATURE DES PRIX CONCERNÉS

1. Le ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie institue cinq concours aux fins d'attribuer, annuellement, cinq prix dans le domaine scientifique.

Chacun de ces prix constitue la plus haute distinction décernée par le gouvernement du Québec pour rendre hommage à un scientifique qui s'est distingué par une carrière remarquable dans son domaine d'activités.

Ces cinq prix sont:

- 1^o le prix Marie-Victorin;
- 2^o le prix Léon-Gérin;
- 3^o le prix Wilder-Penfield;
- 4^o le prix Armand-Frappier;
- 5^o le prix Lionel-Boulet.

2. Le prix Marie-Victorin s'adresse aux chercheurs oeuvrant dans le domaine des sciences pures et appliquées, mais dont les travaux ne relèvent pas du domaine biomédical.

Les disciplines reconnues aux fins de l'attribution de ce prix sont les sciences exactes et naturelles, les sciences de l'ingénierie et technologiques et les sciences agricoles.

3. Le prix Léon-Gérin s'adresse aux chercheurs oeuvrant dans le domaine des sciences humaines et sociales.

4. Le prix Wilder-Penfield s'adresse aux chercheurs oeuvrant dans le domaine biomédical.

Les disciplines reconnues aux fins de l'attribution de ce prix sont les sciences médicales, les sciences naturelles et les sciences de l'ingénierie.

5. Le prix Armand-Frappier s'adresse aux personnes qui ont mené une carrière en recherche et qui ont contribué au développement d'une institution de recherche ou qui se sont consacrées à l'administration ou à la promotion de la recherche et qui, de ce fait, ont su favoriser la relève scientifique et susciter l'intérêt de la population pour la science et la technologie.

Toutes les disciplines sont reconnues aux fins de ce prix.

6. Le prix Lionel-Boulet s'adresse aux chercheurs oeuvrant dans le domaine industriel.

Toutes les disciplines sont reconnues aux fins de ce prix.

SECTION II CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

7. Pour être admissible à un concours, une personne doit posséder la citoyenneté canadienne et avoir fait carrière au Québec.

8. Un membre d'un jury ne peut être admissible à un concours au cours de l'année où il fait partie de ce jury.

9. Une personne ne peut présenter elle-même sa candidature.

Toute candidature doit être accompagnée d'un dossier comprenant une lettre de présentation, un *curriculum vitae* à jour et trois lettres de recommandation d'experts dans la discipline qui décrivent les raisons pour lesquelles le candidat devrait recevoir le prix.

10. Un prix doit être attribué au cours d'une année à une seule personne à moins que le jury ne décide de l'attribuer à des personnes qui ont réalisé une œuvre conjointe.

11. Une personne ne peut recevoir le même prix plus d'une fois ni plus d'un prix la même année.

Elle peut toutefois se voir attribuer, au cours de sa carrière, des prix différents pour des contributions distinctes.

12. Un prix ne peut être attribué à titre posthume.

SECTION III COMPOSITION ET FONCTIONS DU JURY

13. Chaque année, le ministre constitue un jury pour chacun des concours. Il en nomme les membres et désigne le président.

Un jury est composé de cinq membres.

Le quorum pour la tenue d'une réunion d'un jury est de quatre membres.

Toute personne qui a proposé ou soutenu une candidature ne peut être membre d'un jury.

Les frais de voyage et de séjour, engagés par un membre d'un jury à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sont remboursés par le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, conformément aux Règles sur les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires, C.T. 170100 du 10 mars 1989, tel qu'elles se lisent au moment où elles sont appliquées.

14. Le jury de chacun des concours a pour fonction de choisir, s'il le juge à propos, le lauréat du prix correspondant à ce concours.

SECTION IV CHOIX DES LAURÉATS

15. La décision du jury est rendue par écrit à la majorité des voix des membres. Elle doit être motivée, datée et signée par les membres qui l'ont rendue.

16. Si le jury décide, une année, de ne pas attribuer le prix, il doit rendre sa décision de la façon prévue à l'article 15.

17. Les délibérations du jury sont confidentielles.

18. La décision du jury a effet à compter de la date qu'elle porte.

19. Le secrétaire doit transmettre au ministre la décision du jury dans les 30 jours qui suivent la date où elle a été rendue.

20. Le ministre rend publique au plus tard le 30 novembre de chaque année la décision du jury.

21. Chaque lauréat reçoit:

1. une somme de 30 000 \$, non imposable;
2. une médaille, gravée à son nom, créée par un artiste professionnel québécois, dont un double non gravé est remis au Musée du Québec;
3. un certificat calligraphié sur papier parchemin.

SECTION V ADMINISTRATION DES CONCOURS

22. Le secrétaire de chacun des concours est le directeur de la Direction de la diffusion scientifique et technologique du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie ou toute personne qu'il nomme à cette fin.

23. Le secrétaire convoque les réunions des jurys en transmettant à chacun des membres un avis écrit au moins un jour franc avant la tenue des réunions.

Le secrétaire assiste aux réunions, en rédige les procès-verbaux et transmet la décision des jurys et copie de ses procès-verbaux au ministre.

Le secrétaire n'a pas droit de vote aux réunions des jurys.

24. Le présent concours remplace celui édicté par l'arrêté ministériel 1-92 de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science sur les concours pour les Prix du Québec dans le domaine scientifique adopté le 9 septembre 1992.

25. Le présent concours entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

31204

Projets de règlement

Projet de règlement

Loi sur les décrets de convention collective
(L.R.Q., c. D-2)

Enlèvement des déchets solides — Modifications

Avis est donné par les présentes que le ministre du Travail a reçu une demande de modifications du Décret sur l'enlèvement des déchets solides de la région de Montréal (R.R.Q., 1981, c. D-2, r. 29) des parties contractantes visées par ce décret et que, conformément à l'article 5 de la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., c. D-2) et aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), le «Décret modifiant le Décret sur l'enlèvement des déchets solides de la région de Montréal», dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à actualiser certaines conditions de travail inchangées depuis le 17 août 1995.

Pour ce faire, il propose de changer le nom de l'une des parties contractantes patronales, d'introduire la définition de semaine, d'étaler sur au plus six jours du lundi au samedi la semaine normale de travail, de faire la concordance avec la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., c. N-1.1) quant à la durée de la semaine normale de travail, d'augmenter le salaire horaire minimal de 0,80 \$/heure, à compter de l'entrée en vigueur du décret et enfin, d'augmenter la prime mensuelle de l'employeur pour le régime d'assurance collective de 5,00 \$ à compter de l'entrée en vigueur du décret.

Ce projet fait présentement l'objet d'une étude d'impact économique qui s'inscrit dans le cadre des modifications apportées à la Loi sur les décrets de convention collective.

La période de consultation viendra préciser la portée des impacts des modifications recherchées. Selon le rapport annuel 1997 du Comité paritaire des boueurs de la région de Montréal, ce décret assujettit 224 employeurs, 13 artisans et 1 320 salariés.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à Mme Michèle Poitras, Direction des décrets, ministère du Travail, 200, chemin Sainte-Foy,

6^e étage, Québec (Québec) G1R 5S1 (téléphone: 418-646-2631; télécopieur: 418-528-0559).

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, au sous-ministre du Travail, 200, chemin Sainte-Foy, 6^e étage, Québec (Québec) G1R 5S1.

Le sous-ministre du Travail,
RÉAL MIREAULT

Décret modifiant le Décret sur l'enlèvement des déchets solides de la région de Montréal *

Loi sur les décrets de convention collective
(L.R.Q., c. D-2, a. 2 et 6.1)

1. Le premier « Attendu » du Décret sur l'enlèvement des déchets solides de la région de Montréal est modifié par le remplacement du nom « L'Association des entrepreneurs de services en environnement du Québec Inc. » par le nom « RÉSEAU environnement Inc. ».

2. L'article 3.01 de ce décret est remplacé par le suivant:

« **3.01.** La semaine normale de travail est de 42 heures étalées sur au plus 6 jours, du lundi au samedi sauf si dans ces 6 jours le salarié n'a pu compléter sa semaine de 42 heures. Elle est réduite à 41 heures à compter du 1^{er} octobre 1999 et à 40 heures à compter du 1^{er} octobre 2000. ».

3. L'article 5.05 de ce décret est remplacé par le suivant:

« **5.05.** Le salarié appelé à travailler le dimanche reçoit au moins une rémunération équivalente à 4,5 fois la rémunération horaire majorée en vertu de l'article 4.02 qu'il reçoit durant une journée normale de travail, sauf lorsqu'il complète sa journée normale de travail du samedi. ».

* La dernière modification au Décret sur l'enlèvement des déchets solides de la région de Montréal (R.R.Q., 1981, c. D-2, r. 29) a été apportée par le règlement édicté par le décret 757-98 du 3 juin 1998 (1998, G.O. 2, 3067). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 1998, à jour au 1^{er} septembre 1998.

4. L'article 6.01 de ce décret est remplacé par le suivant:

«**6.01.** Le salaire horaire minimal est le suivant:

À compter du
(*Insérer ici la date*
de l'entrée en vigueur
du présent décret)

1^o SALARIÉ À TEMPS PLEIN:

a) chauffeur:	
i. camion auto-chargeur	16,90 \$;
ii. camion à chargement latéral	17,79 \$;
iii. autre véhicule	16,69 \$;
b) aide	16,37 \$;

2^o SALARIÉ À TEMPS PARTIEL:

a) chauffeur de camion toute catégorie	16,11 \$;
b) aide	15,83 \$.

5. L'article 6.03 de ce décret est modifié par le remplacement de « 5 h » par « 3 h ».

6. L'article 7.02 de ce décret est remplacé par le suivant:

«**7.02.** À compter du (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent décret*), l'employeur verse à chaque mois au Comité paritaire des boueurs de la région de Montréal une prime de 52,00 \$ pour chaque salarié assurable selon le régime d'assurance collective adopté par les parties contractantes et administré par ce comité.»

7. L'article 8.04 de ce décret est remplacé par le suivant:

«**8.04.** L'indemnité applicable à un jour férié est payable au salarié qui a travaillé ce jour férié, à la demande de son employeur. Elle est aussi payable au salarié qui a travaillé le jour ouvrable qui précède ce jour férié et celui qui le suit et la journée même de ramassage doublée en raison du jour férié.»

8. L'article 8.05 de ce décret est modifié par la suppression, au paragraphe 1^o, des mots « un samedi ou ».

9. L'article 10.03 de ce décret est modifié par le remplacement des mots «qui tombe un jour ouvrable» par les mots « si ce jour est un jour de travail pour lui ».

10. L'article 13.01 de ce décret est remplacé par le suivant:

«**13.01.** Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 2000. Par la suite, il se renouvelle automatiquement d'année en année à moins que l'une des parties contractantes ne s'y oppose par un avis écrit transmis au ministre du Travail et aux autres parties contractantes au cours du mois de septembre de l'année 1999 et au cours du mois de septembre de toute année subséquente.»

11. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

31180

Conseil du trésor

Gouvernement du Québec

C.T. 192648, 17 novembre 1998

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires
(L.R.Q., c. R-12)

Partage et cession des droits accumulés — Modifications

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 8.2° à 8.6° de l'article 109 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12) le gouvernement peut, après consultation par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances auprès du Comité de retraite, édicter un règlement sur les matières qui y sont énoncées;

ATTENDU QUE le gouvernement, pour donner suite aux paragraphes 8.2° à 8.6° de cet article, a édicté le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires par la décision du Conseil du trésor C.T. 176507 du 19 mars 1991, modifié par le règlement édicté par la décision du Conseil du trésor C.T. 187713 du 29 août 1995;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement afin de prévoir certaines modifications pour faciliter l'application de ce règlement suite à l'adoption, le 15 décembre 1995, du chapitre 70 des lois du Québec de 1995 et à l'édition du Règlement sur l'application du Titre IV.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, par le décret 690-96 du 12 juin 1996, qui a effet depuis le 1^{er} janvier 1996;

ATTENDU QUE l'article 66 du chapitre 70 des lois du Québec de 1995 prévoit que le premier règlement pris après le 31 décembre 1995 et modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires peut, s'il en dispose ainsi, avoir effet à compter de toute date non antérieure au 1^{er} janvier 1996 s'il a pour effet de donner suite à une modification découlant de cette loi;

ATTENDU QUE le Comité de retraite constitué au sein de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances a été consulté;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 22 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), le Conseil du trésor exerce les pouvoirs qui sont conférés au gouvernement en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires;

ATTENDU QUE conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de règlement a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 19 mars 1997 avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'à la suite de cette publication, aucun commentaire n'a été formulé;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, annexé à la présente décision, soit édicté.

Le greffier du Conseil du trésor,
ALAIN PARENTEAU

Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires*

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires
(L.R.Q., c. R-12, a. 109, par. 8.2° à 8.6°)

1. Le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la

* La dernière modification au Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, édicté par la décision du Conseil du trésor 176507 du 19 mars 1991 (1991, *G.O.* 2, 1818), a été apportée par le règlement édicté par la décision du Conseil du trésor 187713 du 29 août 1995 (1995, *G.O.* 2, 4126).

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires est modifié par l'insertion, au début du paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 1, de ce qui suit: «une confirmation écrite d'un médiateur accrédité à l'effet qu'il a obtenu un mandat dans le cadre d'une médiation familiale ou,».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 3, du paragraphe suivant:

«1.1^o lorsque le fonctionnaire a cessé de participer au régime après le 31 décembre 1995 alors qu'il avait droit à une pension réduite et qu'à la date d'évaluation une telle pension ne lui était pas encore versée, les droits accumulés sont réputés correspondre à une pension payable à la date la plus rapprochée à laquelle une pension lui aurait autrement été accordée sans réduction actuarielle au moment où il a cessé de participer à ce régime;».

3. Ce règlement est modifié par le remplacement, à l'article 17, du paragraphe 2^o par le paragraphe suivant:

«2^o lorsque le fonctionnaire ou l'ex-fonctionnaire a droit à un paiement de valeur actuarielle ou a droit de transférer un montant en vertu d'une entente de transfert conclue conformément à l'article 158 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, le montant du paiement de valeur actuarielle ou le montant à transférer est diminué des sommes attribuées au conjoint à la date d'évaluation avec les intérêts composés annuellement au taux qui, pour chaque époque, est déterminé en vertu de l'annexe VI de cette loi et accumulés à compter de la date d'évaluation jusqu'à la date à laquelle le paiement ou le transfert est effectué;».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 17, de l'article suivant:

«**17.1** Si le montant payé au conjoint provient du droit à la pension visée au paragraphe 1.1^o du premier alinéa de l'article 3, les droits du fonctionnaire ou de l'ex-fonctionnaire sont établis conformément à la loi et sa pension est diminuée, à compter de la date à laquelle elle devient payable ou à compter de la date d'acquiescement, selon le cas, du montant de pension qui serait obtenu à partir des sommes attribuées au conjoint à la date d'évaluation.».

5. Ce règlement est modifié par le remplacement, à l'article 20, du deuxième alinéa par l'alinéa suivant:

«Si le montant de pension obtenu en application du premier alinéa commence à s'appliquer avant la date du soixante-cinquième anniversaire de naissance du pensionné, il est réduit de 0,50 % par mois, calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle il commence à s'appliquer et la date de son soixante-cinquième anniversaire de naissance, sans excéder 65 %.».

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 20, de l'article suivant:

«**20.1** Pour l'application des articles 17.1 et 19, le montant de pension qui serait obtenu à partir des sommes attribuées au conjoint à la date d'évaluation est établi à cette date suivant la méthode et les hypothèses actuarielles prévues à l'article 8. Ce montant est présumé applicable à la date retenue en application du paragraphe 1.1^o du premier alinéa de l'article 3.

Le montant de pension obtenu en application du premier alinéa est indexé de la même manière que la pension le serait si elle était en cours de versement à la date d'évaluation, à compter du 1^{er} janvier suivant cette date jusqu'au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle ce montant commence à s'appliquer.

Si le montant de pension obtenu en application des premier et deuxième alinéas commence à s'appliquer avant la date retenue, ce montant de pension est réduit de 0,50 % par mois, calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle ce montant de pension commence à s'appliquer et cette date retenue, sans excéder 65 %.

Si le pensionné a pris sa retraite avant la date d'acquiescement et que cette date est postérieure à la date retenue, le montant de pension obtenu en application des premier et deuxième alinéas est augmenté de 0,50 % par mois, calculé pour chaque mois compris entre la date retenue et la date à laquelle ce montant de pension commence à s'appliquer si le pensionné a pris sa retraite avant la date retenue ou calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle il a pris sa retraite et la date à laquelle ce montant de pension commence à s'appliquer si le pensionné a pris sa retraite à la date retenue ou après cette date.».

7. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* mais a effet depuis le 1^{er} janvier 1996.

C.T. 192649, 17 novembre 1998

Loi sur le régime de retraite des enseignants
(L.R.Q., c. R-11)

**Régime de retraite des enseignants
— Partage et cession des droits accumulés**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 9.1^o à 9.5^o de l'article 73 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., c. R-11), le gouvernement peut, après consultation par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances auprès du Comité de retraite, édicter un règlement sur les matières qui y sont énoncées;

ATTENDU QUE le gouvernement, pour donner suite aux paragraphes 9.1^o à 9.5^o de cet article, a édicté le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants par la décision du Conseil du trésor C.T. 176506 du 19 mars 1991, modifié par le règlement édicté par la décision du Conseil du trésor C.T. 187712 du 29 août 1995;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement afin de prévoir certaines modifications pour faciliter l'application de ce règlement suite à l'adoption, le 15 décembre 1995, du chapitre 70 des lois du Québec de 1995 et à l'édition du Règlement sur l'application du Titre IV.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics par le décret 690-96 du 12 juin 1996, qui a effet depuis le 1^{er} janvier 1996;

ATTENDU QUE l'article 66 du chapitre 70 des lois du Québec de 1995 prévoit que le premier règlement pris après le 31 décembre 1995 et modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants peut, s'il en dispose ainsi, avoir effet à compter de toute date non antérieure au 1^{er} janvier 1996 s'il a pour effet de donner suite à une modification découlant de cette loi;

ATTENDU QUE le Comité de retraite constitué au sein de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances a été consulté;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 22 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), le Conseil du trésor exerce les pouvoirs qui sont conférés au gouvernement en vertu de la Loi sur le régime de retraite des enseignants;

ATTENDU QUE conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de règlement a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 19 mars 1997 avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'à la suite de cette publication, aucun commentaire n'a été formulé;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants, annexé à la présente décision, soit édicté.

Le greffier du Conseil du trésor,
ALAIN PARENTEAU

**Règlement modifiant le Règlement sur
le partage et la cession des droits
accumulés au titre du régime de retraite
des enseignants***

Loi sur le régime de retraite des enseignants
(L.R.Q., c. R-11, a. 73, par. 9.1^o à 9.5^o)

1. Le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants est modifié par l'insertion, au début du paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 1, de ce qui suit: « une confirmation écrite d'un médiateur accrédité à l'effet qu'il a obtenu un mandat dans le cadre d'une médiation familiale ou, ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 3, du paragraphe suivant:

« 1.1^o lorsque l'enseignant a cessé de participer au régime après le 31 décembre 1995 alors qu'il avait droit à une pension réduite et qu'à la date d'évaluation une telle pension ne lui était pas encore versée, les droits accumulés sont réputés correspondre à une pension payable à la date la plus rapprochée à laquelle une

* La dernière modification au Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants, édicté par la décision du Conseil du trésor 176506 du 19 mars 1991 (1991, *G.O.* 2, 1811) a été apportée par le règlement édicté par la décision 187712 du 29 août 1995 (1995, *G.O.* 2, 4123).

pension lui aurait autrement été accordée sans réduction actuarielle au moment où il a cessé de participer à ce régime;».

3. Ce règlement est modifié par le remplacement, à l'article 17, du paragraphe 2^o par le paragraphe suivant:

«2^o lorsque l'enseignant ou l'ex-enseignant a droit à un paiement de valeur actuarielle ou a droit de transférer un montant en vertu d'une entente de transfert conclue conformément à l'article 158 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, le montant du paiement de valeur actuarielle ou le montant à transférer est diminué des sommes attribuées au conjoint à la date d'évaluation avec les intérêts composés annuellement au taux qui, pour chaque époque, est déterminé en vertu de l'annexe VI de cette loi et accumulés à compter de la date d'évaluation jusqu'à la date à laquelle le paiement ou le transfert est effectué;».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 17, de l'article suivant:

«**17.1** Si le montant payé au conjoint provient du droit à la pension visée au paragraphe 1.1^o du premier alinéa de l'article 3, les droits de l'enseignant ou de l'ex-enseignant sont établis conformément à la loi et sa pension est diminuée, à compter de la date à laquelle elle devient payable ou à compter de la date d'acquittement, selon le cas, du montant de pension qui serait obtenu à partir des sommes attribuées au conjoint à la date d'évaluation.».

5. Ce règlement est modifié par le remplacement, à l'article 20, du deuxième alinéa par l'alinéa suivant:

«Si le montant de pension obtenu en application du premier alinéa commence à s'appliquer avant la date du soixante-cinquième anniversaire de naissance du pensionné, il est réduit de 0,50 % par mois, calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle il commence à s'appliquer et la date de son soixante-cinquième anniversaire de naissance, sans excéder 65 %.».

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 20, de l'article suivant:

«**20.1** Pour l'application des articles 17.1 et 19, le montant de pension qui serait obtenu à partir des sommes attribuées au conjoint à la date d'évaluation est établi à cette date suivant la méthode et les hypothèses actuarielles prévues à l'article 8. Ce montant est présumé applicable à la date retenue en application du paragraphe 1.1^o du premier alinéa de l'article 3.

Le montant de pension obtenu en application du premier alinéa est indexé de la même manière que la pension le serait si elle était en cours de versement à la date d'évaluation, à compter du 1^{er} janvier suivant cette date jusqu'au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle ce montant commence à s'appliquer.

Si le montant de pension obtenu en application des premier et deuxième alinéas commence à s'appliquer avant la date retenue, ce montant de pension est réduit de 0,50 % par mois, calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle ce montant de pension commence à s'appliquer et cette date retenue, sans excéder 65 %.

Si le pensionné a pris sa retraite avant la date d'acquittement et que cette date est postérieure à la date retenue, le montant de pension obtenu en application des premier et deuxième alinéas est augmenté de 0,50 % par mois, calculé pour chaque mois compris entre la date retenue et la date à laquelle ce montant de pension commence à s'appliquer si le pensionné a pris sa retraite avant la date retenue ou calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle il a pris sa retraite et la date à laquelle ce montant de pension commence à s'appliquer si le pensionné a pris sa retraite à la date retenue ou après cette date.».

7. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* mais a effet depuis le 1^{er} janvier 1996.

31212

Décisions

Décision 6891, 2 novembre 1998

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1)

Producteurs de bois, Côte-du-Sud — Division en groupes

Veillez prendre note que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a, par sa décision 6891 du 2 novembre 1998, approuvé le Règlement sur la division en groupes des producteurs de bois de la Côte-du-Sud tel que pris par les membres du conseil d'administration de l'Office des producteurs de bois de la Côte-du-Sud lors d'une réunion tenue à cette fin le 12 juin 1998 et dont le texte suit.

Veillez de plus noter que ce règlement est soustrait de l'application des sections III et IV de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) en vertu de l'article 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche.

Le secrétaire,
CLAUDE RÉGNIER

Règlement sur la division en groupes des producteurs de bois de la Côte-du-Sud

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1, a. 84)

1. Le territoire visé par le Plan conjoint des producteurs de bois de la Côte-du-Sud, édicté par le décret 1120-83 du 1^{er} juin 1983 (1983, *G.O.* 2, 2661), est divisé en quatre secteurs répartis selon les villes, municipalités ou paroisses ci-après énumérées:

1^o Secteur 1:

Dans la M.R.C. du Kamouraska: Saint-Onésime-d'Ixworth, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, La Pocatière, Saint-Gabriel-Lalement, Saint-Pacôme, Rivière-Ouelle, Saint-Denis, Saint-Philippe-de-Néri, Mont-Carmel, Kamouraska, Saint-Pascal, Saint-Bruno-de-Kamouraska, Saint-Germain, Sainte-Hélène, Saint-André, Saint-Joseph-de-Kamouraska et Saint-Alexandre-de-Kamouraska;

Dans la M.R.C. de Rivière-du-Loup: Notre-Dame-du-Portage, Saint-Antonin, Rivière-du-Loup et Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup;

Dans la M.R.C. de Témiscouata: Saint-Athanase et Pohénégamook pour sa partie connue sous le nom de Saint-Éleuthère avant le 23 octobre 1973.

2^o Secteur 2:

Dans la M.R.C. de L'Islet: Saint-Damase-de-L'Islet, Sainte-Louise, Saint-Roch-des-Aulnaies, Saint-Aubert, Saint-Jean-Port-Joli, Saint-Cyrille-de-Lessard, Saint-Eugène, L'Islet et L'Islet-sur-Mer;

Dans la M.R.C. de Montmagny: Cap-Saint-Ignace, Montmagny, Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, Berthier-sur-Mer et Saint-Antoine-de-L'Isle-aux-Grues.

3^o Secteur 3:

Dans la M.R.C. de L'Islet: Tourville, Sainte-Perpétue, Sainte-Félicité, Saint-Marcel, Saint-Adalbert, Saint-Pamphile et Saint-Omer.

4^o Secteur 4:

Dans la M.R.C. de Montmagny: Notre-Dame-du-Rosaire, Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, Saint-Paul-de-Montminy, Saint-Apolline-de-Patton, Sainte-Lucie-de-Beaugard, Saint-Fabien-de-Panet, Lac-Frontière et Saint-Just-de-Bretenières.

2. Les producteurs d'un secteur forment un groupe distinct.

3. Un producteur ne peut appartenir qu'à un seul des quatre groupes. Les conditions suivantes s'appliquent, par ordre de priorité, pour déterminer son appartenance à l'un de ces groupes:

1^o le producteur appartient au groupe correspondant au secteur où est situé son domicile;

2^o le producteur appartient au groupe correspondant au secteur où sont situés ses lots boisés si son domicile est situé à l'extérieur du territoire;

3° lorsque ses lots boisés sont situés dans plus d'un secteur et que son domicile est situé à l'extérieur du territoire, le producteur choisit le groupe auquel il désire appartenir parmi les secteurs où sont situés ses lots boisés en informant l'Office à cet effet;

4° à défaut de choisir, le producteur ne peut appartenir ni participer qu'à une des assemblées de l'un ou l'autre des secteurs auxquels il aurait pu autrement appartenir et participer pendant l'année concernée.

4. L'Office convoque les producteurs de chacun des quatre groupes à une assemblée de secteur, une fois par année, pour l'élection des délégués de chacun des secteurs à l'assemblée générale.

5. Lorsque l'Office le juge approprié, il peut tenir une seule et même assemblée regroupant les producteurs de plusieurs secteurs.

6. L'Office convoque les producteurs par un avis dans un journal de circulation générale sur le territoire au moins une semaine avant la tenue de l'assemblée de secteur. Cet avis indique la date, le lieu et l'heure de chacune des assemblées de secteur.

7. Le quorum d'une assemblée de secteur ou de plusieurs secteurs est constitué des producteurs présents.

8. Les producteurs proposent oralement et séance tenante le nom des personnes physiques pouvant être élues délégués ou délégués suppléants. Chacune des propositions doit être appuyée par au moins un autre producteur du groupe.

9. Les producteurs de chaque secteur élisent parmi eux dix délégués et deux délégués suppléants. Les délégués suppléants remplacent de plein droit l'un ou l'autre des délégués de leur secteur absent à une assemblée générale.

10. Si un vote est nécessaire quant aux choix des délégués ou des délégués suppléants, il doit se tenir au scrutin secret.

11. Lorsqu'un groupe de producteurs n'élit pas le nombre requis de délégués ou de délégués suppléants, l'Office désigne dès que possible un ou plusieurs producteurs du secteur concerné pour combler les postes laissés vacants.

12. En plus des délégués élus et de leur suppléants, chacun des administrateurs de l'Office est délégué de plein droit du secteur auquel il appartient.

13. Le présent règlement remplace le Règlement sur la division en groupes des producteurs de bois de la Côte-du-Sud approuvé par la décision 3817 du 13 décembre 1983 (1984, *G.O.* 2, 113).

14. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

31203

Décision 6894, 11 novembre 1998

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1)

Producteurs de bois — Mauricie — Part de marché

Veillez prendre note que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a, par sa décision 6894 du 11 novembre 1998, approuvé le Règlement des producteurs de bois de la Mauricie sur l'attribution des parts de marché, tel que pris par les membres du conseil d'administration du Syndicat des producteurs de bois de la Mauricie lors d'une réunion tenue le 25 août 1998 et dont le texte suit.

Veillez de plus noter que ce règlement est soustrait de l'application des sections III et IV de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) en vertu de l'article 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche.

Le secrétaire,
CLAUDE RÉGNIER

Règlement des producteurs de bois de la Mauricie sur l'attribution des parts de marché

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1, a. 93)

1. Toute personne qui entend mettre en marché du bois visé par le Plan conjoint des producteurs de bois de la Mauricie (R.R.Q., 1981, c. M-35, r. 41) et destiné à la transformation en pâtes et papiers, à la fabrication de panneaux, à l'utilisation dans une fonderie ou à la transformation exclusive en copeaux doit d'abord obtenir une part de marché délivrée par le Syndicat des producteurs de bois de la Mauricie.

On entend par «part de marché», le volume de bois calculé en mètres cubes apparents, en mètres cubes solides ou en tonnes métriques qu'un producteur peut mettre en marché par essence ou groupe d'essences au cours d'une année.

2. Une part de marché n'est valable que pour une période d'un an à partir du 1^{er} avril de chaque année.

3. Le Syndicat fait parvenir, entre le 1^{er} et le 15 décembre de chaque année, une formule de demande de part de marché à chaque producteur inscrit au fichier visé au Règlement sur le fichier des producteurs de bois de la Mauricie, approuvé par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec par sa décision 5451 du 24 septembre 1991 (1991, 123, *G.O.* 2, 5745).

Les essences ou groupe d'essences sont:

1^o pour les résineux destinés à la pâte: le sapin-épinette et le pin-pruche-mélèze;

2^o pour les feuillus destinés à la pâte: les bois francs mélangés et le tremble;

3^o pour les feuillus en fonderie: les bois francs mélangés;

4^o pour le bois destiné à la fabrication de panneaux: le tremble.

Une superficie forestière avec bois marchand représente un territoire forestier supportant au moins 45 mètres cubes apparents de bois marchand par hectare.

On entend par «bois marchand», les arbres d'un diamètre d'au moins 10 centimètres à 1,3 mètre du sol.

4. Tout producteur intéressé à obtenir une part de marché doit remplir la formule de demande de part de marché et la retourner au Syndicat au plus tard le 15 janvier. Il peut expédier cette formule par la poste, par messenger, par télécopieur ou par courrier électronique.

Cette formule doit contenir les renseignements suivants:

1^o le nom et l'adresse du producteur;

2^o l'emplacement et la superficie avec bois marchand de ses lots boisés;

3^o la part de marché demandée;

4^o la période de production visée.

Un producteur qui, le 30 septembre, n'a pas reçu sa formule de demande de part de marché doit en informer le Syndicat au plus tard le 10 octobre. Il doit retourner la formule dûment remplie dans les trois jours de sa réception.

5. Les superficies en friche, régénérées naturellement, supportant une plantation de moins de 15 ans ou contenant moins de 45 mètres cubes apparents de bois marchand par hectare ne peuvent servir à calculer la part de marché d'un producteur.

6. Un organisme de gestion en commun peut déposer une demande de part de marché au nom de ses producteurs actionnaires pour lesquels il détient un mandat écrit et spécifique d'aménagement de superficies boisées et déterminées et de récolte du bois qui en résulte. Il doit fournir, en plus des renseignements indiqués à l'article 4, la copie de convention d'actionnaire et les documents constatant le mandat de ces producteurs. Pour le calcul et la gestion des parts de marché, un organisme de gestion en commun est considéré comme un producteur.

On entend par «organisme de gestion en commun», le Groupement forestier de Champlain inc. et le Groupement Maskinongé inc.

7. Le Syndicat refuse de délivrer une part de marché à un producteur qui n'a pas rempli la formule prescrite à l'article 3 ou ne l'a pas retournée dans les délais indiqués à l'article 4.

8. Pour calculer les parts de marché, le Syndicat pondère la superficie forestière avec bois marchand de chaque producteur en diminuant de 25 % l'excédent de 400 hectares.

9. Le Syndicat calcule la part de marché globale pour chaque essence ou groupe d'essences en tenant compte des besoins des acheteurs, des renseignements fournis par les producteurs sur leur formule de demande de part de marché et des inventaires de bois faisant l'objet de demande de part de marché à la fin de chaque année.

Le Syndicat réduit d'un maximum de 20 % la part de marché globale par essence ou groupe d'essences pour constituer une réserve aux fins de l'article 15.

On entend par «part de marché globale» le volume total de bois que tous les producteurs peuvent mettre en marché par essence ou groupe d'essences au cours de l'année.

10. Le Syndicat divise le solde de la part de marché globale par le total des superficies forestières avec bois marchand de tous les producteurs ayant demandé une part de marché pour obtenir le total de la production autorisée par essence ou groupe d'essences par hectare.

Il multiplie la production autorisée par hectare par la superficie forestière avec bois marchand de chaque pro-

ducteur ayant demandé une part de marché pour obtenir la part de marché de ce producteur par essence ou groupe d'essences.

11. Chaque producteur qui exploite une superficie forestière avec bois marchand d'au moins 20 hectares reçoit une part de marché d'au moins 125 mètres cubes apparents, toutes essences confondues.

Chaque producteur qui exploite une superficie forestière avec bois marchand de moins de 20 hectares reçoit une part de marché d'au moins 65 mètres cubes apparents, toutes essences confondues.

12. Si la production autorisée par essence ou groupe d'essences excède au total les besoins réels des acheteurs, le Syndicat peut diminuer proportionnellement la part de marché qui reste à produire et à attribuer pour chaque producteur.

13. En cas de force majeure affectant en cours d'année la mise en marché d'une essence ou d'un groupe d'essences, le Syndicat peut modifier en conséquence la part de marché globale et la part de marché de chaque producteur.

14. Un producteur qui prévoit ne pas pouvoir produire et mettre en marché au moins 80 % du volume de bois indiqué à sa part de marché doit en informer le Syndicat, par écrit, au plus tard un mois avant la fin de la période de production définie sur la part de marché émise.

Si le producteur fait défaut de respecter cette obligation, le Syndicat réduit de 20 % la part de marché à laquelle il aurait eu droit l'année suivante.

15. Si le Syndicat constate en cours d'année que la production autorisée par essence ou groupe d'essences ne peut satisfaire le besoin réel des acheteurs, il émet une part de marché supplémentaire aux producteurs qui effectuent des travaux conformément à une prescription sylvicole, qui ont acheté une superficie forestière avec bois marchand en cours d'année ou qui ont déposé une demande de part de marché après le 15 janvier.

Ces parts de marché supplémentaires sont prises à même les volumes dégagés en application de l'article 14 et à même la réserve constituée en vertu de l'article 9. Si ces volumes supplémentaires se révèlent insuffisants, le Syndicat augmente proportionnellement la part de marché de chaque producteur pour répondre aux besoins des acheteurs.

On entend par « prescription sylvicole », un document préparé et signé par un ingénieur forestier et décrivant la

propriété forestière d'un producteur; y sont indiqués la localisation de la propriété, sa superficie boisée, la description et la nature du bois sur pied, les objectifs du producteur et les travaux sylvicoles qui doivent y être réalisés; le document est complété d'une carte forestière ou d'une photographie aérienne localisant le peuplement forestier à traiter.

16. Une part de marché ne peut être utilisée que par le producteur à qui elle a été attribuée et pour les propriétés inscrites sur la formule de demande de part de marché.

Le Syndicat peut cependant transférer en cours d'année la part de marché d'un producteur à une autre personne sur dépôt d'une copie conforme d'un acte notarié constatant le transfert de propriété d'une superficie forestière avec bois marchand ou sur dépôt d'une copie conforme d'un contrat d'achat de coupe de bois affectant cette propriété.

17. Le Syndicat peut contrôler l'exactitude des renseignements fournis par le producteur sur sa demande de part de marché et lui demander de déposer les documents établissant les titres sur les superficies forestières qu'il entend exploiter.

18. Le Syndicat peut mandater une personne pour vérifier les déclarations des producteurs et, si nécessaire, examiner les superficies forestières faisant l'objet d'une demande de part de marché.

19. Si un producteur fournit volontairement des documents inexacts en demandant une part de marché, le Syndicat peut suspendre sa part de marché pour l'année en cours et ne pas en émettre une nouvelle pour l'année suivante.

20. Le producteur qui se sent lésé par l'application du présent règlement peut demander au Syndicat, dans les soixante jours de l'acte ou de l'omission reprochée, d'apporter les correctifs nécessaires. Si le Syndicat ne remédie pas à la situation dans un délai additionnel de quinze jours ou si le producteur est insatisfait du correctif apporté, celui-ci peut, dans un délai additionnel de quinze jours, demander à la Régie de réviser la décision du Syndicat et de remédier à la situation. Le producteur doit adresser au Syndicat une copie de sa demande de révision à la Régie.

21. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Décrets

Gouvernement du Québec

Décret 1416-98, 4 novembre 1998

CONCERNANT un supplément de 1 440 000 \$ à un contrat intervenu entre le curateur public et Le Groupe Mallette Maheu

ATTENDU QU'au cours du mois de mars 1998, le Conseil du trésor autorisait le curateur public à confier, par contrat à une firme de conseillers en gestion, le mandat d'évaluer la situation du curateur public, de recommander des correctifs et de les implanter, sous réserve que le montant total du contrat et de ses suppléments éventuels n'excède pas 500 000 \$;

ATTENDU QUE l'enveloppe financière prévue dans le cadre du contrat signé le 20 avril 1998 entre le curateur public et la firme de conseillers en gestion Le Groupe Mallette Maheu est épuisée;

ATTENDU QUE les mandats confiés au Groupe Mallette Maheu dans le cadre de ce contrat se sont avérés de plus grande envergure qu'il était possible de le prévoir initialement;

ATTENDU QUE les ajouts au contrat signé avec Le Groupe Mallette Maheu demeurent connexes à ceux prévus au contrat initial et qu'il serait donc inefficace et coûteux, pour le curateur public, de recourir aux services d'une nouvelle firme de conseillers en gestion en vue de poursuivre les travaux en cours;

ATTENDU QUE le curateur public demande l'autorisation d'accorder un supplément maximal de 1 440 000 \$ relativement au contrat conclu avec la firme de conseillers en gestion Le Groupe Mallette Maheu et que, ce faisant, l'ensemble du montant payable en vertu dudit contrat et de ses suppléments pourrait atteindre 1 940 000 \$;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième paragraphe du deuxième alinéa de l'article 31 du Règlement cadre sur les conditions des contrats des ministères et des organismes publics édicté par le décret numéro 1166-93 du 18 août 1993 et ses modifications, le gouvernement exerce les pouvoirs d'autorisation à l'égard des contrats adjugés par les organismes publics dont le budget de fonctionnement n'est voté ni en tout ni en partie par l'Assemblée nationale dans le cas où un supplément a pour effet de faire passer l'ensemble du montant payable en vertu d'un contrat et de ses supplément à 1 000 000 \$ ou plus;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration:

QUE le gouvernement autorise, à l'égard du contrat signé le 20 avril 1998 entre le curateur public et Le Groupe Mallette Maheu, un supplément maximal de 1 440 000 \$.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

31198

Gouvernement du Québec

Décret 1419-98, 4 novembre 1998

CONCERNANT le service de sécurité du lieutenant-gouverneur

ATTENDU QUE le ministère de la Sécurité publique assure la sécurité du lieutenant-gouverneur, conformément à l'arrêté en conseil 1761-77 du 1^{er} juin 1977, modifié par l'arrêté en conseil 2017-78 du 21 juin 1978;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre au lieutenant-gouverneur d'assurer sa sécurité à même les ressources de son cabinet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE le personnel du cabinet du lieutenant-gouverneur assure la sécurité du lieutenant-gouverneur;

QUE l'arrêté en conseil 1761-77 du 1^{er} juin 1977, modifié par l'arrêté en conseil 2017-78 du 21 juin 1978, soit modifié de nouveau par la suppression du paragraphe *a* du premier alinéa du dispositif.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

31199

Gouvernement du Québec

Décret 1421-98, 11 novembre 1998

CONCERNANT l'acquisition temporaire de certains actifs de Dominion Bridge inc. par Investissement-Québec

ATTENDU QUE 3539491 Canada inc. a offert au syndic à la faillite de Dominion Bridge inc. d'acquiescer les actifs nécessaires à la poursuite de son activité;

ATTENDU QUE cette offre est conditionnelle à ce qu'Investissement-Québec achète temporairement pour le prix de 1 \$, le terrain de l'établissement de l'entreprise, sis au 500, rue Notre-Dame à Lachine, les bâtisses y érigées et les biens mobiliers s'y trouvant et affectés de pollution et que ceux-ci soient cédés par Investissement-Québec à une fiducie ou toute autre personne morale désignée à cette fin;

ATTENDU QUE cette offre est aussi conditionnelle à ce qu'Investissement-Québec se porte garante du passif environnemental de ces biens meubles et immeubles jusqu'à ce que des fonds soient disponibles à cette fiducie ou personne morale à être désignée pour assumer ce passif environnemental;

ATTENDU QU'il y a lieu de favoriser la relance des activités de l'entreprise;

ATTENDU QUE l'article 28 de la Loi sur Investissement-Québec et sur Garantie-Québec (1998, c. 17) édicte que le gouvernement peut, lorsqu'un projet présente un intérêt économique important pour le Québec, confier à la société le mandat d'accorder et d'administrer l'aide qu'il définit pour en favoriser la réalisation et que cet article édicte que ce mandat peut autoriser la société à fixer les conditions et modalités de cette aide;

ATTENDU QUE l'article 29 de cette loi édicte qu'Investissement-Québec exerce toute fonction que lui attribue le gouvernement;

ATTENDU QUE le paragraphe 5 de l'article 37 de cette loi édicte qu'Investissement-Québec ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, acquiescer ou céder des actifs au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État de l'Économie et des Finances et du ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie:

QU'Investissement-Québec soit mandatée et autorisée à acheter temporairement pour le prix de 1 \$ et à céder ultérieurement le terrain de l'établissement de

l'entreprise, sis au 500, rue Notre-Dame à Lachine, les bâtisses y érigées et les biens mobiliers s'y trouvant et affectés de pollution, selon les modalités suivantes:

1° ces biens meubles et immeubles seront cédés par Investissement-Québec à une fiducie ou toute autre personne morale désignée à cette fin;

2° que cette fiducie ou personne morale ne puisse céder ces biens meubles ou immeubles à quiconque sans l'accord d'Investissement-Québec et selon ses conditions et modalités;

3° Investissement-Québec se portera garante du passif environnemental de ces biens meubles et immeubles jusqu'à ce que des fonds soient disponibles à cette fiducie ou personne morale à être constituée pour assumer ce passif;

4° Investissement-Québec ne sera pas imputable envers quiconque des coûts relatifs à la constitution ou à l'administration de la fiducie ou toute autre personne morale à être constituée ni à tous autres coûts ou dépenses relatifs à ces biens meubles ou immeubles.

Le greffier du Conseil exécutif,

MICHEL NOËL DE TILLY

31200

Gouvernement du Québec

Décret 1422-98, 11 novembre 1998

CONCERNANT une entente sur la prestation des services policiers autochtones dans la communauté mohawk d'Akwesasne

ATTENDU QUE l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (L.R.Q., c. M-19.3) confie au ministre de la Sécurité publique le mandat d'assurer l'application des lois relatives à la police et de favoriser la coordination des activités policières;

ATTENDU QUE les gouvernements du Québec, du Canada, de l'Ontario et le Conseil mohawk d'Akwesasne désirent préciser dans une entente la prestation et le financement des services policiers autochtones dans la communauté mohawk d'Akwesasne pour la période s'étalant du 1^{er} avril 1998 au 31 mars 2001;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale au sens de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette loi, une entente intergouvernementale doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et signée par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique, du ministre délégué aux Affaires autochtones et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE l'entente entre les gouvernements du Québec, du Canada, de l'Ontario et le Conseil mohawk d'Akwesasne concernant la prestation et le financement des services policiers autochtones dans la communauté mohawk d'Akwesasne, dont le texte est substantiellement conforme aux texte joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

31201

Gouvernement du Québec

Décret 1425-98, 19 novembre 1998

CONCERNANT la modification du décret 1549-95 du 29 novembre 1995 en faveur d'Usine de Triage Lachenaie inc. pour la réalisation du projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Lachenaie sur le territoire de la Ville de Lachenaie

ATTENDU QUE la Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de déchets (L.R.Q., c. E-13.1) soumet à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue à la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) les projets d'établissement ou d'agrandissement de lieu d'enfouissement sanitaire ou de dépôt de matériaux secs au sens du Règlement sur les déchets solides (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 14) modifié par les règlements édictés par les décrets 195-82 du 27 janvier 1982, 1075-84 du 9 mai 1984, 1003-85 du 29 mai 1985, 2238-85 du 31 octobre 1985, 1621-87 du 21 octobre 1987, 1863-88 du 14 décembre 1988, 1615-91 du 27 novembre 1991, 30-92 du 15 janvier 1992, 585-92 du 15 avril 1992, 1458-93 du 20 octobre 1993, 1310-97 du 8 octobre 1997, 859-98 du 22 juin 1998 et 1036-98 du 12 août 1998;

ATTENDU QUE l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement prévoit que le gouvernement peut, à l'égard d'un projet soumis à la section IV.1 du chapitre I de cette loi, délivrer un certificat d'autorisation pour la

réalisation du projet avec ou sans modification et aux conditions qu'il détermine, ou refuser de délivrer le certificat d'autorisation;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 3 de la Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination des déchets, le gouvernement peut, lorsqu'il autorise un projet en application de l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement et s'il le juge nécessaire pour assurer une protection accrue de l'environnement, fixer dans le certificat d'autorisation des normes différentes de celles prescrites par le Règlement sur les déchets solides, notamment en ce qui a trait aux conditions d'établissement, d'exploitation et de fermeture du lieu d'enfouissement sanitaire visé par ce projet;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement, le gouvernement a autorisé, par le décret 1549-95 du 29 novembre 1995, Usine de Triage Lachenaie inc. à réaliser l'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire sur le territoire de la Ville de Lachenaie en déterminant des conditions et en fixant des normes différentes de celles prescrites par le Règlement sur les déchets solides;

ATTENDU QUE l'article 122.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement prévoit que l'autorité qui a délivré un certificat d'autorisation peut également le modifier ou le révoquer, à la demande de son titulaire;

ATTENDU QU'Usine de Triage Lachenaie inc. a soumis au ministre de l'Environnement et de la Faune, les 25 juin 1997 et 8 décembre 1997, des demandes de modification de son certificat d'autorisation afin d'effectuer certains changements à son projet;

ATTENDU QU'après analyse, certaines modifications demandées ont été jugées acceptables;

ATTENDU QU'il y a lieu, dans ces circonstances, de modifier les conditions 8, 10 et 12 et d'ajouter les conditions 25 et 26;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune:

QUE les dispositions du décret 1549-95 du 29 novembre 1995 soient modifiées comme suit:

1^o La condition 8 est modifiée par l'ajout, à la fin du deuxième paragraphe, des deux paragraphes suivants:

Les sols, dont le niveau de contamination est égal ou inférieur au critère B de la Politique de réhabilitation des terrains contaminés, peuvent être utilisés pour le recouvrement final, à la condition que ceux-ci ne déga-

gent pas d'odeurs ni de lixiviat au-delà du critère B relatif aux eaux souterraines décrit dans cette politique.

Des rapports d'analyse précisant le niveau de contamination devront être annexés au registre d'exploitation et les analyses des essais de lixiviation devront faire partie du programme d'assurance et de contrôle qualitatif. Dans le cas où de tels sols auront été utilisés au-dessus de la couche imperméable du recouvrement final, le lieu ainsi recouvert ne pourra plus servir à l'agriculture;

2^o La condition 10 est remplacée par la suivante:

Usine de Triage Lachenaie inc. acheminera, pour traitement, les eaux de lixiviation prétraitées à l'usine d'épuration des eaux usées municipales de Mascouche et de Lachenaie tel que proposé dans le document «Demande de modification d'un certificat d'autorisation délivré par voie de décret par le gouvernement du Québec, Usine de Triage Lachenaie inc., 25 juin 1997».

Toute résurgence d'eau souterraine et de lixiviat située sur le lieu d'enfouissement sanitaire doit respecter les normes ci-dessous:

- a) aluminium total (Al): 5 mg/l;
- b) azote ammoniacal (N): 30 mg/l;
- c) baryum total (Ba): 5 mg/l;
- d) bore total (B): 50 mg/l;
- e) cadmium total (Cd): 0,1 mg/l;
- f) chlorure (Cl⁻): 1500 mg/l;
- g) chrome total (Cr): 0,5 mg/l;
- h) coliformes d'origine fécale: 200 par 100 ml;
- i) coliformes totaux: 2 400 par 100 ml;
- j) composés phénoliques: 0,02 mg/l;
- k) cuivre total (Cu): 1 mg/l;
- l) cyanures totaux (CN⁻): 0,1 mg/l;
- m) demande biochimique en oxygène 5 jours (DB₅): 40 mg/l;
- n) demande chimique en oxygène (DCO): 100 mg/l;
- o) fer total (Fe): 10 mg/l;
- p) huiles et graisses totales: 15 mg/l;
- q) mercure total (Hg): 0,001 mg/l;
- r) nickel total (Ni): 1 mg/l;
- s) pH: supérieur à 6,0 mais inférieur à 9,5;
- t) phosphore (P): 1 mg/l;
- u) plomb total (Pb): 0,1 mg/l;
- v) solides en suspension totaux (SES): 50 mg/l;
- w) sulfates (SO₄⁻²): 1500 mg/l;
- x) sulfures totaux (S⁻²): 1 mg/l;
- y) zinc total (Zn): 1 mg/l;

3^o La condition 12 est modifiée de façon à ce que le programme de surveillance s'applique seulement aux eaux souterraines et aux eaux résurgentes;

QUE les conditions suivantes soient ajoutées:

CONDITION 25: RECIRCULATION DES LIXIVIATS

Usine de Triage Lachenaie inc. pourra effectuer la recirculation des lixiviats et des boues liquides provenant des étangs de prétraitement des lixiviats seulement dans les zones où est accumulée une épaisseur minimale de quatre mètres de déchets. Cependant, toutes les techniques d'aspersion en surface, notamment l'utilisation d'un équipement d'arrosage sous pression, ne doivent pas provoquer l'accumulation de lixiviats ou de boues en surface, sauf dans les tranchées d'infiltration, et ne doivent pas entraîner la formation d'aérosols.

Le système de captage des eaux de lixiviation doit être conçu et installé de manière à ce que la hauteur de liquide susceptible de s'accumuler dans le fond de la zone d'enfouissement n'excède pas 50 centimètres;

CONDITION 26: RECOUVREMENT JOURNALIER

L'enfouissement des déchets peut s'effectuer par couches de trois mètres d'épaisseur. Usine de Triage Lachenaie inc. pourra utiliser des résidus de déchetage des composantes non métalliques des carcasses de véhicules automobiles comme matériaux de recouvrement journalier. Toutefois, ces matériaux devront avoir en permanence une conductivité hydraulique minimale de 1×10^{-4} cm/s et contenir moins de 20 % en poids de particules d'un diamètre égal ou inférieur à 0,08 millimètres.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

31209

Index des textes réglementaires

Abréviations: **A**: Abrogé, **N**: Nouveau, **M**: Modifié

Règlements — Lois	Page	Commentaires
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Intérêts . . . (L.R.Q., c. A-3.001)	6150	N
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999 (L.R.Q., c. A-3.001)	6155	N
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999 (L.R.Q., c. A-3.001)	6187	N
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Utilisation de l'expérience (L.R.Q., c. A-3.001)	6188	N
Aide financière aux études (Loi sur l'aide financière aux études, L.R.Q., c. A-13.3)	6149	M
Aide financière aux études, Loi sur l'... — Aide financière aux études (L.R.Q., c. A-13.3)	6149	M
Concours artistiques, littéraires et scientifiques, Loi sur les... — Concours pour les Prix du Québec dans le domaine scientifique (L.R.Q., c. C-51)	6195	N
Concours pour les Prix du Québec dans le domaine scientifique (Loi sur les concours artistiques, littéraires et scientifiques, L.R.Q., c. C-51)	6195	N
Contrat intervenu entre le curateur public et Le Groupe Mallette Maheu — Supplément	6209	N
Décret 1549-95 du 29 novembre 1995 en faveur d'Usine de Triage Lachenaie inc. pour la réalisation du projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Lachenaie sur le territoire de la Ville de Lachenaie — Modification	6211	M
Décrets de convention collective, Loi sur les... — Enlèvement des déchets solides (L.R.Q., c. D-2)	6199	Projet
Enlèvement des déchets solides (Loi sur les décrets de convention collective, L.R.Q., c. D-2)	6199	Projet
Entente sur la prestation des services policiers autochtones dans la communauté mohawk d'Akwesasne	6210	N
Intérêts (Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001)	6150	N
Investissement-Québec — Acquisition temporaire de certains actifs de Dominion Bridge inc.	6210	N
Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, Loi sur la.. — Producteurs de bois — Mauricie — Part du marché (L.R.Q., c. M-35.1)	6206	Décision

Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, Loi sur la... — Producteurs de bois — Côte-du-Sud — Division en groupes (L.R.Q., c. M-35.1)	6205	Décision
Partage et cession des droits accumulés (Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, L.R.Q., c. R-12)	6201	M
Partage et cession des droits accumulés (Loi sur le régime de retraite des enseignants, L.R.Q., c. R-11)	6203	M
Producteurs de bois — Côte-du-Sud — Division en groupes (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, L.R.Q., c. M-35.1)	6205	Décision
Producteurs de bois — Mauricie — Part du marché (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, L.R.Q., c. M-35.1)	6206	Décision
Programme d'aide financière aux entreprises ovines (Loi sur la Société de financement agricole, L.R.Q., c. S-11.0101)	6147	N
Régime de retraite des enseignants, Loi sur le... — Partage et cession des droits accumulés (L.R.Q., c. R-11)	6203	M
Régime de retraite des fonctionnaires, Loi sur le... — Partage et cession des droits accumulés (L.R.Q., c. R-12)	6201	M
Service de sécurité du lieutenant-gouverneur	6209	N
Société de financement agricole, Loi sur la.. — Programme d'aide financière aux entreprises ovines (L.R.Q., c. S-11.0101)	6147	N
Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999 (Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001)	6155	N
Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999 (Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001)	6187	N
Utilisation de l'expérience (Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001)	6188	N